

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006797]

**28 MARS 2024. — Décret modifiant le décret du 28 novembre 2013
relatif à la performance énergétique des bâtiments (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, modifié en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2020, est complété par les 28° à 33° rédigés comme suit :

« 28° le RGPD : le Règlement européen 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

29° la signature électronique : la signature électronique au sens de l'article 3.12 du Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE;

30° le prêteur : le prêteur tel que visé à l'article I.9, 34°, du Code de droit économique;

31° le responsable du traitement : au sens du RGPD, ce sont toutes les personnes et les autorités désignées par le Gouvernement, chacun pour les traitements qui les concernent, dans l'exercice de leurs finalités respectives;

32° l'audit énergétique : l'audit réalisé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement;

33° l'audit logement : l'audit réalisé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement. ».

Art. 2. Dans le même décret, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Art. 2/1. En vue d'identifier les personnes et les bâtiments ou unités de bâtiment, les fonctionnaires et les agents désignés par le Gouvernement utilisent, dans l'exercice des finalités qui leur incombent :

1° le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou le numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, pour consulter le registre national des personnes physiques organisé par la loi du 8 août 1983 ou la Banque carrefour de la sécurité sociale instituée par la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2° l'identifiant parcellaire cadastral de la parcelle cadastrale patrimoniale visé à l'article 10, pour consulter la documentation cadastrale organisée par l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif à la constitution et la mise à jour de la documentation cadastrale et fixant les modalités pour la délivrance des extraits cadastraux. ».

Art. 3. A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans le paragraphe 2, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« La demande d'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative contient au minimum les éléments suivants :

1° le nom, le prénom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique du demandeur, ou;

2° lorsque le demandeur est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise et l'adresse de son siège social, le nom et le prénom des représentants légaux, ainsi que leur numéro de téléphone et leur adresse de courrier électronique;

3° les informations nécessaires à la vérification du respect des conditions d'octroi de l'autorisation;

4° la signature du demandeur.

Le Gouvernement peut compléter ou préciser le contenu de la demande d'autorisation. »;

2° le paragraphe 3 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La demande d'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative contient au minimum les éléments suivants :

1° l'adresse et la référence cadastrale du bâtiment;

2° le nom, le prénom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique du demandeur, ou;

3° lorsque le demandeur est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise et l'adresse de son siège social, le nom et le prénom des représentants légaux, ainsi que leur numéro de téléphone et leur adresse de courrier électronique;

4° les informations nécessaires à la vérification du respect des conditions d'octroi de l'autorisation;

5° la signature du demandeur.

Le Gouvernement peut compléter ou préciser le contenu de la demande d'autorisation. »;

3° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. La collecte et le traitement des informations visées au paragraphe 2, alinéa 3, et au paragraphe 3, alinéa 4, poursuivent les finalités suivantes :

1° le traitement de la demande d'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative;

2° l'exercice des contrôles visés au Titre 6;

3° la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments;

4° l'assistance fournie aux personnes concernées en vue d'assurer le respect des exigences et des procédures PEB.

Le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 2, alinéa 3, et au paragraphe 3, alinéa 4, jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle le bâtiment est détruit.

Par dérogation à l'alinéa 2, la durée de conservation des informations visées au paragraphe 2, alinéa 3, 1° et 2°, ne dépasse pas le 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle la validité de l'autorisation prend fin.

Par dérogation à l'alinéa 2, la durée de conservation des informations visées au paragraphe 3, alinéa 4, 2° et 3°, ne dépasse pas le 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle la procédure PEB prend fin.

Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations visées au paragraphe 2, alinéa 3 et au paragraphe 3, alinéa 4, en vue de l'exercice des finalités visées à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement fixe la durée de consultation et d'utilisation des informations visées au paragraphe 2, alinéa 3, et au paragraphe 3, alinéa 4, en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement organise, à l'expiration des délais visés aux alinéas 2, 3 et 4, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments, des informations visées au paragraphe 2, alinéa 3, et au paragraphe 3, alinéa 4. ».

Art. 4. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, 2°, du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2016, les *a)* et *b)* sont remplacés par ce qui suit :

« *a)* dans un bien classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde au titre de monument ou d'ensemble architectural au sens du Code wallon du patrimoine;

b) dans un bâtiment visé à l'inventaire régional du Patrimoine au sens de l'article 11, alinéa 2, du Code wallon du patrimoine; ».

Art. 5. A l'article 12 du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Lors d'une intervention visée à l'alinéa 5, la performance énergétique de la partie modifiée ou, le cas échéant, de l'ensemble du système, est évaluée et documentée aux fins de la vérification des exigences et de la délivrance du certificat PEB. »;

2° sont insérés les paragraphes 1^{er}/1, 1^{er}/2, 1^{er}/3, 1^{er}/4 et 1^{er}/5 rédigés comme suit :

« § 1^{er}/1. A l'issue d'une intervention visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le titulaire de droit réel sur le bâtiment ou l'unité PEB dispose d'un rapport d'évaluation.

Le rapport d'évaluation contient au minimum les éléments suivants :

1° l'adresse et la référence cadastrale du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

2° le nom, le prénom, du titulaire de droit réel sur le bâtiment et de l'auteur du document, ou;

3° lorsque les personnes visées au 2° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, ainsi que le nom et le prénom des représentants légaux;

4° l'évaluation de la performance énergétique de la partie modifiée ou, le cas échéant, de l'ensemble du système;

5° la signature de l'auteur du document.

Le Gouvernement peut compléter ou préciser le contenu du rapport d'évaluation.

§ 1^{er}/2. Le Gouvernement organise une base de données dans laquelle les rapports d'évaluation sont enregistrés par leur auteur.

La base de données contient en outre les éléments suivants :

1° l'adresse du domicile, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification auprès de la banque carrefour de la sécurité sociale du titulaire de droit réel sur le bâtiment et de l'auteur du rapport d'évaluation, ainsi que les autres informations nécessaires en vue de les contacter, ou;

2° lorsque les personnes visées au 1° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, le nom et le prénom des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact, ainsi que les autres informations nécessaires en vue de les contacter.

Le Gouvernement peut préciser les informations visées à l'alinéa 2.

L'auteur du rapport d'évaluation collecte, traite et conserve les informations visées au paragraphe 1^{er}/1, alinéa 2, et à l'alinéa 2 aux seules fins de l'établissement et de l'enregistrement du rapport sur la base de données.

Par dérogation à l'alinéa 4, l'auteur du rapport ne conserve pas les informations visées à l'alinéa 2 au-delà de leur enregistrement dans la base de données.

Toute communication des informations visées au paragraphe 1^{er}/1, alinéa 2, et à l'alinéa 2 à des tiers est interdite.

§ 1^{er}/3. La collecte et le traitement des données visées au paragraphe 1^{er}/2, alinéas 1^{er} et 2, poursuivent les finalités suivantes :

1° l'établissement et la correction des documents procéduraux relatifs aux exigences applicables aux systèmes;

2° l'établissement et la mise à jour des certificats PEB; 3° l'exercice des contrôles visés au Titre 6;

4° la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments;

5° l'assistance fournie aux personnes concernées pour leur permettre de respecter les exigences PEB;

6° l'information visée à l'article 39/1.

§ 1^{er}/4. Les auteurs de rapports d'évaluation accèdent aux rapports d'évaluation en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}/3, 1^o.

Les certificateurs PEB accèdent aux rapports d'évaluation en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}/3, 2°.

Les titulaires de droit réel sur le bâtiment ou l'unité PEB, ainsi que les personnes qu'ils désignent, accèdent aux rapports d'évaluation qui concernent ce bâtiment ou cette unité en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}/3, 6°.

Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et les agents qui accèdent aux rapports d'évaluation et aux informations visées au paragraphe 1^{er}/2, alinéas 1^{er} et 2, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}/3, alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o.

§ 1^{er}/5. Le Gouvernement précise les informations auxquelles les personnes visées au paragraphe 1^{er}/4 peuvent accéder, ainsi que les modalités d'accès à ces informations.

Le Gouvernement fixe, pour chacune des personnes visées au paragraphe 1^{er}/4, la durée de consultation et d'utilisation des informations, en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}/3.

Le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 1^{er}/2, alinéas 1^{er} et 2, jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle le bâtiment est détruit.

Par dérogation à l'alinéa 3, la durée de conservation des informations visées au paragraphe 1^{er}/2, alinéa 2, ne dépasse pas le 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle le rapport d'évaluation est enregistré dans la base de données.

Le Gouvernement organise, à l'expiration des délais visés aux alinéas 3 et 4, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments, des données visées au paragraphe 1^{er}/2, alinéas 1^{er} et 2. ».

Art. 6. Dans le Titre 3 du même décret, l'intitulé du chapitre III, modifié par le décret du 17 décembre 2020, est remplacé par les mots « Documents procéduraux et base de données relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité ».

Art. 7. L'article 14 du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2020, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. § 1^{er}. Le Gouvernement organise une base de données qui contient les documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité, ainsi que les données suivantes :

1^o les données nécessaires à l'évaluation de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB;

2^o l'adresse du domicile, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification auprès de la Banque - Carrefour de la Sécurité sociale du déclarant PEB et, lorsque leur intervention est requise, de l'architecte, du responsable PEB et de l'auteur de faisabilité technique, environnementale et économique, ainsi que les autres informations nécessaires en vue de les contacter, ou;

3^o lorsque les personnes visées au 2^o sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, le nom et le prénom des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact, ainsi que les autres informations nécessaires en vue de les contacter.

La collecte et le traitement des informations visées à l'alinéa 1^{er} poursuivent les finalités suivantes :

1^o l'établissement ou la correction des documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité, ainsi que le renouvellement du certificat PEB établi sur base de l'article 33;

2^o les finalités d'information visées aux articles 28, 34, § 4, et 39/1, § 1^{er}, alinéa 2;

3^o l'exercice des contrôles visés au Titre 5, chapitres IV et V;

4^o l'exercice des contrôles visés au Titre 6;

5^o la vérification, dans le cadre de l'analyse de la composition du dossier de demande de permis, que le projet pourra répondre aux exigences PEB et d'électromobilité, conformément à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o;

6^o la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments;

7^o l'assistance fournie aux personnes concernées pour leur permettre de respecter leurs obligations, ainsi que la réalisation de politiques publiques de sensibilisation et de mobilisation sur les enjeux climatiques;

8^o la vérification de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB en vue du financement de sa construction, de son acquisition ou de sa rénovation énergétique par un crédit, ainsi que le respect des obligations de rapportage applicables au portefeuille de crédit des prêteurs.

§ 2. Le Gouvernement peut compléter la liste des informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle le bâtiment est détruit.

Par dérogation à l'alinéa 2, la durée de conservation des informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, ne dépasse pas le 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle la procédure PEB prend fin.

Le Gouvernement organise, à l'expiration des délais visés aux alinéas 2 et 3, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments, des données visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 3. Les responsables PEB accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments pour lesquels ils sont désignés en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o.

Lorsque le déclarant PEB désigne un nouveau responsable PEB, les informations enregistrées dans la base de données peuvent être réutilisées en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o, avec l'accord préalable du responsable PEB initial.

Lorsque, dans l'hypothèse visée à l'article 28, § 2, le nouveau déclarant désigne un nouveau responsable PEB, les informations enregistrées dans la base de données peuvent être réutilisées en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o, avec l'accord préalable du responsable PEB et du déclarant PEB initiaux.

§ 4. Les certificateurs PEB accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments pour lesquels ils sont désignés en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o.

§ 5. Les officiers instrumentant accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments mis en vente ou en location pour lesquels ils sont désignés en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o.

§ 6. Les agents immobiliers accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments mis en vente ou en location pour lesquels ils sont désignés en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o.

§ 7. Les fonctionnaires et les agents visés à l'article 61 accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments qui se situent sur leur territoire ou qui relèvent de leur compétence, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 4^o et 5^o.

§ 8. Les titulaires de droit réel sur le bâtiment ou l'unité PEB accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments sur lesquels ils disposent d'un droit réel, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o.

§ 9. Les prêteurs accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments pour lesquels ils interviennent en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 8^o.

§ 10. Le Gouvernement désigne les autres fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations enregistrées dans la base de données en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o, 3^o, 4^o, 6^o et 7^o.

Le Gouvernement précise les informations auxquelles les personnes visées aux paragraphes 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 et à l'alinéa 1^{er} peuvent accéder, ainsi que les modalités d'accès à ces informations.

Le Gouvernement fixe, pour chacune des personnes visées aux paragraphes 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, ainsi qu'à l'alinéa 1^{er}, la durée de consultation et d'utilisation des informations, en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 8. Dans le même décret, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 6^o et 7^o, la communication de données à caractère personnel sur la base de l'article 6.1., c) ou e), du RGPD à toute autre autorité publique ou organisation privée, est formalisée pour chaque type de traitement par un protocole entre le responsable du traitement initial et le responsable du traitement destinataire des données.

Ce protocole prévoit :

- 1^o l'identification de l'autorité publique qui communique les données à caractère personnel et celle du destinataire;
- 2^o l'identification du responsable du traitement des données au sein de l'autorité publique qui communique les données et l'identification du responsable du traitement des données au sein du destinataire;
- 3^o les coordonnées des délégués à la protection des données concernés au sein de l'autorité publique qui communique les données ainsi que, le cas échéant, les coordonnées du destinataire;
- 4^o les finalités pour lesquelles les données à caractère personnel sont communiquées;
- 5^o les catégories de données à caractère personnel communiquées et leur format;
- 6^o les catégories de destinataires;
- 7^o la base légale qui autorise la communication des données;
- 8^o les modalités de communication utilisées pour la communication des données;
- 9^o toute mesure spécifique qui encadre la communication des données conformément au principe de proportionnalité et aux exigences de protection des données dès la conception et par défaut;
- 10^o les restrictions légales applicables aux droits de la personne concernée par la communication des données;
- 11^o les modalités d'exercice des droits de la personne concernée auprès du destinataire;
- 12^o la périodicité de la communication des données; 13^o la durée du protocole;
- 14^o les sanctions applicables en cas de non-respect du protocole.

§ 2. Le protocole est adopté après les avis respectifs du délégué à la protection des données de l'autorité publique qui détient les données à caractère personnel et, le cas échéant, du destinataire. Ces avis sont annexés au protocole. Lorsqu'au moins un de ces avis n'est pas suivi par les responsables du traitement, le protocole mentionne, en ses dispositions introductives, la ou les raisons pour laquelle ou lesquelles cet ou ces avis n'ont pas été suivis.

Le Gouvernement publie le protocole sur son site internet. ».

Art. 9. A l'article 15 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1^o dans le paragraphe 2, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« L'étude de faisabilité technique, environnementale et économique contient :

- 1^o le numéro de dossier PEB;
- 2^o l'adresse et la référence cadastrale du terrain, du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;
- 3^o le nom, le prénom, l'adresse du domicile, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique de l'auteur d'étude de faisabilité technique, environnementale et économique ou, le cas échéant, du responsable PEB, ou;
- 4^o lorsque les personnes visées au 3^o sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, ainsi que le nom, le prénom, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des représentants légaux;
- 5^o le numéro d'agrément de l'auteur de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique ou, le cas échéant, du responsable PEB;
- 6^o la signature de l'auteur de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique ou, le cas échéant, du responsable PEB;
- 7^o la présentation des besoins énergétiques à satisfaire et les consommations d'énergie;
- 8^o une estimation du calcul de dimensionnement technique et les grandeurs de référence ainsi que les hypothèses de travail utilisées pour ce calcul;
- 9^o le cas échéant, une évaluation des contraintes d'utilisation en termes de maintenance, de disponibilité et de type de combustible envisagé;
- 10^o une évaluation des économies d'énergie;
- 11^o une estimation du coût économique et du temps de retour sur investissement.

Le Gouvernement peut préciser et compléter le contenu de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique et déterminer sa forme et ses modalités d'application. Il est autorisé à distinguer le contenu, la forme et les modalités d'application de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique en fonction de la destination ou de la taille du bâtiment. »;

2° dans le paragraphe 3, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° pour des typologies similaires de bâtiments; ».

Art. 10. A l'article 16 du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« La déclaration PEB initiale contient :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'adresse et la référence cadastrale du terrain, du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

3° le nom et le prénom du déclarant PEB, de l'architecte et du responsable PEB et, le cas échéant, de l'auteur d'étude de faisabilité technique, environnementale et économique, ou;

4° lorsque les personnes visées au 3° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, ainsi que le nom et le prénom des représentants légaux;

5° le numéro d'agrément du responsable PEB;

6° une déclaration sur l'honneur du déclarant PEB et du responsable PEB et, lorsque son intervention est requise, de l'architecte, d'avoir pris connaissance des exigences PEB et d'électromobilité et des sanctions applicables en cas de non-respect de celles-ci;

7° un descriptif des mesures à mettre en oeuvre qui démontre que le projet pourra répondre aux exigences PEB et d'électromobilité;

8° une estimation du résultat attendu du calcul de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB concernée PEB;

9° le cas échéant, l'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative;

10° lorsqu'une étude de faisabilité technique, environnementale et économique a été réalisée, les choix des techniques et des dispositifs envisagés en fonction des recommandations formulées dans cette étude;

11° la signature du déclarant PEB, de l'architecte et du responsable PEB.

Le Gouvernement peut préciser et compléter le contenu de la déclaration PEB initiale. »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La déclaration PEB simplifiée contient :

1° l'adresse et la référence cadastrale du terrain, du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

2° le nom, le prénom, l'adresse du domicile, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification auprès de la Banque - Carrefour de la Sécurité sociale, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique du déclarant PEB et, lorsque son intervention est requise, de l'architecte, ou;

3° lorsque les personnes visées au 2° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, ainsi que le nom, le prénom, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des représentants légaux;

4° une déclaration sur l'honneur du déclarant PEB et, lorsque son intervention est requise, de l'architecte, d'avoir pris connaissance des exigences PEB et d'électromobilité et des sanctions applicables en cas de non - respect de celles-ci;

5° un descriptif des mesures à mettre en oeuvre qui démontre la conformité du projet aux exigences PEB et d'électromobilité;

6° une estimation du résultat attendu du calcul de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB concernée PEB;

7° le cas échéant, l'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative;

8° la signature du déclarant PEB et, le cas échéant, de l'architecte. »;

b) trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Lorsque la déclaration PEB simplifiée est enregistrée sur la base de données visée à l'article 14, elle contient également les données nécessaires à l'identification du dossier de procédure PEB.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, lorsque la déclaration PEB simplifiée est enregistrée sur la base de données visée à l'article 14, l'adresse du domicile, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou auprès de la banque - Carrefour de la sécurité sociale, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique du déclarant PEB et de l'architecte sont enregistrés dans la base de données et ne figurent pas dans la déclaration PEB simplifiée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3°, lorsque la déclaration PEB simplifiée est enregistrée sur la base de données visée à l'article 14, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des représentants légaux sont enregistrés dans la base de données et ne figurent pas dans la déclaration PEB simplifiée. »;

c) à l'alinéa 2 devenu l'alinéa 5, les mots « préciser et » sont insérés entre les mots « Le Gouvernement peut » et les mots « compléter le contenu. ».

Art. 11. A l'article 17, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La déclaration PEB provisoire contient :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'adresse et la référence cadastrale du bâtiment ou de l'unité concernée;

3° le nom et le prénom du déclarant PEB, de l'architecte et du responsable PEB, ou;

4° lorsque les personnes visées au 3° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, ainsi que le nom et le prénom des représentants légaux;

5° le numéro d'agrément du responsable PEB;

6° un descriptif de l'état du bâtiment et des mesures mises en oeuvre afin de respecter les exigences PEB et d'électromobilité;

7° un descriptif des travaux restant à accomplir pour que les exigences PEB et d'électromobilité soient respectées;

8° un exposé de la manière dont les conclusions de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique ont été prises en considération et, lorsque les conclusions de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique ne sont pas suivies, la justification technique ou socioéconomique de cette décision;

9° une estimation du résultat attendu du calcul de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB concernée PEB;

10° la signature du déclarant PEB et du responsable PEB. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « préciser et » sont insérés entre les mots « Le Gouvernement peut » et les mots « compléter le contenu ».

Art. 12. A l'article 18, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La déclaration PEB finale contient :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'adresse et la référence cadastrale du terrain, du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

3° le nom et le prénom du déclarant PEB, de l'architecte, du responsable PEB et, le cas échéant, de l'auteur d'étude de faisabilité technique, environnementale et économique, ou;

4° lorsque les personnes visées au 3° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, ainsi que le nom et le prénom des représentants légaux;

5° le numéro d'agrément du responsable PEB et, le cas échéant, de l'auteur d'étude de faisabilité technique, environnementale et économique;

6° un descriptif des mesures mises en oeuvre afin de respecter les exigences PEB et d'électromobilité;

7° un exposé de la manière dont les conclusions de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique ont été prises en considération et, lorsque les conclusions de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique ne sont pas suivies, la justification technique ou socioéconomique de cette décision;

8° le résultat du calcul de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

9° la signature du déclarant PEB, de l'architecte et du responsable PEB. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « préciser et » sont insérés entre les mots « Le Gouvernement peut » et les mots « compléter le contenu ».

Art. 13. Dans le Titre 3, chapitre III du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2020, il est inséré un article 18/1 rédigé comme suit :

« Art. 18/1. Le Gouvernement met en place une notice d'information relative aux droits et obligations des personnes concernées par la collecte et le traitement des données visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans le cadre des procédures PEB et d'électromobilité.

Le Gouvernement précise la forme et le contenu de la notice d'information ainsi que ses modalités d'application. ».

Art. 14. A l'article 19 du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La notification comprend au minimum les informations suivantes : 1° la référence du dossier PEB;

2° l'adresse et la référence cadastrale du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

3° le nom, le prénom et le numéro d'agrément du responsable PEB, ou;

4° lorsque les personnes visées au 3° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise, l'adresse de leur siège social, ainsi que le nom et le prénom des représentants légaux;

5° le nom, le prénom et l'adresse du domicile du cédant, ainsi que son numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification auprès de la Banque - Carrefour de la Sécurité sociale, ou;

6° lorsque le cédant est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise, l'adresse de son siège social, le nom et le prénom des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact, ainsi que les autres informations nécessaires en vue de les contacter;

7° le nom, le prénom et l'adresse du domicile du cessionnaire, ainsi que son numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification auprès de la banque - Carrefour de la sécurité sociale, ou;

8° lorsque le cessionnaire est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise, l'adresse de son siège social, le nom et le prénom des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact, ainsi que les autres informations nécessaires en vue de les contacter;

9° la signature du cédant, du cessionnaire et du responsable PEB.

Le Gouvernement peut compléter le contenu de la notification et préciser ses modalités d'application. »;

2° un paragraphe 2/1 rédigé comme suit est inséré entre les paragraphes 2 et 3 :

« § 2/1. La collecte et le traitement des informations visées au paragraphe 2, alinéa 5, poursuivent les finalités suivantes :

1° le traitement de la notification de cession du permis; 2° l'exercice des contrôles visés au Titre 6.

Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations visées au paragraphe 2, alinéa 5, en vue de l'exercice des finalités visées à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement conserve les données visées au paragraphe 2, alinéa 5, jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle la procédure PEB prend fin.

Le Gouvernement fixe la durée de consultation et d'utilisation des informations visées au paragraphe 2, alinéa 5, en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 15. Dans l'article 20, § 4, du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Dans l'exercice de ses fonctions, le responsable PEB collecte et traite les données nécessaires, visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à l'aide du logiciel associé à la méthode de calcul de la performance énergétique et des formulaires mis à sa disposition. »;

2° le paragraphe est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Il collecte, traite et conserve les informations visées à l'alinéa 1^{er} aux seules fins de l'exercice de ses missions réglementaires.

Il ne conserve pas les informations visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, au-delà de leur enregistrement dans la base de données PEB.

Toute communication des informations visées à l'alinéa 1^{er} à des tiers est interdite.

Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article. ».

Art. 16. A l'article 21 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « collecte les informations nécessaires et » sont insérés entre les mots « 1° il » et les mots « élabore l'étude »;

b) le paragraphe est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° il collecte et traite les données nécessaires, visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. »;

c) le paragraphe est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Il collecte, traite et conserve les informations visées à l'alinéa 1^{er} aux seules fins de l'exercice de ses missions réglementaires.

Il ne conserve pas les informations visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, au-delà de leur enregistrement dans la base de données PEB.

Toute communication des informations visées à l'alinéa 1^{er} à des tiers est interdite.

Le Gouvernement précise les modalités d'application du présent article. ».

Art. 17. Dans l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Préalablement au dépôt de la demande, la déclaration PEB initiale est signée par le déclarant PEB, l'architecte et le responsable PEB au moyen d'une signature électronique, et enregistrée par le responsable PEB et l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique est enregistrée par l'auteur agréé dans la base de données visée à l'article 14. Avec l'accord de l'auteur agréé, le responsable PEB peut enregistrer l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique dans la même base de données avec la déclaration PEB initiale. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsque le déclarant PEB estime que sa demande peut bénéficier, en tout ou en partie, d'une des exceptions aux exigences PEB établies à l'article 10, ou d'une des exceptions aux exigences d'électromobilité établies en vertu de l'article 13/3, § 2, il établit une note justificative qui indique l'exception applicable.

Lorsque la note justificative concerne une partie du projet, elle est intégrée dans la déclaration PEB initiale.

Lorsque la note justificative concerne l'ensemble du projet, elle est jointe à la demande de permis, à la place de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique et de la déclaration PEB initiale.

Le déclarant PEB qui ne joint pas de note justificative à sa demande renonce à l'exception. »;

3° les paragraphes 3, 4 et 5, rédigés comme suit, sont insérés :

« § 3. La note justificative contient au minimum les informations suivantes :

1° l'adresse et la référence cadastrale du terrain, du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

2° l'identification précise de la partie du projet concernée par l'exception;

3° les informations nécessaires à la vérification de l'exception applicable.

Lorsque l'exception s'applique à l'ensemble des travaux, la note justificative contient, outre les éléments visés à l'alinéa 1^{er}, les informations suivantes :

1° le nom, le prénom, l'adresse du domicile, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale du déclarant PEB et, lorsque son intervention est requise, de l'architecte, et leur numéro de téléphone et leur adresse de courrier électronique, ou;

2° lorsque les personnes visées au 1° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, le nom et le prénom des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact, ainsi que leur numéro de téléphone et leur adresse de courrier électronique.

La collecte et le traitement des informations visées aux alinéas 1^{er} et 2 poursuivent les finalités suivantes :

1° l'établissement et la correction des documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité;

2° l'exercice des contrôles visés au Titre 6;

3° la vérification, dans le cadre de l'analyse de la composition du dossier de demande de permis, que le projet pourra répondre aux exigences PEB et d'électromobilité, conformément à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°;

4° la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments;

5° l'assistance fournie aux personnes concernées pour leur permettre de respecter leurs obligations.

§ 4. Le Gouvernement peut compléter le contenu de la note justificative et préciser ses modalités d'application.

Le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle la procédure PEB prend fin.

Le Gouvernement organise, à l'expiration du délai visé à l'alinéa 2, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments, des informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2.

§ 5. Les fonctionnaires et les agents visés à l'article 61 accèdent aux informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, qui concernent les seuls bâtiments qui se situent sur leur territoire ou relevant de leur compétence, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 3, alinéa 3, 2° et 3°.

Le Gouvernement désigne les autres fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 3, alinéa 3, 2°, 3°, 4° et 5°.

Le Gouvernement précise les informations auxquelles les personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2 peuvent accéder, ainsi que les modalités d'accès à ces informations.

Le Gouvernement fixe la durée de consultation et d'utilisation des informations en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées au paragraphe 3, alinéa 3. ».

Art. 18. L'article 24 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. La déclaration PEB finale est signée par le déclarant PEB, l'architecte et le responsable PEB au moyen d'une signature électronique, et enregistrée par le responsable PEB dans la base de données visée à l'article 14 dans les douze mois de l'occupation du bâtiment ou de l'achèvement du chantier et, en tout cas, au terme du délai de validité du permis. ».

Art. 19. A l'article 25 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Préalablement au dépôt de la demande, celle-ci est signée par le déclarant PEB, l'architecte et le responsable PEB au moyen d'une signature électronique et enregistrée par le responsable PEB dans la base de données visée à l'article 14. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsque le déclarant PEB estime que sa demande peut bénéficier, en tout ou en partie, d'une des exceptions aux exigences PEB établies à l'article 10, ou d'une des exceptions aux exigences d'électromobilité établies en vertu de l'article 13/3, § 2, il établit une note justificative qui indique l'exception applicable.

Lorsque la note justificative concerne une partie du projet, elle est intégrée dans la déclaration PEB initiale.

Lorsque la note justificative concerne l'ensemble du projet, elle est jointe à la demande de permis, à la place de la déclaration PEB initiale.

Le déclarant PEB qui ne joint pas de note justificative à sa demande renonce à l'exception. »;

3° l'article est complété par les paragraphes 3, 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 3. La note justificative contient au minimum les informations suivantes :

1° l'adresse et la référence cadastrale du terrain, du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

2° l'identification précise de la partie du projet concernée par l'exception;

3° les informations nécessaires à la vérification de l'exception applicable.

Lorsque l'exception s'applique à l'ensemble des travaux, la note justificative contient, outre les éléments visés à l'alinéa 1^{er}, les informations suivantes :

1° le nom, le prénom, l'adresse du domicile, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification auprès de la BanqueCarrefour de la Sécurité sociale du déclarant PEB et, lorsque son intervention est requise, de l'architecte, et leur numéro de téléphone et leur adresse de courrier électronique, ou;

2° lorsque les personnes visées au 1° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, le nom et le prénom des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact, ainsi que leur numéro de téléphone et leur adresse de courrier électronique.

La collecte et le traitement des informations visées aux alinéas 1^{er} et 2 poursuivent les finalités suivantes :

1° l'établissement et la correction des documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité;

2° l'exercice des contrôles visés au Titre 6;

3° la vérification, dans le cadre de l'analyse de la composition du dossier de demande de permis, que le projet pourra répondre aux exigences PEB et d'électromobilité, conformément à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°;

4° la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments;

5° l'assistance fournie aux personnes concernées pour leur permettre de respecter leurs obligations.

§ 4. Le Gouvernement peut compléter le contenu de la note justificative et préciser ses modalités d'application.

Le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle la procédure PEB prend fin.

Le Gouvernement organise, à l'expiration du délai visé à l'alinéa 2, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments, des données visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2.

§ 5. Les fonctionnaires et les agents des communes visés à l'article 61 accèdent aux informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, qui concernent les seuls bâtiments qui se situent sur leur territoire ou relevant de leur compétence, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 3, alinéa 3, 2^o et 3^o.

Le Gouvernement désigne les autres fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 3, alinéa 3, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o.

Le Gouvernement précise les informations auxquelles les personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2, peuvent accéder, ainsi que les modalités d'accès à ces informations.

Le Gouvernement fixe la durée de consultation et d'utilisation des informations en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées au paragraphe 3, alinéa 3. ».

Art. 20. L'article 26 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. La déclaration PEB finale est signée par le déclarant PEB, l'architecte et le responsable PEB au moyen d'une signature électronique et enregistrée par le responsable PEB dans la base de données visée à l'article 14 dans les douze mois de l'achèvement du chantier et, en tout cas, au terme du délai de validité du permis. ».

Art. 21. L'article 27 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. § 1^{er}. Lorsqu'une demande de permis pour objet des travaux de rénovation simple ou un changement de destination, la déclaration PEB simplifiée est jointe, par le déclarant PEB, au dossier de demande de permis.

Préalablement au dépôt de la demande, elle peut être signée par le déclarant PEB au moyen d'une signature électronique et enregistrée dans la base de données visée à l'article 14.

§ 2. Lorsque le déclarant PEB estime que sa demande peut bénéficier, en tout ou en partie, d'une des exceptions aux exigences PEB établies à l'article 10, ou d'une des exceptions aux exigences d'électromobilité établies en vertu de l'article 13/3, § 2, il établit une note justificative qui indique l'exception applicable.

Lorsque la note justificative concerne une partie du projet, elle est intégrée dans la déclaration PEB simplifiée.

Lorsque la note justificative concerne l'ensemble du projet, elle est jointe à la place de la déclaration PEB simplifiée, une note justificative qui indique l'exception applicable.

Le déclarant PEB qui ne joint pas de note justificative à sa demande renonce à de l'exception.

§ 3. La note justificative contient au minimum les informations suivantes : 1^o l'adresse et la référence cadastrale du terrain, du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

2^o l'identification précise de la partie du projet concernée par l'exception;

3^o les informations nécessaires à la vérification de l'exception applicable. Lorsque l'exception s'applique à l'ensemble des travaux, la note justificative contient, outre les éléments visés à l'alinéa 1^{er}, les informations suivantes :

1^o le nom, le prénom, l'adresse du domicile, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale du déclarant PEB et, lorsque son intervention est requise, de l'architecte, et leur numéro de téléphone et leur adresse de courrier électronique, ou;

2^o lorsque les personnes visées au 1^o sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, le nom et le prénom des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact, ainsi que leur numéro de téléphone et leur adresse de courrier électronique.

La collecte et le traitement des informations visées aux alinéas 1^{er} et 2 poursuivent les finalités suivantes :

1^o l'établissement et la correction des documents procéduraires relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité;

2^o l'exercice des contrôles visés au Titre 6;

3^o la vérification, dans le cadre de l'analyse de la composition du dossier de demande de permis, que le projet pourra répondre aux exigences PEB et d'électromobilité, conformément à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o;

4^o la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments;

5^o l'assistance fournie aux personnes concernées pour leur permettre de respecter leurs obligations.

§ 4. Le Gouvernement peut compléter le contenu de la note justificative et préciser ses modalités d'application.

Le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle la procédure PEB prend fin.

Le Gouvernement organise, à l'expiration du délai visé à l'alinéa 2, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments, des données visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2.

§ 5. Les fonctionnaires et les agents visés à l'article 61 accèdent aux informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, qui concernent les seuls bâtiments qui se situent sur leur territoire ou qui relèvent de leur compétence, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 3, alinéa 3, 2^o et 3^o.

Le Gouvernement désigne les autres fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations visées au paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 3, alinéa 3, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o.

Le Gouvernement précise les informations auxquelles les personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2 peuvent accéder, ainsi que les modalités d'accès à ces informations.

Le Gouvernement fixe la durée de consultation et d'utilisation des informations en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées au paragraphe 3, alinéa 3. ».

Art. 22. A l'article 28 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les

alinéas 1^{er} et 2 :

« Une copie de la déclaration PEB provisoire est communiquée à tout candidat acquéreur ou locataire qui en fait la demande. »;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La notification comprend au minimum les informations suivantes : 1° la référence du dossier PEB;

2° l'adresse et la référence cadastrale du bâtiment ou de l'unité PEB concernée;

3° le nom, le prénom, l'adresse du domicile du vendeur, ainsi que son numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, ou;

4° lorsque le vendeur est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise et l'adresse de son siège social;

5° le nom, le prénom, l'adresse du domicile de l'acquéreur, ainsi que son numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification auprès de la banque - Carrefour de la sécurité sociale, ou;

6° lorsque l'acquéreur est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise et l'adresse de son siège social;

7° la signature du vendeur et de l'acquéreur.

Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations visées à l'alinéa 3 en vue de l'exercice des contrôles visés au Titre 6.

Le Gouvernement fixe la durée de consultation et d'utilisation des informations visées au paragraphe 2, alinéa 3, et au paragraphe 3, alinéa 4, en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement peut compléter le contenu de la notification et préciser ses modalités d'application.

Le Gouvernement conserve les données visées à l'alinéa 3 jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle la procédure PEB prend fin.

Le Gouvernement organise, à l'expiration du délai visé à l'alinéa 7, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments, des données visées à l'alinéa 3. ».

Art. 23. Dans l'article 30 du même décret, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les certificats PEB contiennent :

1° le code unique du certificat;

2° l'adresse et la référence cadastrale du bâtiment ou de l'unité PEB;

3° une photographie extérieure du bâtiment qui identifie l'unité PEB concernée;

4° le nom et le prénom du certificateur PEB, ou;

5° lorsque le certificateur PEB est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise et l'adresse de son siège social, ainsi que le nom et le prénom des représentants légaux;

6° le numéro d'agrément du certificateur PEB;

7° l'évaluation de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB;

8° des valeurs de référence telles que les exigences minimales en matière de performance énergétique;

9° les recommandations techniquement réalisables qui visent l'amélioration optimale en fonction des coûts du bâtiment ou de l'unité PEB, et qui concernent la rénovation, en tout ou en partie, de l'enveloppe ou des systèmes techniques du bâtiment ou de l'unité PEB, et les mesures à prendre pour mettre en oeuvre les recommandations;

10° le lieu où la personne intéressée peut trouver des informations complémentaires sur les éléments contenus dans le certificat PEB;

11° dans l'hypothèse visée à l'article 35, l'identification de l'autorité publique occupant le bâtiment;

12° la signature du certificateur PEB.

Les recommandations et les mesures visées à l'alinéa 1^{er}, 9°, visent à atteindre les objectifs de la trajectoire de rénovation du bâtiment ou de l'unité PEB, déterminés conformément à la stratégie de rénovation visée à l'article 8/1.

Les recommandations et les mesures visées à l'alinéa 2 comprennent une estimation du coût des travaux.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application des alinéas 2 et 3. ».

Art. 24. Dans l'article 31, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le rapport partiel contient au minimum les informations suivantes : 1° le code unique du rapport partiel;

2° l'adresse et la référence cadastrale des bâtiments ou unités concernés par le rapport partiel;

3° le nom et le prénom du certificateur PEB ou du responsable PEB, ou;

4° lorsque la personne visée au 3° est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise et l'adresse de son siège social;

5° le numéro d'agrément du certificateur PEB ou du responsable PEB; 6° la signature du certificateur PEB ou du responsable PEB;

7° la description des installations communes visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 25. L'article 32 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. § 1^{er}. Le Gouvernement organise et gère une base de données qui contient tous les certificats PEB et tous les rapports partiels, ainsi que les données suivantes :

1° les données nécessaires à l'évaluation de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB;

2° le nom, le prénom, l'adresse du domicile, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale du certificateur PEB et du titulaire de droit réel sur le bâtiment ou l'unité PEB, ainsi que les autres informations nécessaires en vue de les contacter, ou;

3° lorsque les personnes visées au 2° sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, le nom et le prénom des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact, ainsi que les autres informations nécessaires en vue de les contacter, ou;

4° dans l'hypothèse visée à l'article 31, la dénomination sociale, le numéro d'entreprise et l'adresse du siège social de l'association des copropriétaires, ainsi que le nom et le prénom des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact, ainsi que les autres informations nécessaires en vue de les contacter;

5° dans l'hypothèse visée à l'article 35, les informations nécessaires en vue d'identifier et de contacter l'autorité publique qui occupe le bâtiment.

La collecte et le traitement des informations visées à l'alinéa 1^{er} poursuivent les finalités suivantes :

1° l'établissement, la correction et la mise à jour ou le renouvellement des certificats PEB et des rapports partiels;

2° les finalités d'information visées aux articles 34, § 4, et 39/1, § 1^{er}, alinéa 2;

3° l'exercice des contrôles visés aux chapitres IV et V du Titre 5;

4° l'exercice des contrôles visés au Titre 6;

5° la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments;

6° l'assistance fournie aux personnes concernées pour leur permettre de respecter leurs obligations, ainsi que la réalisation de politiques publiques de sensibilisation et de mobilisation sur les enjeux climatiques;

7° la vérification de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB en vue du financement de sa construction, de son acquisition ou de sa rénovation énergétique par un crédit, ainsi que le respect des obligations de rapportage applicables au portefeuille de crédit des prêteurs.

§ 2. Le Gouvernement peut compléter la liste des informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa 2, la durée de conservation des informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 4° et 5°, ne dépasse pas le 31 décembre de la cinquième année qui suit l'année au cours de laquelle la validité du certificat PEB ou du rapport partiel prennent fin.

Le Gouvernement organise, à l'expiration des délais visés aux alinéas 2 et 3, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments, des données visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 3. Les certificateurs PEB accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments pour lesquels ils sont désignés en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1°.

§ 4. Les officiers instrumentant accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments mis en vente ou en location pour lesquels ils sont désignés en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°.

§ 5. Les agents immobiliers accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments mis en vente ou en location pour lesquels ils sont désignés en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°.

§ 6. Les candidats acquéreurs ou locataires accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments mis en vente ou en location, en vue de l'exercice de la finalité visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°.

§ 7. Les titulaires de droit réel sur le bâtiment ou l'unité PEB accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments sur lesquels ils disposent d'un droit réel, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°.

§ 8. Les prêteurs accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments pour lesquels ils interviennent en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 7°.

§ 9. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations enregistrées dans la base de données en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, 3°, 4°, 5° et 6°.

Le Gouvernement précise les informations auxquelles les personnes visées aux paragraphes 3, 4, 5, 6, 7 et 8 et à l'alinéa 1^{er}, peuvent accéder, ainsi que les modalités d'accès à ces informations.

Le Gouvernement fixe, pour chacune des personnes visées aux paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, ainsi qu'à l'alinéa 1^{er}, la durée de consultation et d'utilisation des informations en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 26. Dans le Titre 4, chapitre 1^{er} du même décret, sont insérés les articles 32/1 et 32/2 rédigés comme suit :

« Art. 32/1. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, 5° et 6°, la communication de données à caractère personnel sur la base de l'article 6.1., c) ou e), du RGPD à toute autre autorité publique ou organisation privée, est formalisée pour chaque type de traitement par un protocole entre le responsable du traitement initial et le responsable du traitement destinataire des données.

Ce protocole prévoit notamment :

1° l'identification de l'autorité publique qui communique les données à caractère personnel et celle du destinataire;

2° l'identification du responsable du traitement des données au sein de l'autorité publique qui communique les données et l'identification du responsable du traitement des données au sein du destinataire;

3° les coordonnées des délégués à la protection des données concernés au sein de l'autorité publique qui communique les données ainsi que, le cas échéant, les coordonnées du destinataire;

4° les finalités pour lesquelles les données à caractère personnel sont communiquées;

5° les catégories de données à caractère personnel communiquées et leur format;

6° les catégories de destinataires;

7° la base légale qui autorise la communication des données;

8° les modalités de communication utilisées pour la communication des données;

9° toute mesure spécifique qui encadre la communication des données conformément au principe de proportionnalité et aux exigences de protection des données dès la conception et par défaut;

10° les restrictions légales applicables aux droits de la personne concernée; 11° les modalités d'exercice des droits de la personne concernée auprès du destinataire;

12° la périodicité de la communication des données; 13° la durée du protocole;

14° les sanctions applicables en cas de non-respect du protocole.

§ 2. Le protocole est adopté après les avis respectifs du délégué à la protection des données de l'autorité publique qui détient les données à caractère personnel et, le cas échéant, du destinataire. Ces avis sont annexés au protocole. Lorsqu'au moins un de ces avis n'est pas suivi par les responsables du traitement, le protocole mentionne, en ses dispositions introductives, la ou les raisons pour laquelle ou lesquelles cet ou ces avis n'ont pas été suivis.

Le Gouvernement publie le protocole sur son site internet.

Art. 27. 2. Le Gouvernement met en place une notice d'information relative aux droits et obligations des personnes concernées par la collecte et le traitement des données visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans le cadre de la certification PEB.

Le Gouvernement précise la forme et le contenu de la notice d'information ainsi que ses modalités d'application. ».

Art. 28. A l'article 34 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Afin de permettre aux candidats acquéreurs et aux candidats locataires de s'informer sur la performance énergétique d'un bâtiment ou d'une unité PEB, toute personne qui met en vente ou en location un bâtiment ou une unité PEB dispose d'un certificat PEB avant la mise en vente ou en location.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le certificat PEB est communiqué à chaque candidat acquéreur ou locataire qui en fait la demande. »;

2° dans le paragraphe 3, à l'alinéa 5, les mots « un acquéreur ou à » sont insérés devant les mots « un locataire » et les mots « à l'acquéreur ou » sont insérés devant les mots « au locataire »;

3° dans le paragraphe 4, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement détermine le ou les indicateurs de performance énergétique et les informations visées à l'article 30, § 2, qui sont mentionnés dans toutes les publicités réalisées pour la vente ou la location du bâtiment ou de l'unité PEB. ».

Art. 29. A l'article 38 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Dans l'exercice de leurs fonctions, les certificateurs PEB collectent et traitent les données nécessaires, visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à l'application à l'aide du logiciel associé à la méthode de calcul de la performance énergétique, selon le protocole établi par le Gouvernement et mis à leur disposition. »;

2° l'article est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Les certificateurs collectent, traitent et conservent les informations visées à l'alinéa 1^{er} aux seules fins de l'exercice de leurs missions réglementaires.

Les certificateurs ne conservent pas les informations visées à l'article 32,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, au-delà de leur enregistrement dans la base de données.

Toute communication des informations visées à l'alinéa 1^{er} à des tiers est interdite.

Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article. ».

Art. 30. Dans l'article 39/1, inséré par le décret du 17 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

« 6° la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments. »;

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le passeport bâtiment contient les informations suivantes : 1° l'adresse du bâtiment;

2° l'identifiant parcellaire cadastral de la parcelle cadastrale patrimoniale visé à l'article 10 de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif à la constitution et la mise à jour de la documentation cadastrale et fixant les modalités pour la délivrance des extraits cadastraux;

3° la localisation, la nature et la description de la parcelle cadastrale;

4° en ce qui concerne les titulaires de droits réels sur le bâtiment :

a) leur nom, leur prénom et leur numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, leur numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, ou;

b) lorsqu'un titulaire de droit réel est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise et l'adresse de son siège social, ainsi que le nom et le prénom de ses représentants légaux, leur numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, leur numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale;

c) la nature du ou des droits réels;

5° en ce qui concerne les personnes autorisées par un titulaire de droit réel à se connecter au passeport bâtiment :

a) leur nom, leur prénom et leur numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, leur numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, ou;

b) lorsque les personnes autorisées à se connecter au passeport bâtiment sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social, ainsi que le nom et le prénom des représentants légaux, leur numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, leur numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale;

6° les documents de procédure PEB, les rapports d'évaluation des systèmes, ainsi que les certificats PEB et les rapports partiels;

7° l'audit énergétique ou l'audit logement relatif au bâtiment.

Les données visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 4°, sont conservées dans le passeport bâtiment jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle le bâtiment est détruit.

Les données visées à l'alinéa 1^{er}, 5°, sont conservées dans le passeport bâtiment jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle le titulaire de droit réel s'est connecté au passeport bâtiment ou, lorsqu'un titulaire de droit réel autorise une personne à accéder au passeport bâtiment, jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle cette autorisation est révoquée.

Les données visées à l'alinéa 1^{er}, 6° et 7°, sont conservées dans le passeport bâtiment pendant la durée de la connexion au passeport bâtiment.

Le Gouvernement peut compléter le contenu du passeport bâtiment pour y intégrer toute autre information nécessaire à l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. »;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut déterminer les outils pouvant être intégrés dans le passeport bâtiment en vue d'assurer l'information, la maintenance, le monitoring tout au long du cycle de vie du bâtiment. »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le contenu du passeport bâtiment est accessible à chaque titulaire d'un droit réel sur le bâtiment, aux personnes qu'il désigne ainsi qu'à l'autorité ou aux personnes désignées par le Gouvernement pour gérer le passeport bâtiment.

Chaque titulaire de droit réel accède aux informations visées au paragraphe 2, alinéas 1^{er} et 5.

Par dérogation à l'alinéa 2, le titulaire de droit réel n'accède pas au numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou au numéro d'identification auprès de la Banque - Carrefour de la Sécurité sociale des personnes visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4° et 5°.

Les personnes autorisées par un titulaire de droit réel accèdent aux informations visées au paragraphe 2, alinéas 1^{er} et 5.

Par dérogation à l'alinéa 4, les personnes autorisées par un titulaire de droit réel n'accèdent pas aux informations suivantes :

1° le numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou le numéro d'identification auprès de la Banque- Carrefour de la Sécurité sociale des personnes visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4° et 5°;

2° le nom et le prénom des titulaires de droit réel autres que le titulaire de droit réel qui leur a octroyé l'autorisation d'accès;

3° le nom et le prénom des autres personnes autorisées à accéder au passeport bâtiment.

Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et les agents qui peuvent accéder au passeport bâtiment, à la demande expresse d'un titulaire de droit réel, afin de mettre à sa disposition une copie imprimée du contenu du passeport bâtiment, ou en vue d'une assistance technique.

Les fonctionnaires et les agents visés à l'alinéa 6 accèdent aux informations contenues dans le passeport bâtiment aux seules fins de la gestion technique du passeport bâtiment.

Le Gouvernement définit les modalités d'accès au passeport bâtiment lors de la vente du bâtiment ou de tout autre acte déclaratif, translatif ou constitutif de droit réel. »;

4° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le Gouvernement détermine les modalités de constitution, de sauvegarde, d'échange et de modification des données du passeport bâtiment, ainsi que les mesures techniques et organisationnelles mises en place pour garantir la sécurité des données contenues dans le passeport bâtiment. »;

5° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le Gouvernement organise, à l'expiration des délais visés au paragraphe 2, alinéas 2, 3 et 4, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives à la performance énergétique des bâtiments, des informations visées respectivement au paragraphe 2, alinéa 1^{er}. ».

Art. 31. Dans l'article 43 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les procédures d'agrément en tenant compte des éléments suivants :

1° les demandes d'agrément sont introduites auprès du Gouvernement;

2° le demandeur utilise le formulaire établi par le Gouvernement à cet effet.

La demande d'agrément contient au minimum les informations suivantes : 1° le nom, le prénom, l'adresse du domicile, le numéro de téléphone et

l'adresse de courrier électronique du demandeur ainsi que son numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, son numéro d'identification auprès de la BanqueCarrefour de la Sécurité sociale, ou;

2° lorsque le demandeur est une personne morale, sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise, l'adresse de son siège social ainsi que le nom et le prénom, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique de ses représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact;

3° lorsque le demandeur est une personne morale, le nom, le prénom et le numéro d'agrément des personnes physiques faisant partie du personnel, des préposés ou mandataires de la personne morale conformément aux articles 40, § 1^{er}, alinéa 2, 41, § 1^{er}, alinéa 2, ou 42, § 1^{er}, alinéa 2;

4° les informations nécessaires à la vérification du respect des conditions d'obtention de l'agrément;

5° la signature du demandeur.

Le demandeur indique, dans sa demande, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique qu'il souhaite voir apparaître dans la liste officielle visée à l'article 45.

Le Gouvernement peut compléter le contenu de la demande d'agrément. ».

Art. 32. L'article 45 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La liste visée à l'alinéa 1^{er} comprend les informations suivantes :

1° lorsqu'il s'agit de personnes physiques, le nom, le prénom et le numéro d'agrément de chaque personne agréée, ou;

2° lorsqu'il s'agit de personnes morales, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et le numéro d'agrément de chaque personne agréée;

3° les informations visées à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 3.

Le Gouvernement peut compléter le contenu et déterminer les modalités de publication de la liste visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 33. Dans le Titre 5, chapitre II du même décret, il est inséré un article 45/1 rédigé comme suit :

« Art. 45/1. Le Gouvernement met en place une notice d'information relative aux droits et obligations des personnes concernées par la collecte et le traitement des données visées à l'article 49/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans le cadre des procédures d'agrément et des procédures de contrôle des personnes agréées.

Le Gouvernement précise la forme et le contenu de la notice d'information ainsi que ses modalités d'application. ».

Art. 34. Dans l'article 47 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les procédures d'agrément en tenant compte des éléments suivants :

1° la demande d'agrément des centres de formation est introduite auprès du Gouvernement;

2° le demandeur utilise le formulaire établi par le Gouvernement à cet effet.

La demande d'agrément contient au minimum les informations suivantes : 1° la dénomination sociale, le numéro d'entreprise et l'adresse du siège social du centre de formation ainsi que le nom, le prénom, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des représentants légaux;

2° le nom, le prénom, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des personnes responsables des formations et examens;

3° le nom, le prénom et le numéro d'agrément des membres du personnel enseignant qualifié visé à l'article 46, § 2, alinéa 1^{er}, 3°;

4° les informations nécessaires à la vérification du respect des conditions d'obtention de l'agrément;

5° la signature des personnes visées aux 1°, 2° et 3°.

Le demandeur indique, dans sa demande, l'adresse, les numéros de téléphone et les adresses de courrier électronique qu'il souhaite voir apparaître dans la liste officielle visée à l'article 49.

Le Gouvernement peut compléter le contenu de la demande d'agrément. ».

Art. 35. L'article 49 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La liste visée à l'alinéa 1^{er} comprend les informations suivantes :

1° la dénomination sociale, l'adresse du siège social et le numéro d'agrément du centre de formation agréé;

2° les informations visées à l'article 47, § 1^{er}, alinéa 3.

Le Gouvernement peut compléter le contenu et déterminer les modalités de publication de la liste visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 36. Dans le Titre 5 du même décret, il est inséré un chapitre III/1, comportant l'article 49/1, rédigé comme suit :

« Chapitre III/1 -Base de données relative aux agréments

Art. 37. 1. § 1^{er}. Le Gouvernement organise une base de données qui contient les informations nécessaires en vue d'identifier et de contacter les candidats à l'agrément et les personnes agréées, ainsi que les informations nécessaires à la vérification du respect des conditions d'obtention et d'exercice de l'agrément.

La base de données contient les informations collectées au moyen des formulaires de demande d'agrément, visées à l'article 43, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et à l'article 47, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, ainsi que les numéros d'agrément octroyés.

La collecte et le traitement des données visées aux alinéas 1^{er} et 2 poursuivent les finalités suivantes :

1° le suivi des demandes d'agrément;

2° la publication et la mise à jour de la liste des responsables PEB, des auteurs d'étude de faisabilité technique, environnementale et économique et des certificateurs PEB agréés, visée à l'article 45, ainsi que de la liste des centres de formation agréés, visée à l'article 49;

3° l'organisation des formations permanentes visées à l'article 50; 4° l'exercice des contrôles visés au Titre 5, chapitres IV, V et VI; 5° l'exercice des contrôles visés au Titre 6;

6° la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives au respect de la réglementation PEB;

7° l'assistance fournie aux personnes concernées pour leur permettre de respecter leurs obligations.

§ 2. Le Gouvernement peut compléter la liste des informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2.

Lorsque la demande d'agrément est incomplète, le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, et au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, dans la base de données jusqu'au 31 décembre de la troisième année qui suit l'année au cours de laquelle le relevé des pièces manquantes visé au paragraphe 2, alinéa 3, du décret a été notifié.

Lorsque l'agrément est octroyé, le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, et au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, dans la base de données pendant la durée de validité de l'agrément et, en cas de fin ou de retrait de l'agrément, jusqu'au 31 décembre de la troisième année qui suit l'année au cours de laquelle l'agrément a pris fin ou au cours de laquelle la décision de retrait n'est plus susceptible de recours.

Par dérogation à l'alinéa 4, lorsque l'agrément prend fin à la demande de la personne agréée, le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, et au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, dans la base de données au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle la décision de retrait d'agrément sur base volontaire est signée.

Le Gouvernement organise, à l'expiration des délais visés aux alinéas 3, 4 et 5, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives au respect de la réglementation PEB, des données visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2.

§ 3. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations enregistrées dans la base de données en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

Le Gouvernement fixe la durée de consultation et d'utilisation des informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, en considération de la durée nécessaire en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 3. ».

Art. 38. Dans l'article 53 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots :

« , d'informer la personne qui a commandé le document de l'erreur et de lui communiquer la version corrigée. ».

Art. 39. Dans l'article 55, 2^o, du même décret, le chiffre « 37 » est remplacé par le chiffre « 38 ».

Art. 40. A l'article 59 du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 3^o, les mots « , de ne pas le communiquer au candidat acquéreur ou locataire » sont insérés entre les mots « de ne pas l'afficher » et les mots

« ou de ne pas mentionner »;

2^o l'article est complété par les 5^o et 6^o rédigés comme suit :

« 5^o le fait de ne pas communiquer un document de preuve en application de l'article 51, alinéa 2;

6^o le fait de ne pas corriger un document en application de l'article 53, alinéa 1^{er}. ».

Art. 41. Dans le même décret, il est inséré un Titre 6/1 comprenant les articles 65/1 et 65/2, rédigé comme suit :

« Titre 6/1 – Base de données relative aux contrôles

Art. 42. 1. § 1^{er}. Le Gouvernement organise une base de données qui contient les documents relatifs aux procédures de contrôle, ainsi que les données suivantes :

1^o les informations qui permettent d'identifier le dossier de contrôle et le manquement constaté ainsi que, le cas échéant, les informations relatives aux décisions de sanction déjà prononcées et aux recours introduits;

2^o le nom, le prénom et la qualité des agents de l'administration qui interviennent dans la procédure de contrôle;

3^o le nom, le prénom, l'adresse du domicile, le numéro de téléphone, l'adresse de courrier électronique du ou des contrevenants présumés ainsi que leur numéro d'identification au registre national des personnes physiques ou, à défaut, leur numéro d'identification auprès de la Banque - Carrefour de la Sécurité sociale, ou;

4^o lorsque les personnes visées au 3^o sont des personnes morales, leur dénomination sociale, leur numéro d'entreprise et l'adresse de leur siège social ainsi que le nom, le prénom, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des représentants légaux;

5^o le nom, le prénom, l'adresse du domicile, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique de la ou des personnes qui représentent ou qui assistent les personnes visées aux 3^o et 4^o;

6^o le cas échéant, le nom, le prénom, l'adresse domicile, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique de la ou des personnes ayant introduit une réclamation relative au manquement constaté;

7^o le cas échéant, le nom, le prénom, l'adresse domicile, le numéro de téléphone, l'adresse de courrier électronique et la qualité de toute autre personne intervenant dans la procédure de contrôle.

La collecte et le traitement des informations visées à l'alinéa 1^{er} poursuivent les finalités suivantes :

1^o l'exercice des contrôles visés au Titre 5, chapitres IV et V; 2^o l'exercice des contrôles visés au Titre 6;

3^o la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives au respect de la réglementation PEB.

§ 2. Le Gouvernement peut compléter la liste des données visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement conserve les informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, jusqu'au 31 décembre de la troisième année qui suit l'année au cours de laquelle la décision relative à la sanction n'est plus susceptible de recours.

Le Gouvernement organise, à l'expiration du délai visé à l'alinéa 2, la destruction ou l'anonymisation à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives au respect de la réglementation PEB, des données visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 3. Les fonctionnaires et les agents visés à l'article 61 accèdent aux informations enregistrées dans la base de données qui concernent les seuls bâtiments qui se situent sur leur territoire ou qui relèvent de leur compétence, en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o.

Le Gouvernement désigne les autres fonctionnaires et les agents qui accèdent aux informations enregistrées dans la base de données en vue de l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o, 2^o et 3^o.

Le Gouvernement précise les informations auxquelles les personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2 peuvent accéder, ainsi que les modalités d'accès à ces informations.

Le Gouvernement fixe la durée de consultation et d'utilisation des informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, en considération de la durée nécessaire à l'exercice des finalités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Art. 43. 2. Le Gouvernement met en place une notice d'information relative aux droits et obligations des personnes concernées par la collecte et le traitement des données visées à l'article 65/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans le cadre des procédures de contrôle visées aux chapitres IV et V du Titre 5 et au Titre 6, ou dans le cadre de la réalisation de recherches, de statistiques ou d'analyses relatives au respect de la réglementation PEB. ».

Art. 44. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 17, 1^o, 18, 19, 1^o, 20 et 21, en ce qu'ils concernent le caractère électronique de la signature, entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Avant la date visée à l'alinéa 2, les documents sont signés manuscritement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 mars 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1640 (2023-2024) N^{os} 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 mars 2024

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/006797]

28. MÄRZ 2024 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, wird durch die Ziffern 28 bis 33 wie folgt ergänzt:

28° DSGVO: die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung);

29° die elektronische Signatur: die elektronische Signatur im Sinne von Artikel 3.12 der Verordnung (EU) Nr. 910/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Juli 2014 über die elektronische Identifizierung und Vertrauensdienste für elektronische Transaktionen im Binnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 1999/93/EG;

30° der Kreditgeber: der Kreditgeber im Sinne von Artikel I.9 Ziffer 34 des Wirtschaftsgesetzbuches;

31° der für die Verarbeitung Verantwortliche: im Sinne der DSGVO sind dies alle von der Regierung benannten Personen und Behörden, jeweils für die Verarbeitungen, die sie betreffen, in Ausübung ihrer jeweiligen Zwecke;

32° Energieaudit: gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung durchgeführtes Audit;

33° Audit einer Wohnung: gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung durchgeführtes Audit. ”.

Art. 2 - In demselben Dekret wird ein Artikel 2/1 wie folgt eingefügt:

"Art. 2/1 - Zur Identifizierung von Personen und Gebäuden oder Gebäudeeinheiten verwenden die von der Regierung benannten Beamten und Bediensteten bei der Ausübung der ihnen obliegenden Zwecke:

1° die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, um das durch das Gesetz vom 8. August 1983 organisierte Nationalregister der natürlichen Personen oder die durch das Gesetz vom 15. Januar 1990 über die Einrichtung und Organisation einer zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit eingerichtete zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit abzufragen;

2° die in Artikel 10 genannte Katasterparzellenkennung der vermögensrechtlichen Katasterparzelle, um die Katasterdokumentation abzufragen, die durch den Königlichen Erlass vom 30. Juli 2018 über die Erstellung und Aktualisierung der Katasterdokumentation und zur Festlegung der Modalitäten für die Ausstellung von Katasterausügen organisiert wird. "

Art. 3 - In Artikel 7 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Paragraf 2 werden zwischen die Absätze 2 und 3 zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Antrag auf Genehmigung der Verwendung einer alternativen Berechnungsmethode enthält mindestens folgende Angaben:

1° den Namen, den Vornamen, die Adresse, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse des Antragstellers oder;

2° wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, seinen Gesellschaftsnamen, seine Unternehmensnummer und die Adresse seines Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter sowie ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse;

3° die Informationen, die notwendig sind, um zu überprüfen, ob die Bedingungen für die Erteilung der Genehmigung eingehalten werden;

4° die Unterschrift des Antragstellers.

Die Regierung kann den Inhalt des Genehmigungsantrags ergänzen bzw. näher bestimmen. ";

2° Paragraf 3 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Antrag auf Genehmigung der Verwendung einer alternativen Berechnungsmethode enthält mindestens folgende Angaben:

1° die Adresse und die Katasternummer des Gebäudes;

2° den Namen, den Vornamen, die Adresse, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse des Antragstellers oder;

3° wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, seinen Gesellschaftsnamen, seine Unternehmensnummer und die Adresse seines Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter sowie ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse;

4° die Informationen, die notwendig sind, um zu überprüfen, ob die Bedingungen für die Erteilung der Genehmigung eingehalten werden;

5° die Unterschrift des Antragstellers.

Die Regierung kann den Inhalt des Genehmigungsantrags ergänzen bzw. näher bestimmen. ";

3° der Artikel wird um einen Paragrafen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die Erhebung und die Verarbeitung der in Paragraf 2 Absatz 3 und Paragraf 3 Absatz 4 genannten Informationen dient den folgenden Zwecken:

1° der Verarbeitung des Antrags auf Genehmigung der Verwendung einer alternativen Berechnungsmethode;

2° der Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen;

3° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;

4° der Unterstützung, die den betroffenen Personen zur Verfügung gestellt wird, um die Einhaltung der EEG-Anforderungen und -Verfahren zu gewährleisten.

Die Regierung bewahrt die in Paragraf 2 Absatz 3 und Paragraf 3 Absatz 4 genannten Informationen bis zum 31. Dezember des Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das Gebäude zerstört wird.

Abweichend von Absatz 2 überschreitet die Dauer der Aufbewahrung der in Paragraf 2 Absatz 3 Ziffern 1 und 2 genannten Informationen nicht den 31. Dezember des fünften Jahres, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen die Gültigkeit der Genehmigung endet.

Abweichend von Absatz 2 überschreitet die Dauer der Aufbewahrung der in Paragraf 3 Absatz 4 Ziffern 2 und 3 genannten Informationen nicht den 31. Dezember des fünften Jahres, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das EEG-Verfahren beendet wird.

Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Absatz 1 genannten Zwecke Zugang zu den in Paragraf 2 Absatz 3 und Paragraf 3 Absatz 4 genannten Informationen erhalten.

Die Regierung legt die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der in Paragraf 2 Absatz 3 und Paragraf 3 Absatz 4 genannten Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Absatz 1 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in den Absätzen 2, 3 und 4 genannten Fristen die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden der in Paragraf 2 Absatz 3 und Paragraf 3 Absatz 4 genannten Informationen. "

Art. 4 - In Artikel 10 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2016, werden die Buchstaben *a*) und *b*) durch Folgendes ersetzt:

"a) in einem Gut, das denkmalgeschützt ist oder das als Denkmal oder architektonisches Baugut im Sinne des wallonischen Gesetzbuches über das Kulturerbe in die Schutzliste eingetragen ist;

b) in einem Gebäude, das im regionalen Inventar des Kulturerbes im Sinne von Artikel 11 Absatz 2 des wallonischen Gesetzbuches über das Kulturerbe aufgeführt ist;"

Art. 5 - In Artikel 12 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 6 durch Folgendes ersetzt:

„Bei einer Intervention nach Absatz 5 wird die Gesamtenergieeffizienz des geänderten Teils oder gegebenenfalls des gesamten Systems bewertet und dokumentiert, um die Anforderungen zu überprüfen und das EEG-Zertifikat auszustellen.“;

2° die Paragraphen 1/1, 1/2, 1/3, 1/4 und 1/5 werden mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 1/1. Nach Abschluss einer Intervention nach Paragraph 1 Absatz 5 wird dem Inhaber dinglicher Rechte an dem Gebäude oder der EEG-Einheit ein Beurteilungsbericht zur Verfügung gestellt.

Der Beurteilungsbericht enthält mindestens folgende Angaben:

1° die Adresse und die Katasternummer des Gebäudes bzw. der betroffenen EEG-Einheit;

2° den Namen und Vornamen des Inhabers dinglicher Rechte an dem Gebäude und des Verfassers des Dokuments oder;

3° wenn es sich bei den in Ziffer 2 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes sowie den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter;

4° die Beurteilung der Gesamtenergieeffizienz des geänderten Teils oder gegebenenfalls des gesamten Systems;

5° die Unterschrift des Verfassers des Berichts.

Die Regierung kann den Inhalt des Beurteilungsberichts ergänzen bzw. näher bestimmen.

§ 1/2. Die Regierung richtet eine Datenbank ein, in der die Beurteilungsberichte von ihren Verfassern registriert werden.

Die Datenbank enthält weiterhin folgende Angaben:

1° die Wohnadresse, die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit des Inhabers dinglicher Rechte an dem Gebäude und des Verfassers des Beurteilungsberichts, sowie die anderen notwendigen Informationen, um sie zu kontaktieren, oder,

2° wenn es sich bei den in Ziffer 1 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen sowie die anderen notwendigen Informationen, um sie zu kontaktieren.

Die Regierung kann die in Absatz 2 genannten Informationen näher bestimmen.

Der Verfasser des Beurteilungsberichts erhebt, verarbeitet und speichert die in Paragraph 1/1 Absatz 2 und in Absatz 2 genannten Informationen ausschließlich für die Zwecke der Erstellung und Registrierung des Berichts in der Datenbank.

Abweichend von Absatz 4 bewahrt der Verfasser des Berichts die in Absatz 2 genannten Informationen nicht länger auf, als sie in der Datenbank gespeichert sind.

Jede Weitergabe der in Paragraph 1/1 Absatz 2 und in Absatz 2 genannten Informationen an Dritte ist untersagt.

§ 1/3. Die Erhebung und die Verarbeitung der in Paragraph 1/2, Absätze 1 und 2 genannten Daten dient den folgenden Zwecken:

1° der Erstellung und Korrektur der Verfahrensdokumentation in Bezug auf die Anforderungen an die Systeme;

2° der Erstellung und Aktualisierung von EEG-Zertifikaten; 3° der Durchführung der in Titel 6 genannten Kontrollen;

4° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;

5° der Unterstützung, die den betroffenen Personen zur Verfügung gestellt wird, damit sie die EEG-Anforderungen einhalten können;

6° die in Artikel 39/1 genannten Informationen.

§ 1/4. Die Verfasser von Beurteilungsberichten erhalten zur Ausübung der in Paragraph 1/3 Ziffer 1 genannten Zwecke Zugang zu den Beurteilungsberichten.

Die EEG-Zertifizierer erhalten zur Ausübung der in Paragraph 1/3 Ziffer 2 genannten Zwecke Zugang zu den Beurteilungsberichten.

Die Inhaber dinglicher Rechte an dem Gebäude oder der EEG-Einheit sowie die von ihnen benannten Personen erhalten zur Ausübung der in Paragraph 1/3 Ziffer 6 genannten Zwecke Zugang zu den Beurteilungsberichten, die sich auf dieses Gebäude oder diese Einheit beziehen.

Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Paragraph 1/3 Absatz 1 Ziffern 3, 4 und 5 genannten Zwecke Zugang zu den Beurteilungsberichten und den in Paragraph 1/2 Absätze 1 und 2 genannten Informationen erhalten.

§ 1/5. Die Regierung legt fest, auf welche Informationen die in Paragraph 1/4 genannten Personen zugreifen können und wie der Zugang zu diesen Informationen erfolgt.

Die Regierung legt für jede der in Paragraph 1/4 genannten Personen die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Paragraph 1/3 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest.

Die Regierung bewahrt die in Paragraph 1/2 Absätze 1 und 2 genannten Informationen bis zum 31. Dezember des Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das Gebäude zerstört wird.

Abweichend von Absatz 3 überschreitet die Dauer der Aufbewahrung der in Paragraph 1/2 Absatz 2 genannten Informationen nicht den 31. Dezember des fünften Jahres, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen der Beurteilungsbericht in die Datenbank registriert wird.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in den Absätzen 3 und 4 genannten Fristen die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden der in Paragraf 1/2 Absätze 1 und 2 genannten Daten.“.

Art. 6 - In Titel 3 desselben Dekrets wird die Überschrift von Kapitel III, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, durch die Wortfolge “Verfahrensdokumentation und Datenbank in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen” ersetzt.

Art. 7 - Artikel 14 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 14 - § 1. Die Regierung richtet eine Datenbank ein, die die Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen sowie die folgenden Angaben enthält:

1° die notwendigen Daten zur Beurteilung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes bzw. der EEG-Einheit;

2° die Wohnadresse, die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit des EEG-Antragstellers und, wenn ihre Beteiligung erforderlich ist, des Architekten, des EEG-Verantwortlichen und des Verfassers der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Durchführbarkeitsstudie sowie andere notwendige Informationen, um sie zu kontaktieren, oder;

3° wenn es sich bei den in Ziffer 2 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen sowie die anderen notwendigen Informationen, um sie zu kontaktieren.

Die Erhebung und die Verarbeitung der in Absatz 1 genannten Informationen dient den folgenden Zwecken:

1° der Erstellung oder Korrektur der Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen sowie die Erneuerung des EEG-Zertifikats, das auf der Grundlage von Artikel 33 ausgestellt wurde;

2° den in den Artikeln 28, 34 Paragraf 4 und 39/1 Paragraf 1 Absatz 2 genannten Informationszwecken;

3° der Ausübung der in Titel 5 Kapitel IV und V genannten Kontrollen;

4° der Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen;

5° der Überprüfung im Rahmen der Analyse der Zusammensetzung der Akte des Genehmigungsantrags, ob das Projekt die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen gemäß Artikel 16 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 7 erfüllen kann;

6° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;

7° der Unterstützung der Betroffenen bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen sowie der Durchführung öffentlicher Maßnahmen zur Sensibilisierung und Mobilisierung in Bezug auf Klimafragen;

8° der Überprüfung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes oder der EEG-Einheit im Hinblick auf die Finanzierung des Baus, des Erwerbs oder der energetischen Sanierung durch einen Kredit sowie der Einhaltung der für das Kreditportfolio der Kreditgeber geltenden Berichterstattungspflichten.

§ 2. Die Regierung kann die Liste der in Paragraf 1 Absatz 1 genannten Informationen ergänzen.

Die Regierung bewahrt die in Paragraf 1 Absatz 1 genannten Informationen bis zum 31. Dezember des Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das Gebäude zerstört wird.

Abweichend von Absatz 2 überschreitet die Dauer der Aufbewahrung der in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffern 2 und 3 genannten Informationen nicht den 31. Dezember des fünften Jahres, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das EEG-Verfahren beendet wird.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in den Absätzen 2 und 3 genannten Fristen die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden der in Paragraf 1 Absatz 1 genannten Daten.

§ 3. Die EEG-Verantwortlichen erhalten Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, für die sie zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 1 genannten Zwecke benannt wurden.

Wenn der EEG-Antragsteller einen neuen EEG-Verantwortlichen benennt, können die in der Datenbank gespeicherten Informationen mit vorheriger Zustimmung des ursprünglichen EEG-Verantwortlichen zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 1 genannten Zwecke weiterverwendet werden.

Wenn in dem in Artikel 28 § 2 genannten Fall der neue Antragsteller einen neuen EEG-Verantwortlichen benennt, können die in der Datenbank gespeicherten Informationen mit vorheriger Zustimmung des ursprünglichen EEG-Verantwortlichen und des ursprünglichen EEG-Antragstellers zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 1 genannten Zwecke weiterverwendet werden.

§ 4. Die EEG-Zertifizierer erhalten Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, für die sie zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 1 genannten Zwecke benannt wurden.

§ 5. Die beurkundenden Beamten erhalten Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die zum Verkauf oder zur Vermietung angebotenen Gebäude beziehen, für die sie zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Zwecke benannt wurden.

§ 6. Die Immobilienmakler erhalten Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die zum Verkauf oder zur Vermietung angebotenen Gebäude beziehen, für die sie zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Zwecke benannt wurden.

§ 7. Die in Artikel 61 genannten Beamten und Bediensteten erhalten zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffern 4 und 5 genannten Zwecke Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, die sich in ihrem Zuständigkeitsgebiet befinden oder ihrer Zuständigkeit unterliegen.

§ 8. Die Inhaber dinglicher Rechte an dem Gebäude oder der EEG-Einheit erhalten zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Zwecke Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, an denen sie dingliche Rechte haben.

§ 9. Die Kreditgeber erhalten Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, bei denen sie zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 8 genannten Zwecke tätig werden.

§ 10. Die Regierung benennt die anderen Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffern 2, 3, 4, 6 und 7 genannten Zwecke Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen erhalten.

Die Regierung legt fest, auf welche Informationen die in den Paragrafen 3, 4, 5, 6, 7, 8 und 9 genannten Personen zugreifen können und wie der Zugang zu diesen Informationen erfolgt.

Die Regierung legt für jede der in den Paragrafen 3, 4, 5, 6, 7, 8 und 9 sowie in Absatz 1 genannten Personen die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Paragraf 1 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest. "

Art. 8 - In demselben Dekret wird ein Artikel 14/1 wie folgt eingefügt:

"Art. 14/1 - § 1. Für die Anwendung von Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffern 6 und 7 wird die Weitergabe personenbezogener Daten auf der Grundlage von Artikel 6.1., Buchstaben c) oder e) der DSGVO an jede andere öffentliche Behörde oder private Organisation für jede Art der Verarbeitung durch ein Protokoll zwischen dem ursprünglichen für die Verarbeitung Verantwortlichen und dem für die Verarbeitung Verantwortlichen, der die Daten empfängt, formalisiert.

Dieses Protokoll sieht Folgendes vor:

1° die Identifizierung der öffentlichen Behörde, die die personenbezogenen Daten weitergibt, und die Identifizierung des Empfängers;

2° die Identifizierung des für die Datenverarbeitung Verantwortlichen innerhalb der öffentlichen Behörde, die die Daten weitergibt, und die Identifizierung des für die Datenverarbeitung Verantwortlichen innerhalb des Empfängers;

3° die Kontaktdaten der betroffenen Datenschutzbeauftragten innerhalb der öffentlichen Behörde, die die Daten weitergibt, sowie gegebenenfalls die Kontaktdaten des Empfängers;

4° die Zwecke, zu denen die personenbezogenen Daten weitergegeben werden;

5° die Kategorien der weitergegebenen personenbezogenen Daten und ihr Format;

6° die Kategorien von Empfängern;

7° die gesetzliche Grundlage, die die Weitergabe von Daten erlaubt;

8° die Kommunikationsmodalitäten, die für die Weitergabe der Daten verwendet werden;

9° jede spezifische Maßnahme, die die Weitergabe der Daten in Übereinstimmung mit dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz und den Anforderungen des Datenschutzes von Anfang an und standardmäßig einrahmt;

10° die gesetzlichen Einschränkungen, die für die Rechte der von der Datenweitergabe betroffenen Person gelten;

11° die Modalitäten für die Ausübung der Rechte der betroffenen Person beim Empfänger;

12° die Periodizität der Datenweitergabe; 13° die Dauer des Protokolls;

14° die bei Missachtung des Protokolls vorgesehenen Strafen.

§ 2. Das Protokoll wird nach den jeweiligen Stellungnahmen des Datenschutzbeauftragten der öffentlichen Behörde, die über die personenbezogenen Daten verfügt, und gegebenenfalls des Empfängers verabschiedet. Diese Stellungnahmen werden dem Protokoll als Anhang beigefügt. Wird mindestens eine dieser Stellungnahmen von den für die Verarbeitung Verantwortlichen nicht befolgt, so sind in den einleitenden Bestimmungen des Protokolls der Grund oder die Gründe für die Nichtbefolgung dieser Stellungnahme(n) anzugeben.

Die Regierung veröffentlicht das Protokoll auf ihrer Website. "

Art. 9 - In Artikel 15 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Paragraf 2 werden die Absätze 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

"Die technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie enthält Folgendes:

1° die EEG-Aktennummer;

2° die Anschrift und die Katasternummer des Grundstücks, des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

3° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse des Verfassers der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie, oder gegebenenfalls des EEG-Verantwortlichen, oder;

4° wenn es sich bei den in Ziffer 3 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes sowie den Namen, den Vornamen, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der gesetzlichen Vertreter;

5° die Zulassungsnummer des Verfassers der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie oder gegebenenfalls des EEG-Verantwortlichen;

6° die Unterschrift des Verfassers der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie oder gegebenenfalls des EEG-Verantwortlichen;

7° die Darstellung des zu deckenden Energiebedarfs und die Energieverbrauchsdaten;

8° eine Schätzung der technischen Dimensionierungsberechnung, die Bezugsgrößen und die für diese Berechnung verwendeten Arbeitshypothesen;

9° gegebenenfalls eine Abschätzung der Betriebsforderungen, was die Wartung, die Verfügbarkeit und die vorgesehene Brennstoffart angeht;

10° eine Veranschlagung der Energieeinsparungen;

11° eine Abschätzung der wirtschaftlichen Kosten und der Zeit der Investitionsrendite.

Die Regierung kann den Inhalt der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie näher bestimmen und ergänzen sowie deren Form und Anwendungsbedingungen bestimmen. Sie ist befugt, den Inhalt, die Form und die Anwendungsbedingungen der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie je nach Zweckbestimmung oder Größe des Gebäudes näher zu bestimmen. "

2° in Paragraf 3 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° für ähnliche Gebäudetypologien;"

Art. 10 - In Artikel 16 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 werden die Absätze 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

"Die ursprüngliche EEG-Erklärung enthält Folgendes:

1° die EEG-Aktennummer;

2° die Anschrift und die Katasternummer des Grundstücks, des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

3° den Namen und Vornamen des EEG-Antragstellers, des Architekten und des EEG-Verantwortlichen und gegebenenfalls des Verfassers der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie, oder;

4° wenn es sich bei den in Ziffer 3 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes sowie den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter;

5° die Zulassungsnummer des EEG-Verantwortlichen;

6° eine ehrenwörtliche Erklärung des EEG-Antragstellers, des EEG-Verantwortlichen und, wenn seine Beteiligung erforderlich ist, des Architekten, dass sie die EEG-Anforderungen und die Elektromobilitätsanforderungen, und die bei deren Missachtung vorgesehenen Strafen zur Kenntnis genommen haben;

7° eine Beschreibung der einzuleitenden Maßnahmen, die aufzeigt, dass das Projekt die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen erfüllen kann;

8° eine Schätzung des erwarteten Ergebnisses der Berechnung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

9° gegebenenfalls die Genehmigung zur Anwendung einer alternativen Berechnungsmethode;

10° wenn eine technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie durchgeführt worden ist, die Auswahl der je nach den Empfehlungen dieser Studie in Betracht gezogenen Techniken und Vorrichtungen;

11° die Anschrift des EEG-Antragstellers, des Architekten und des EEG-Verantwortlichen.

Die Regierung kann den Inhalt der ursprünglichen EEG-Erklärung näher bestimmen und ergänzen. ";

2° In Paragraf 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

" Die vereinfachte EEG-Erklärung enthält Folgendes:

1° die Anschrift und die Katasternummer des Grundstücks, des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

2° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse des EEG-Antragstellers und, wenn seine Beteiligung erforderlich ist, des Architekten, oder;

3° wenn es sich bei den in Ziffer 2 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes sowie den Namen, den Vornamen, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der gesetzlichen Vertreter;

4° eine ehrenwörtliche Erklärung des EEG-Antragstellers und, wenn seine Beteiligung erforderlich ist, des Architekten, dass sie die EEG-Anforderungen und die Elektromobilitätsanforderungen, und die bei deren Missachtung vorgesehenen Strafen zur Kenntnis genommen haben;

5° eine Beschreibung der einzuleitenden Maßnahmen, die die Konformität des Projekts mit den EEG-Anforderungen aufzeigen muss,

6° eine Schätzung des erwarteten Ergebnisses der Berechnung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

7° gegebenenfalls die Genehmigung zur Anwendung einer alternativen Berechnungsmethode;

8° die Unterschrift des EEG-Antragstellers und gegebenenfalls des Architekten. ";

b) drei Absätze mit folgendem Wortlaut werden zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Wird die vereinfachte EEG-Erklärung in der in Artikel 14 genannten Datenbank registriert, enthält sie auch die zur Identifizierung der EEG-Verfahrensakte notwendigen Daten.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 2 werden, wenn die vereinfachte EEG-Erklärung in der in Artikel 14 genannten Datenbank registriert wird, die Wohnadresse, die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder die der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse des EEG-Antragstellers und des Architekten in der Datenbank gespeichert und sind nicht in der vereinfachten EEG-Erklärung aufgeführt.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 3 werden, wenn die vereinfachte EEG-Erklärung in der in Artikel 14 genannten Datenbank registriert wird, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der gesetzlichen Vertreter in der Datenbank gespeichert und sind nicht in der vereinfachten EEG-Erklärung nicht aufgeführt. ";

c) In Absatz 2, der zum Absatz 5 geworden ist, wird die Wortfolge "näher bestimmen und" vor das Wort "ergänzen" eingefügt. ".

Art. 11 - In Artikel 17 § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die vorläufige EEG-Erklärung enthält Folgendes:

1° die EEG-Aktennummer;

2° die Anschrift und die Katasternummer des Gebäudes oder der betroffenen Einheit;

3° den Namen und Vornamen des EEG-Antragstellers, des Architekten und des EEG-Verantwortlichen, oder;

4° wenn es sich bei den in Ziffer 3 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes sowie den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter;

5° die Zulassungsnummer des EEG-Verantwortlichen;

6° eine Beschreibung des Gebäudezustands und der zur Einhaltung der EEG-Anforderungen und der Elektromobilitätsanforderungen getroffenen Maßnahmen;

7° eine Beschreibung der zur Einhaltung der EEG-Anforderungen und der Elektromobilitätsanforderungen noch anstehenden Bauarbeiten;

8° eine Zusammenfassung der Art und Weise, wie die Schlussfolgerungen der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie berücksichtigt worden sind, und im Falle der Nichtberücksichtigung derselben, die technische bzw. sozioökonomische Begründung dieser Entscheidung;

9° eine Schätzung des erwarteten Ergebnisses der Berechnung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

10° die Unterschrift des EEG-Antragstellers und des EEG-Verantwortlichen. ”;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge ”näher bestimmen und” vor das Wort ”ergänzen” eingefügt.

Art. 12 - In Artikel 18 § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

”Die EEG-Schlusserklärung enthält Folgendes:

1° die EEG-Aktennummer;

2° die Anschrift und die Katasternummer des Grundstücks, des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

3° den Namen und Vornamen des EEG-Antragstellers, des Architekten, des EEG-Verantwortlichen und gegebenenfalls des Verfassers der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie, oder;

4° wenn es sich bei den in Ziffer 3 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes sowie den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter;

5° die Zulassungsnummer des EEG-Verantwortlichen und gegebenenfalls des Verfassers der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie;

6° eine Beschreibung der zur Einhaltung der EEG-Anforderungen und der Elektromobilitätsanforderungen getroffenen Maßnahmen;

7° eine Zusammenfassung der Art und Weise, wie die Schlussfolgerungen der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie berücksichtigt worden sind, und im Falle der Nichtberücksichtigung derselben, die technische bzw. sozioökonomische Begründung dieser Entscheidung;

8° das Ergebnis der Berechnung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

9° die Unterschrift des EEG-Antragstellers, des Architekten und des EEG-Verantwortlichen. ”;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge ”näher bestimmen und” vor das Wort ”ergänzen” eingefügt.

Art. 13 - In Titel 3 Kapitel III desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020 wird ein Artikel 18/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 18/1 - Die Regierung führt ein Informationsblatt über die Rechte und Pflichten der Personen ein, die von der Erhebung und Verarbeitung der in Artikel 14 § 1 Absatz 1 genannten Daten im Rahmen der EEG- und Elektromobilitätsverfahren betroffen sind.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Informationsblatts sowie die Anwendungsmodalitäten näher. ”.

Art. 14 - In Artikel 19 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 2 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Die Notifizierung enthält mindestens folgende Informationen: 1° die Bezugsnummer der EEG-Akte;

2° die Adresse und die Katasternummer des Gebäudes bzw. der betroffenen EEG-Einheit;

3° den Namen und Vornamen sowie die Zulassungsnummer des EEG-Verantwortlichen, oder;

4° wenn es sich bei den in Ziffer 3 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes sowie den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter;

5° den Namen, den Vornamen und die Wohnadresse des Überlassers sowie seine Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, seine Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, oder;

6° wenn der Überlasser eine juristische Person ist, seinen Gesellschaftsnamen, seine Unternehmensnummer und die Adresse seines Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen sowie die anderen notwendigen Informationen, um sie zu kontaktieren;

7° den Namen, den Vornamen und die Wohnadresse des Übernehmers sowie seine Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, seine Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, oder;

8° wenn der Übernehmer eine juristische Person ist, seinen Gesellschaftsnamen, seine Unternehmensnummer und die Adresse seines Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen sowie die anderen notwendigen Informationen, um sie zu kontaktieren;

9° die Unterschrift des Überlassers und des EEG-Verantwortlichen.

Die Regierung kann den Inhalt der Notifizierung ergänzen und dessen Anwendungsmodalitäten näher bestimmen. ”;

2° ein Paragraf 2/1 wie folgt wird zwischen die Paragrafen 2 und 3 eingefügt:

§ 2/1. Die Erhebung und die Verarbeitung der in Paragraf 2 Absatz 5 genannten Informationen dient den folgenden Zwecken:

1° der Verarbeitung der Notifizierung über die Abtretung der Genehmigung; 2° der Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen.

Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Absatz 1 genannten Zwecke Zugang zu den in Paragraf 2 Absatz 5 genannten Informationen erhalten.

Die Regierung bewahrt die in Paragraf 2 Absatz 5 genannten Daten bis zum 31. Dezember des fünften Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das EEG-Verfahren beendet wird.

Die Regierung legt die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der in Paragraf 2 Absatz 5 genannten Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Absatz 1 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest. "

Art. 15 - In Artikel 20 § 4 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Bei der Ausübung seines Amtes erhebt und verarbeitet der EEG-Verantwortliche die in Artikel 14 § 1 Absatz 1 genannten notwendigen Daten, mit Hilfe der mit der Berechnungsmethode für die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden verbundenen Software und der Formulare, die ihm zur Verfügung gestellt werden. ";

2° der Paragraf wird um vier Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Er erhebt, verarbeitet und bewahrt die in Absatz 1 genannten Informationen ausschließlich zum Zweck der Ausübung seiner verordnungsrechtlichen Aufgaben auf.

Er bewahrt die in Artikel 14 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Informationen nicht länger auf, als sie in der EEG-Datenbank gespeichert sind.

Jede Weitergabe der in Absatz 1 genannten Informationen an Dritte ist untersagt.

Die Regierung kann die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels näher bestimmen. "

Art. 16 - In Artikel 21 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird die Wortfolge "erhebt die notwendigen Informationen und" zwischen der Wortfolge "1° er" und der Wortfolge "erstellt die Studie" eingefügt;

b) der Paragraf wird um eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° er erhebt und verarbeitet die notwendigen Daten, die in Artikel 14 § 1 Absatz 1 genannt werden. ";

c) Paragraf 1 wird um vier Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Er erhebt, verarbeitet und bewahrt die in Absatz 1 genannten Informationen ausschließlich zum Zweck der Ausübung seiner verordnungsrechtlichen Aufgaben auf.

Er bewahrt die in Artikel 14 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Informationen nicht länger auf, als sie in der EEG-Datenbank gespeichert sind.

Jede Weitergabe der in Absatz 1 genannten Informationen an Dritte ist untersagt.

Die Regierung bestimmt die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels näher. "

Art. 17 - In Artikel 23 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Vor der Antragstellung wird die ursprüngliche EEG-Erklärung von dem EEG-Antragsteller, dem Architekten und dem EEG-Verantwortlichen mit einer elektronischen Signatur unterzeichnet und vom EEG-Verantwortlichen registriert, und die technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie wird vom zugelassenen Verfasser in der in Artikel 14 genannten Datenbank registriert. Mit Zustimmung des zugelassenen Verfassers kann der EEG-Verantwortliche die technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie in derselben Datenbank mit der ursprünglichen EEG-Erklärung registrieren. ";

2° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Wenn der EEG-Antragsteller der Meinung ist, dass ihm für seinen Antrag eine der Ausnahmen von den in Artikel 10 vorgesehenen EEG-Anforderungen oder eine der Ausnahmen von den gemäß Artikel 13/3 § 2 vorgesehenen Elektromobilitätsanforderungen ganz oder teilweise gewährt werden kann, erstellt er ein Rechtfertigungsschreiben aus dem hervorgeht, welche Ausnahme gilt.

Betrifft das Rechtfertigungsschreiben einen Teil des Projekts, wird es in die ursprüngliche EEG-Erklärung aufgenommen.

Bezieht sich das Rechtfertigungsschreiben auf das gesamte Projekt, wird es dem Genehmigungsantrag anstelle der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie und der ursprünglichen EEG-Erklärung beigefügt.

Der EEG-Antragsteller, der seinem Antrag kein Rechtfertigungsschreiben beifügt, verzichtet auf seinen Anspruch darauf, eine Ausnahme geltend zu machen. ";

3° die Paragrafen 3, 4 und 5 werden mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3. Das Rechtfertigungsschreiben enthält mindestens folgende Informationen:

1° die Anschrift und die Katastrnummer des Grundstücks, des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

2° die genaue Identifizierung des von der Ausnahme betroffenen Teils des Projekts;

3° die Informationen, die für die Überprüfung der anwendbaren Ausnahme notwendig sind.

Gilt die Ausnahme für alle Bauarbeiten, so enthält das Rechtfertigungsschreiben zusätzlich zu den in Absatz 1 genannten Angaben folgende Informationen:

1° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit des EEG-Antragstellers und, wenn ihre Beteiligung erforderlich ist, des Architekten, und ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse oder;

2° wenn es sich bei den in Ziffer 1 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen sowie ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse.

Die Erhebung und die Verarbeitung der in den Absätzen 1 und 2 genannten Informationen dient den folgenden Zwecken:

1° der Erstellung und Korrektur der Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen;

2° der Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen;

3° der Überprüfung im Rahmen der Analyse der Zusammensetzung der Akte des Genehmigungsantrags, ob das Projekt die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen gemäß Artikel 16 § 1 Absatz 1 Ziffer 7 erfüllen kann;

4° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;

5° der Unterstützung der Betroffenen bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen.

§ 4. Die Regierung kann den Inhalt des Rechtfertigungsschreibens ergänzen und dessen Anwendungsmodalitäten näher bestimmen.

Die Regierung bewahrt die in Paragraf 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen bis zum 31. Dezember des fünften Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das EEG-Verfahren beendet wird.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden der in Paragraf 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen.

§ 5. Die in Artikel 61 genannten Beamten und Bediensteten erhalten zur Ausübung der in Paragraf 3 Absatz 3 Ziffern 2 und 3 genannten Zwecke Zugang zu den in Paragraf 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, die sich in ihrem Zuständigkeitsgebiet befinden oder ihrer Zuständigkeit unterliegen.

Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Paragraf 3 Absatz 3 Ziffern 2, 3, 4 und 5 genannten Zwecke Zugang zu den in Paragraf 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen erhalten.

Die Regierung legt fest, auf welche Informationen die in den Absätzen 1 und 2 genannten Personen zugreifen können und wie der Zugang zu diesen Informationen erfolgt.

Die Regierung legt die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Paragraf 3 Absatz 3 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest. "

Art. 18 - Artikel 24 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 24 - Die endgültige EEG-Erklärung wird von dem EEG-Antragsteller, dem Architekten und dem EEG-Verantwortlichen mit einer elektronischen Signatur unterzeichnet und vom EEG-Verantwortlichen innerhalb von zwölf Monaten nach Bezug des Gebäudes oder nach Abschluss der Bauarbeiten, und in jedem Fall nach Ablauf der Gültigkeitsdauer der Genehmigung, in der in Artikel 14 genannten Datenbank registriert. "

Art. 19 - In Artikel 25 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Paragraf 1 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Vor der Antragstellung wird dieser von dem EEG-Antragsteller, dem Architekten und dem EEG-Verantwortlichen mit einer elektronischen Signatur unterzeichnet und vom EEG-Verantwortlichen in der in Artikel 14 genannten Datenbank registriert. ";

2° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Wenn der EEG-Antragsteller der Meinung ist, dass ihm für seinen Antrag eine der Ausnahmen von den in Artikel 10 vorgesehenen EEG-Anforderungen oder eine der Ausnahmen von den gemäß Artikel 13/3 § 2 vorgesehenen Elektromobilitätsanforderungen ganz oder teilweise gewährt werden kann

erstellt er ein Rechtfertigungsschreiben aus dem hervorgeht, welche Ausnahme gilt.

Betrifft das Rechtfertigungsschreiben einen Teil des Projekts, wird es in die ursprüngliche EEG-Erklärung aufgenommen.

Betrifft das Rechtfertigungsschreiben das gesamte Projekt, wird es dem Genehmigungsantrag anstelle der ursprünglichen EEG-Erklärung beigefügt.

Der EEG-Antragsteller, der seinem Antrag kein Rechtfertigungsschreiben beifügt, verzichtet auf seinen Anspruch darauf, eine Ausnahme geltend zu machen. ";

3° dieser Artikel wird um die Paragraphen 3, 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Das Rechtfertigungsschreiben enthält mindestens folgende Informationen:

1° die Anschrift und die Katastrnummer des Grundstücks, des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

2° die genaue Identifizierung des von der Ausnahme betroffenen Teils des Projekts;

3° die Informationen, die für die Überprüfung der anwendbaren Ausnahme notwendig sind.

Gilt die Ausnahme für alle Bauarbeiten, so enthält das Rechtfertigungsschreiben zusätzlich zu den in Absatz 1 genannten Angaben folgende Informationen:

1° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit des EEG-Antragstellers und, wenn seine Beteiligung erforderlich ist, des Architekten, und ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse oder;

2° wenn es sich bei den in Ziffer 1 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen sowie ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse.

Die Erhebung und die Verarbeitung der in den Absätzen 1 und 2 genannten Informationen dient den folgenden Zwecken:

1° der Erstellung und Korrektur der Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen;

2° der Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen;

3° der Überprüfung im Rahmen der Analyse der Zusammensetzung der Akte des Genehmigungsantrags, ob das Projekt die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen gemäß Artikel 16 § 1 Absatz 1 Ziffer 7 erfüllen kann;

4° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;

5° der Unterstützung der Betroffenen bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen.

§ 4. Die Regierung kann den Inhalt des Rechtfertigungsschreibens ergänzen und dessen Anwendungsmodalitäten näher bestimmen.

Die Regierung bewahrt die in Paragraph 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen bis zum 31. Dezember des fünften Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das EEG-Verfahren beendet wird.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden der in Paragraph 3 Absätze 1 und 2 genannten Daten.

§ 5. Die in Artikel 61 genannten Beamten und Bediensteten der Gemeinden erhalten zur Ausübung der in Paragraph 3 Absatz 3 Ziffern 2 und 3 genannten Zwecke Zugang zu den in Paragraph 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, die sich auf ihrem Zuständigkeitsgebiet befinden oder ihrer Zuständigkeit unterliegen.

Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Paragraph 3 Absatz 3 Ziffern 2, 3, 4 und 5 genannten Zwecke Zugang zu den in Paragraph 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen erhalten.

Die Regierung legt fest, auf welche Informationen die in den Absätzen 1 und 2 genannten Personen zugreifen können und wie der Zugang zu diesen Informationen erfolgt.

Die Regierung legt die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Paragraph 3 Absatz 3 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest. "

Art. 20 - Artikel 26 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 26 - Die endgültige EEG-Erklärung wird von dem EEG-Antragsteller, dem Architekten und dem EEG-Verantwortlichen mit einer elektronischen Signatur unterzeichnet und vom EEG-Verantwortlichen innerhalb von zwölf Monaten nach Abschluss der Bauarbeiten, und auf jeden Fall nach Ablauf der Gültigkeitsdauer der Genehmigung, in der in Artikel 14 genannten Datenbank registriert. "

Art. 21 - Artikel 27 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 27 - § 1. Wenn sich ein Genehmigungsantrag auf einfache Sanierungsarbeiten oder auf eine Änderung der Zweckbestimmung bezieht, wird die vereinfachte EEG-Erklärung vom EEG-Antragsteller der Genehmigungsantragsakte beigelegt.

Vor der Antragstellung kann dieser vom EEG-Antragsteller mit einer elektronischen Signatur unterzeichnet und in der in Artikel 14 genannten Datenbank registriert werden.

§ 2. Wenn der EEG-Antragsteller der Meinung ist, dass ihm für seinen Antrag eine der Ausnahmen von den in Artikel 10 vorgesehenen EEG-Anforderungen oder eine der Ausnahmen von den gemäß Artikel 13/3 § 2 vorgesehenen Elektromobilitätsanforderungen ganz oder teilweise gewährt werden kann

erstellt er ein Rechtfertigungsschreiben aus dem hervorgeht, welche Ausnahme gilt.

Betrifft das Rechtfertigungsschreiben einen Teil des Projekts, wird es in die vereinfachte EEG-Erklärung aufgenommen.

Wenn sich das Rechtfertigungsschreiben auf das gesamte Projekt bezieht, wird es anstelle der vereinfachten EEG-Erklärung beigelegt, ein Rechtfertigungsschreiben, aus dem hervorgeht, welche Ausnahme gilt.

Der EEG-Antragsteller, der seinem Antrag kein Rechtfertigungsschreiben beigelegt, verzichtet auf seinen Anspruch darauf, eine Ausnahme geltend zu machen.

§ 3. Das Rechtfertigungsschreiben enthält mindestens folgende Informationen: 1° die Anschrift und die Katasternummer des Grundstücks, des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;

2° die genaue Identifizierung des von der Ausnahme betroffenen Teils des Projekts;

3° die Informationen, die für die Überprüfung der anwendbaren Ausnahme notwendig sind. Gilt die Ausnahme für alle Bauarbeiten, so enthält das Rechtfertigungsschreiben zusätzlich zu den in Absatz 1 genannten Angaben folgende Informationen:

1° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit des EEG-Antragstellers und, wenn ihre Beteiligung erforderlich ist, des Architekten, und ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse oder;

2° wenn es sich bei den in Ziffer 1 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen sowie ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse.

Die Erhebung und die Verarbeitung der in den Absätzen 1 und 2 genannten Informationen dient den folgenden Zwecken:

- 1° der Erstellung und Korrektur der Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen;
- 2° der Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen;
- 3° der Überprüfung im Rahmen der Analyse der Zusammensetzung der Akte des Genehmigungsantrags, ob das Projekt die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen gemäß Artikel 16 § 1 Absatz 1 Ziffer 7 erfüllen kann;
- 4° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;
- 5° der Unterstützung der Betroffenen bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen.

§ 4. Die Regierung kann den Inhalt des Rechtfertigungsschreibens ergänzen und dessen Anwendungsmodalitäten näher bestimmen.

Die Regierung bewahrt die in Paragraf 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen bis zum 31. Dezember des fünften Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das EEG-Verfahren beendet wird.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden der in Paragraf 3 Absätze 1 und 2 genannten Daten.

§ 5. Die in Artikel 61 genannten Beamten und Bediensteten erhalten zur Ausübung der in Paragraf 3 Absatz 3 Ziffern 2 und 3 genannten Zwecke Zugang zu den in Paragraf 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, die sich auf ihrem Zuständigkeitsgebiet befinden oder ihrer Zuständigkeit unterliegen.

Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Paragraf 3 Absatz 3 Ziffern 2, 3, 4 und 5 genannten Zwecke Zugang zu den in Paragraf 3 Absätze 1 und 2 genannten Informationen erhalten.

Die Regierung legt fest, auf welche Informationen die in den Absätzen 1 und 2 genannten Personen zugreifen können und wie der Zugang zu diesen Informationen erfolgt.

Die Regierung legt die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Paragraf 3 Absatz 3 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest. ”.

Art. 22 - In Artikel 28 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Paragraf 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

”Eine Kopie der vorläufigen EEG-Erklärung wird jedem Kauf- oder Mietinteressenten auf Anfrage zur Verfügung gestellt. ”;

2° in Paragraf 2 wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

Die Notifizierung enthält mindestens folgende Informationen: 1° die Bezugsnummer der EEG-Akte;

2° die Adresse und die Katasternummer des Gebäudes bzw. der betroffenen EEG-Einheit;

3° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse des Verkäufers sowie seine Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, seine Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, oder;

4° wenn der Verkäufer eine juristische Person ist, seinen Gesellschaftsnamen, seine Unternehmensnummer und die Adresse seines Gesellschaftssitzes;

5° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse des Käufers sowie seine Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, seine Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, oder;

6° wenn der Käufer eine juristische Person ist, seinen Gesellschaftsnamen, seine Unternehmensnummer und die Adresse seines Gesellschaftssitzes;

7° die Unterschrift des Verkäufers und des Käufers.

Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen Zugang zu den in Absatz 3 genannten Informationen erhalten.

Die Regierung legt die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der in Paragraf 2 Absatz 3 und Paragraf 3 Absatz 4 genannten Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Absatz 1 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest.

Die Regierung kann den Inhalt der Notifizierung ergänzen und dessen Anwendungsmodalitäten näher bestimmen.

Die Regierung bewahrt die in Absatz 3 genannten Daten bis zum 31. Dezember des fünften Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das EEG-Verfahren beendet wird.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in Absatz 7 genannten Frist die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden der in Absatz 3 genannten Daten. ”.

Art. 23 - In Artikel 30 desselben Dekrets wird Paragraf 2 durch Folgendes ersetzt:

”§ 2. Die EEG-Zertifikaten enthalten:

1° den einzigen Kode des Zertifikats;

2° die Adresse und die Katasternummer des Gebäudes oder der EEG-Einheit;

3° eine Außenfotografie des Gebäudes, die die betroffene EEG-Einheit identifiziert;

4° den Namen und Vornamen des EEG-Zertifizierers, oder;

5° wenn der EEG-Zertifizierer eine juristische Person ist, seinen Gesellschaftsnamen, seine Unternehmensnummer und die Adresse seines Gesellschaftssitzes sowie den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter;

6° die Zulassungsnummer des EEG-Zertifizierers;

7° die Einschätzung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes oder der EEG-Einheit;

8° Referenzwerte wie Mindestanforderungen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz;

9° technisch realisierbare Empfehlungen für die kostenoptimale Verbesserung des Gebäudes oder der EEG-Einheit, und die sich auf die vollständige oder teilweise Sanierung der Gebäudehülle oder der technischen Systeme des Gebäudes oder der EEG-Einheit und auf die zur Umsetzung der Empfehlungen einzuleitenden Maßnahmen beziehen;

10° die Stelle, an der jeder Interessierte weitere Auskünfte über die im EEG-Zertifikat enthaltenen Angaben einholen kann;

11° in dem in Artikel 35 genannten Fall, die Identifizierung der öffentlichen Behörde, die das Gebäude nutzt;

12° die Unterschrift des EEG-Zertifizierers.

Die in Absatz 1 Ziffer 9 genannten Empfehlungen und Maßnahmen zielen darauf ab, die Ziele des Sanierungspfades des Gebäudes oder der EEG-Einheit zu erreichen, die gemäß der in Artikel 8/1 genannten Sanierungsstrategie bestimmt wurden.

Die in Absatz 2 genannten Empfehlungen und Maßnahmen umfassen auch eine Kostenschätzung der Bauarbeiten.

Die Regierung bestimmt die Anwendungsmodalitäten der Absätze 2 und 3.

”.

Art. 24 - In Artikel 31 § 1 desselben Dekrets wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

Der Teilbericht enthält mindestens folgende Informationen: 1° den einzigen Kode des Teilberichts;

2° die Adresse und die Katasternummer der durch den Teilbericht betroffenen Gebäude oder EEG-Einheiten;

3° den Namen und Vornamen des EEG-Zertifizierers oder des EEG-Verantwortlichen, oder;

4° wenn es sich bei der in Ziffer 3 genannten Person um eine juristische Person handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes;

5° die Zulassungsnummer des EEG-Zertifizierers oder des EEG-Verantwortlichen; 6° die Unterschrift des EEG-Zertifizierers und des EEG-Verantwortlichen;

7° die Beschreibung der in Absatz 1 genannten gemeinsamen Einrichtungen. ”.

Art. 25 - Artikel 32 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 32 - § 1. Die Regierung richtet eine Datenbank ein und verwaltet diese, in der alle EEG-Zertifikate und alle Teilberichte sowie die folgenden Daten enthalten sind:

1° die notwendigen Daten zur Beurteilung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes oder der EEG-Einheit;

2° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit des EEG-Zertifizierers und des Inhabers dinglicher Rechte an dem Gebäude oder der EEG-Einheit, sowie die anderen notwendigen Informationen, um sie zu kontaktieren, oder;

3° wenn es sich bei den in Ziffer 2 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes, den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen sowie die anderen notwendigen Informationen, um sie zu kontaktieren, oder

4° in dem in Artikel 31 genannten Fall, den Gesellschaftsnamen, die Unternehmensnummer und die Adresse des Gesellschaftssitzes der Miteigentümergeinschaft, sowie den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen sowie die anderen notwendigen Informationen, um sie zu kontaktieren;

5° in dem in Artikel 35 genannten Fall, die notwendigen Informationen, um die öffentliche Behörde, die das Gebäude nutzt, zu identifizieren und zu kontaktieren.

Die Erhebung und Verarbeitung der in Absatz 1 genannten Informationen dient den folgenden Zwecken:

1° der Erstellung, Korrektur und Aktualisierung oder Erneuerung von EEG-Zertifikaten und Teilberichten;

2° den in den Artikeln 34 § 4 und 39/1 § 1 Absatz 2 genannten Informationszwecken;

3° der Ausübung der in den Kapiteln IV und V des Titels 5 genannten Kontrollen;

4° der Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen;

5° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;

6° der Unterstützung der Betroffenen bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen sowie der Durchführung öffentlicher Maßnahmen zur Sensibilisierung und Mobilisierung in Bezug auf Klimafragen;

7° der Überprüfung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes oder der EEG-Einheit im Hinblick auf die Finanzierung des Baus, des Erwerbs oder der energetischen Sanierung durch einen Kredit sowie der Einhaltung der für das Kreditportfolio der Kreditgeber geltenden Berichterstattungspflichten.

§ 2. Die Regierung kann die Liste der in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Informationen ergänzen.

Abweichend von Absatz 2 überschreitet die Dauer der Aufbewahrung der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffern 2, 3, 4 und 5 genannten Informationen nicht den 31. Dezember des fünften Jahres, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen die Gültigkeit des EEG-Verfahrens und des Teilberichts endet.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in den Absätzen 2 und 3 genannten Fristen die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden der in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Daten.

§ 3. Die EEG-Zertifizierer erhalten Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, für die sie zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 1 genannten Zwecke benannt wurden.

§ 4. Die beurkundenden Beamten erhalten Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die zum Verkauf oder zur Vermietung angebotenen Gebäude beziehen, für die sie zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Zwecke benannt wurden.

§ 5. Die Immobilienmakler erhalten Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die zum Verkauf oder zur Vermietung angebotenen Gebäude beziehen, für die sie zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Zwecke benannt wurden.

§ 6. Kauf- oder Mietinteressenten erhalten zur Ausübung des in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Zwecks Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die zum Verkauf oder zur Vermietung angebotenen Gebäude beziehen.

§ 7. Die Inhaber dinglicher Rechte an dem Gebäude oder der EEG-Einheit erhalten zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Zwecke Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, an denen sie ein dingliches Recht haben.

§ 8. Die Kreditgeber erhalten Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf die Gebäude beziehen, bei denen sie zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 7 genannten Zwecke tätig werden.

§ 9. Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffern 2, 3, 4, 5 und 6 genannten Zwecke Zugang auf die in der Datenbank gespeicherten Informationen erhalten.

Die Regierung legt fest, auf welche Informationen die in Paragraphen 3, 4, 5, 6, 7 und 8 genannten Personen zugreifen können und wie der Zugang zu diesen Informationen erfolgt.

Die Regierung legt für jede der in Paragraphen 2, 3, 4, 5, 6, 7 und 8 sowie in Absatz 1 genannten Personen die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Paragraph 1 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest. "

Art. 26 - In Titel 4 Kapitel 1 desselben Dekrets werden die Artikel 32/1 und 32/2, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 32/1 - § 1. Für die Anwendung von Artikel 32 § 1 Absatz 2 Ziffern 5 und 6 wird die Weitergabe personenbezogener Daten auf der Grundlage von Artikel 6.1., Buchstaben c) oder e) der DSGVO an jede andere öffentliche Behörde oder private Organisation für jede Art der Verarbeitung durch ein Protokoll zwischen dem ursprünglichen für die Verarbeitung Verantwortlichen und dem für die Verarbeitung Verantwortlichen, der die Daten empfängt, formalisiert.

Dieses Protokoll sieht insbesondere Folgendes vor:

1° die Identifizierung der öffentlichen Behörde, die die personenbezogenen Daten weitergibt, und die Identifizierung des Empfängers;

2° die Identifizierung des für die Datenverarbeitung Verantwortlichen innerhalb der öffentlichen Behörde, die die Daten weitergibt, und die Identifizierung des für die Datenverarbeitung Verantwortlichen innerhalb des Empfängers;

3° die Kontaktdaten der betroffenen Datenschutzbeauftragten innerhalb der öffentlichen Behörde, die die Daten weitergibt, sowie gegebenenfalls die Kontaktdaten des Empfängers;

4° die Zwecke, zu denen die personenbezogenen Daten weitergegeben werden;

5° die Kategorien der weitergegebenen personenbezogenen Daten und ihr Format;

6° die Kategorien von Empfängern;

7° die gesetzliche Grundlage, die die Weitergabe von Daten erlaubt;

8° die Kommunikationsmodalitäten, die für die Weitergabe der Daten verwendet werden;

9° jede spezifische Maßnahme, die die Weitergabe der Daten in Übereinstimmung mit dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz und den Anforderungen des Datenschutzes von Anfang an und standardmäßig einrahmt;

10° die gesetzlichen Einschränkungen, die für die Rechte der betroffenen Person gelten;

11° die Modalitäten für die Ausübung der Rechte der betroffenen Person beim Empfänger;

12° die Periodizität der Datenweitergabe; 13° die Dauer des Protokolls;

14° die bei Missachtung des Protokolls vorgesehenen Strafen.

§ 2. Das Protokoll wird nach den jeweiligen Stellungnahmen des Datenschutzbeauftragten der öffentlichen Behörde, die über die personenbezogenen Daten verfügt, und gegebenenfalls des Empfängers verabschiedet. Diese Stellungnahmen werden dem Protokoll als Anhang beigefügt. Wird mindestens eine dieser Stellungnahmen von den für die Verarbeitung Verantwortlichen nicht befolgt, so sind in den einleitenden Bestimmungen des Protokolls der Grund oder die Gründe für die Nichtbefolgung dieser Stellungnahme(n) anzugeben.

Die Regierung veröffentlicht das Protokoll auf ihrer Website.

Art. 27 - 2 - Die Regierung führt ein Informationsblatt über die Rechte und Pflichten der Personen ein, die von der Erhebung und Verarbeitung der in Artikel 32 § 1 Absatz 1 genannten Daten im Rahmen der EEG-Zertifizierung betroffen sind.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Informationsblatts sowie die Anwendungsmodalitäten näher. "

Art. 28 - In Artikel 34 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Paragraph 1 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Damit sich Kauf- oder Mietinteressenten über die Gesamtenergieeffizienz eines Gebäudes oder einer EEG-Einheit informieren können, muss jede Person, die ein Gebäude oder eine EEG-Einheit zum Verkauf oder zur Vermietung anbietet, vor dem Verkauf oder der Vermietung über ein EEG-Zertifikat verfügen.

In dem in Absatz 1 genannten Fall wird das EEG-Zertifikat jedem Kauf- oder Mietinteressenten auf Anfrage zur Verfügung gestellt. ";

2° In Paragraph 3 Absatz 5 werden die Wortfolge "einem Käufer oder" vor die Wortfolge "einem Mieter" und die Wortfolge "dem Käufer oder" vor die Wortfolge "dem Mieter" eingefügt;

3° in Paragraph 4 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Die Regierung bestimmt den bzw. die Indikator(en) der Gesamtenergieeffizienz und die in Artikel 30 § 2 genannten Informationen, die in allen Verkaufs- oder Vermietungsanzeigen für das Gebäude oder die EEG-Einheit erwähnt werden. "

Art. 29 - In Artikel 38 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

Bei der Ausübung ihres Amtes müssen die EEG-Zertifizierer die in Artikel 32 § 1 Absatz 1 genannten Daten erheben und verarbeiten, die für die Anwendung der ihnen zur Verfügung gestellten, mit der Berechnungsmethode für die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden verbundenen Software gemäß dem von der Regierung festgelegten Protokoll notwendig sind. ”;

2° der Artikel wird um vier Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Die Zertifizierer erheben, verarbeiten und bewahren die in Absatz 1 genannten Informationen ausschließlich zum Zweck der Ausübung ihrer Regulierungsaufgaben auf.

Die Zertifizierer bewahren die in Artikel 32 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Informationen über ihre Registrierung in der Datenbank hinaus nicht auf.

Jede Weitergabe der in Absatz 1 genannten Informationen an Dritte ist untersagt.

Die Regierung kann die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels näher bestimmen. ”.

Art. 30 - In Artikel 39/1, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 Absatz 1 wird wie folgt ergänzt:

”6° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden. ”;

2° in Paragraf 2 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

”Der Gebäudepass enthält folgende Informationen: 1° die Adresse des Gebäudes;

2° die Katasterparzellenkennung der vermögensrechtlichen Katasterparzelle, die in Artikel 10 des Königlichen Erlasses vom 30. Juli 2018 über die Erstellung und Aktualisierung der Katasterdokumentation und zur Festlegung der Modalitäten für die Ausstellung von Katasterausügen genannt wird.

3° die Lage, Art und Beschreibung der Katasterparzelle;

4° in Bezug auf die Inhaber dinglicher Rechte an dem Gebäude:

a) ihren Namen, ihren Vornamen und ihre Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, ihre Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit oder;

b) wenn ein Inhaber eines dinglichen Rechts eine juristische Person ist, seinen Gesellschaftsnamen, seine Unternehmensnummer und die Adresse seines Gesellschaftssitzes sowie den Namen und Vornamen seiner gesetzlichen Vertreter, ihre Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, ihre Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit;

c) Die Art des bzw. der dinglichen Rechte;

5° in Bezug auf die Personen, die von einem Inhaber eines dinglichen Rechts ermächtigt wurden, sich in den Gebäudepass einzuloggen:

a) ihren Namen, ihren Vornamen und ihre Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, ihre Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit oder;

b) wenn es sich bei den Personen, die ermächtigt sind, sich in den Gebäudepass einzuloggen, um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes sowie den Namen und Vornamen der gesetzlichen Vertreter, ihre Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, ihre Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit;

6° die EEG-Verfahrensdokumentation, die Systembeurteilungsberichte sowie die EEG-Zertifikate und Teilberichte;

7° das Energieaudit oder das Wohnungsaudit in Bezug auf das Gebäude.

Die in Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3 und 4 genannten Daten werden im Gebäudepass bis zum 31. Dezember des Jahres aufbewahrt, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen das Gebäude zerstört wird.

Die in Absatz 1 Ziffer 5 genannten Daten werden im Gebäudepass bis zum 31. Dezember des Jahres aufbewahrt, im Laufe dessen der Inhaber des dinglichen Rechts sich in den Gebäudepass eingeloggt hat, oder, wenn ein Inhaber des dinglichen Rechts einer Person den Zugang zum Gebäudepass genehmigt, bis zum 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen diese Genehmigung widerrufen wird.

Die in Absatz 1 Ziffern 6 und 7 genannten Daten werden im Gebäudepass für die Dauer des Einloggens in den Gebäudepass gespeichert.

Die Regierung kann den Inhalt des Gebäudepasses ergänzen, damit dieser alle weiteren Informationen aufnimmt, die für die Ausübung der in Paragraf 1 Absatz 2 genannten Zwecke notwendig sind. ”;

b) Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

”Die Regierung kann die Instrumente bestimmen, die in den Gebäudepass integriert werden können, um die Information, die Wartung und die Überwachung während des gesamten Lebenszyklus des Gebäudes zu gewährleisten. ”;

3° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

”§ 3. Der Inhalt des Gebäudepasses ist für jeden Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Gebäude, den von ihm benannten Personen sowie der Behörde oder den Personen, die von der Regierung zur Verwaltung des Gebäudepasses benannt wurden, zugänglich.

Jeder Inhaber eines dinglichen Rechts erhält Zugang zu den in Paragraf 2 Absätze 1 und 5 genannten Informationen.

Abweichend von Absatz 2 hat der Inhaber des dinglichen Rechts keinen Zugang zu der Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder der Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit der Personen, die in Paragraf 2 Absatz 1 Ziffern 4 und 5 genannt sind.

Personen, die von einem Inhaber eines dinglichen Rechts ermächtigt wurden, erhalten Zugang zu den in Paragraf 2 Absätze 1 und 5 genannten Informationen.

Abweichend von Absatz 4 haben Personen, die von einem Inhaber eines dinglichen Rechts ermächtigt wurden, keinen Zugang zu folgenden Informationen:

1° der Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder der Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit der in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffern 4 und 5 genannten Personen;

2° den Namen und Vornamen der Inhaber des dinglichen Rechts, die nicht der Inhaber des dinglichen Rechts sind, der ihnen die Zugriffsermächtigung erteilt hat;

3° den Namen und Vornamen anderer Personen, die zum Zugriff auf den Gebäudepass ermächtigt sind.

Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die auf ausdrücklichen Antrag eines Inhabers eines dinglichen Rechts auf den Gebäudepass zugreifen können, um ihm eine gedruckte Kopie des Inhalts des Gebäudepasses zur Verfügung zu stellen, oder um ihm technische Hilfestellung zu leisten.

Die in Absatz 6 genannten Beamten und Bediensteten erhalten ausschließlich zum Zweck der technischen Verwaltung des Gebäudepasses Zugang zu den im Gebäudepass enthaltenen Informationen.

Die Regierung legt die Modalitäten für den Zugang zum Gebäudepass bei dem Verkauf des Gebäudes oder im Rahmen jeder Rechtshandlung zur Festlegung, Übertragung oder Bestellung eines dinglichen Rechts fest. ”;

4° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

”§ 4. Die Regierung bestimmt die Modalitäten der Erstellung, der Speicherung, des Austauschs und der Änderung der Daten des Gebäudepasses sowie die technischen und organisatorischen Maßnahmen, die zur Gewährleistung der Sicherheit der im Gebäudepass enthaltenen Daten ergriffen werden. ”;

5° Paragraph 5 wird durch Folgendes ersetzt:

”§ 5. Die Regierung organisiert nach Ablauf der in den Paragraphen 2, 3 und 4 genannten Fristen die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden der in Paragraph 2 Absatz 1 genannten Informationen. ”.

Art. 31 - In Artikel 43 desselben Dekrets wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

”§ 1. Die Regierung bestimmt die Zulassungsverfahren unter Berücksichtigung folgender Angaben fest:

1° die Zulassungsanträge werden bei der Regierung eingereicht;

2° der Antragsteller verwendet das Formular, das zu diesem Zweck von der Regierung erstellt wird.

Der Zulassungsantrag enthält mindestens folgende Informationen: 1° den Namen, den Vornamen, die E-Mail-Adresse, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse des Antragstellers sowie seine Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, seine Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit oder;

2° wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, seinen Gesellschaftsnamen, seine Unternehmensnummer, die Adresse seines Gesellschaftssitzes sowie den Namen und Vornamen, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse seiner gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen;

3° wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, den Namen, den Vornamen und die Zulassungsnummer der natürlichen Personen, die gemäß Artikel 40 § 1 Absatz 2, 41 § 1 Absatz 2 oder 42 § 1 Absatz 2 zum Personal, den Beauftragten oder den Bevollmächtigten der juristischen Person gehören;

4° die Informationen, die notwendig sind, um die Einhaltung der Bedingungen für die Erteilung der Zulassung zu überprüfen;

5° die Unterschrift des Antragstellers.

Der Antragsteller gibt in seinem Antrag die Adresse, Telefonnummer und E-Mail-Adresse an, die er in der offiziellen Liste nach Artikel 45 aufgeführt haben möchte.

Der Minister kann den Inhalt des Zulassungsantrags ergänzen. ”.

Art. 32 - Artikel 45 desselben Dekrets wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Die Liste nach Absatz 1 enthält folgende Informationen:

1° wenn es sich um natürliche Personen handelt, den Namen, den Vornamen und die Zulassungsnummer jeder zugelassenen Person, oder;

2° wenn es sich um juristische Personen handelt, den Gesellschaftsnamen, die Adresse des Gesellschaftssitzes und die Zulassungsnummer jeder zugelassenen Person;

3° die in Artikel 43 § 1 Absatz 3 genannten Informationen.

Die Regierung kann den Inhalt ergänzen und die Modalitäten für die Veröffentlichung der in Absatz 1 genannten Liste bestimmen. ”.

Art. 33 - In Titel 5 Kapitel II desselben Dekrets wird ein Artikel 45/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 45/1 - Die Regierung führt ein Informationsblatt über die Rechte und Pflichten der Personen ein, die von der Erhebung und Verarbeitung der in Artikel 49/1 § 1 Absatz 1 genannten Daten im Rahmen der Zulassungsverfahren und der Verfahren zur Kontrolle der zugelassenen Personen betroffen sind.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Informationsblatts sowie die Anwendungsmodalitäten näher. ”.

Art. 34 - In Artikel 47 desselben Dekrets wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

”§ 1. Die Regierung bestimmt die Zulassungsverfahren unter Berücksichtigung folgender Angaben fest:

1° der Zulassungsantrag der Ausbildungszentren wird bei der Regierung eingereicht;

2° der Antragsteller verwendet das Formular, das zu diesem Zweck von der Regierung erstellt wird.

Der Zulassungsantrag enthält mindestens folgende Informationen: 1° den Gesellschaftsnamen, die Unternehmensnummer und die Adresse des Gesellschaftssitzes des Ausbildungszentrums sowie den Namen, den Vornamen, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der gesetzlichen Vertreter;

2° den Namen, den Vornamen, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der Personen, die für die Ausbildung und die Prüfungen verantwortlich sind;

3° den Namen, den Vornamen und die Zulassungsnummer der Mitglieder des qualifizierten Lehrpersonals gemäß Artikel 46 § 2 Absatz 1 Ziffer 3;

4° die Informationen, die notwendig sind, um die Einhaltung der Bedingungen für die Erteilung der Zulassung zu überprüfen;

5° die Unterschrift der in Ziffern 1, 2 und 3 genannten Personen.

Der Antragsteller gibt in seinem Antrag die Adresse, Telefonnummern und E-Mail-Adressen an, die er in der offiziellen Liste nach Artikel 49 aufgeführt haben möchte.

Der Minister kann den Inhalt des Zulassungsantrags ergänzen. "

Art. 35 - Artikel 49 desselben Dekrets wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Liste nach Absatz 1 enthält folgende Informationen:

1° den Gesellschaftsnamen, die Adresse des Gesellschaftssitzes und die Zulassungsnummer des zugelassenen Ausbildungszentrums;

2° die in Artikel 47 § 1 Absatz 3 genannten Informationen.

Die Regierung kann den Inhalt ergänzen und die Modalitäten für die Veröffentlichung der in Absatz 1 genannten Liste bestimmen. "

Art. 36 - In Titel 5 desselben Dekrets, wird ein Kapitel III/1, das Artikel 49/1 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel III/1 - Datenbank in Bezug auf Zulassungen

Art. 37 - 1 - § 1. Die Regierung richtet eine Datenbank ein, die die notwendigen Informationen zur Identifizierung und Kontaktaufnahme mit den Bewerbern für die Zulassung und den zugelassenen Personen sowie die notwendigen Informationen zur Überprüfung der Einhaltung der Bedingungen für die Erteilung und die Ausübung der Zulassung enthält.

Die Datenbank enthält die mit Hilfe der in Artikel 43 § 1 Absätze 2 und 3 und Artikel 47 § 1 Absätze 2 und 3 genannten Antragsformulare für Zulassungen gesammelten Informationen sowie die Nummern der erteilten Zulassungen.

Die Erhebung und Verarbeitung der in den Absätzen 1 und 2 genannten Daten dient den folgenden Zwecken:

1° der Verfolgung von Anträgen auf Zulassung;

2° der Veröffentlichung und Aktualisierung der Liste der EEG-Verantwortlichen, der Verfasser von technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudien und der in Artikel 45 genannten zugelassenen EEG-Zertifizierer sowie der in Artikel 49 genannten Liste der zugelassenen Ausbildungszentren;

3° der Organisation der in Artikel 50 genannten ständigen Ausbildung. 4° der Ausübung der in Titel 5 Kapitel IV, V und VI genannten Kontrollen; 5° der Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen;

6° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Einhaltung der EEG-Vorschriften;

7° der Unterstützung der Betroffenen bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen.

§ 2. Die Regierung kann die Liste der in Paragraph 1 Absätze 1 und 2 genannten Informationen ergänzen.

Ist der Zulassungsantrag unvollständig, so bewahrt die Regierung die in Paragraph 1 Absätze 1 und 2 und in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen in der Datenbank bis zum 31. Dezember des dritten Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen die Aufstellung der fehlenden Unterlagen gemäß Paragraph 2 Absatz 3 des Dekrets zugestellt worden ist.

Wird die Zulassung erteilt, so bewahrt die Regierung die in Paragraph 1 Absätze 1 und 2 und Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen während der Gültigkeitsdauer der Zulassung in der Datenbank auf und im Falle der Beendigung oder des Widerrufs der Zulassung bis zum 31. Dezember des dritten Jahres, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen die Zulassung beendet wurde oder im Laufe dessen gegen die Entscheidung über den Widerruf kein Rechtsmittel mehr eingelegt werden kann.

Abweichend von Absatz 4 bewahrt die Regierung, wenn die Zulassung auf Antrag der zugelassenen Person endet, die in Paragraph 1 Absätze 1 und 2 und Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen in der Datenbank spätestens bis zum 31. Dezember des Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen die Entscheidung über den Widerruf der Zulassung auf freiwilliger Basis unterzeichnet wird.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in den Absätzen 3, 4 und 5 genannten Fristen die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Einhaltung der EEG-Vorschriften der in Paragraph 1 Absätze 1 und 2 genannten Daten.

§ 3. Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 3 genannten Zwecke Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen erhalten.

Die Regierung legt die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der in Paragraph 1 Absätze 1 und 2 genannten Informationen unter Berücksichtigung der Dauer fest, die zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 3 genannten Zwecke erforderlich ist. "

Art. 38 - In Artikel 53 desselben Dekrets wird Absatz 1 durch folgende Wortfolge ergänzt:

"Der Verfasser des Dokuments informiert die Person, die das Dokument angefordert hat, über den Fehler und liefert ihr die korrigierte Fassung. "

Art. 39 - In Artikel 55 Ziffer 2 desselben Dekrets wird die Zahl "37" durch die Zahl "38" ersetzt.

Art. 40 - In Artikel 59 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"3° das Fehlen eines gültigen EEG-Zertifikats, das Zertifikat nicht anzuzeigen, es dem Kauf- oder Mietinteressenten nicht zu übermitteln, oder den bzw. die Indikatoren der Gesamtenergieeffizienz in der Anzeige nicht zu erwähnen, im Fall, dass dies erforderlich ist.";

2° der Artikel wird durch die Ziffern 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° das Versäumnis, ein Beweisdokument gemäß Artikel 51 Absatz 2 zu übermitteln;

6° das Unterlassen der Korrektur eines Dokuments gemäß Artikel 53 Absatz 1. ”.

Art. 41 - Im selben Dekret wird ein die Artikel 65/1 und 65/2 umfassender Titel 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Titel 6/1 - Datenbank in Bezug auf die Kontrollen

Art. 42 - 1 - § 1. Die Regierung richtet eine Datenbank ein, die die Dokumentation in Bezug auf die Kontrollverfahren sowie die folgenden Daten enthält:

1° Informationen, die es ermöglichen, die Kontrollakte und den festgestellten Verstoß zu identifizieren, sowie gegebenenfalls Informationen über bereits ergangene Sanktionsentscheidungen und eingelegte Rechtsmittel;

2° den Namen, den Vornamen und die Eigenschaft der Verwaltungsbediensteten, die am Kontrollverfahren beteiligt sind;

3° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Telefonnummer, die E-Mail-Adresse des oder der mutmaßlichen Zuwiderhandelnden sowie ihre Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen oder, in Ermangelung, ihre Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, oder;

4° wenn es sich bei den in Ziffer 3 genannten Personen um juristische Personen handelt, ihren Gesellschaftsnamen, ihre Unternehmensnummer und die Adresse ihres Gesellschaftssitzes sowie den Namen, den Vornamen, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der gesetzlichen Vertreter;

5° den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der Person(en), die in Ziffern 3 und 4 genannten Personen vertritt/vertreten oder unterstützt/unterstützen;

6° gegebenenfalls den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der Person(en), die eine Beschwerde über den festgestellten Verstoß eingereicht hat/haben;

7° gegebenenfalls den Namen, den Vornamen, die Wohnadresse, die Telefonnummer, die E-Mail-Adresse und die Dienstbezeichnung jeder anderen Person, die an dem Kontrollverfahren beteiligt ist.

Die Erhebung und Verarbeitung der in Absatz 1 genannten Informationen dient den folgenden Zwecken:

1° der Ausübung der in Titel 5 Kapitel IV und V genannten Kontrollen; 2° der Ausübung der in Titel 6 genannten Kontrollen;

3° der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die EEG-Vorschriften.

§ 2. Die Regierung kann die Liste der in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Daten ergänzen.

Die Regierung bewahrt die in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Informationen bis zum 31. Dezember des dritten Jahres auf, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen gegen die Entscheidung über die Strafe kein Rechtsmittel mehr eingelegt werden kann.

Die Regierung organisiert nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist die Vernichtung oder Anonymisierung für Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die EEG-Vorschriften der in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Daten.

§ 3. Die in Artikel 61 genannten Beamten und Bediensteten erhalten zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Zwecke Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen, die sich ausschließlich auf Gebäude beziehen, die sich in ihrem Zuständigkeitsgebiet befinden oder ihrer Zuständigkeit unterliegen.

Die Regierung benennt die anderen Beamten und Bediensteten, die zur Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffern 1, 2 und 3 genannten Zwecke Zugang zu den in der Datenbank gespeicherten Informationen erhalten.

Die Regierung legt fest, auf welche Informationen die in Absätze 1 und 2 genannten Personen zugreifen können und wie der Zugang zu diesen Informationen erfolgt.

Die Regierung legt die Dauer der Einsichtnahme und der Nutzung der in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Informationen unter Berücksichtigung der für die Ausübung der in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Zwecke erforderlichen Dauer fest.

Art. 43 - 2 - Die Regierung führt ein Informationsblatt über die Rechte und Pflichten der Personen ein, die von der Erhebung und Verarbeitung der in Artikel 65/1 § 1 Absatz 1 genannten Daten im Rahmen der in den Kapiteln IV und V des Titels 5 und in Titel 6 genannten Kontrollverfahren oder im Rahmen der Durchführung von Studien, Statistiken oder Analysen in Bezug auf die Einhaltung der EEG-Vorschriften betroffen sind. ”.

Art. 44 - Vorliegendes Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Abweichend von Absatz 1 treten die Artikel 17 Ziffer 1, 18, 19, Ziffer 1, 20 und 21, soweit sie die elektronische Natur der Unterschrift betreffen, zu dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Vor dem in Absatz 2 genannten Datum werden die Dokumente handschriftlich unterzeichnet.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. März 2024

Der Ministerpräsident,
E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1640 (2023-2024) Nrn. 1 bis 5.
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. März 2024
Diskussion.
Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/006797]

28 MAART 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, wordt aangevuld met de punten 28° tot 33°, luidend als volgt:

28° AVG: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

29° elektronische handtekening: de elektronische handtekening in de zin van artikel 3.12 van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG;

30° kredietgever: de kredietgever zoals bedoeld in artikel I.9., 34°, van het Wetboek van economisch recht;

31° verantwoordelijke voor de verwerking: in de zin van de AVG zijn dit alle personen en overheden die door de Regering zijn aangewezen, elk voor de verwerking die hen betreft, in de uitoefening van hun respectieve doeleinden;

32° energie-audit: de energie-audit uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning;

2° audit van een woning: de audit uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning”.

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt er een artikel 2/1 in hetzelfde ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 2/1. Om personen en gebouwen of gebouweenheden te identificeren, gebruiken de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden bij de uitoefening van hun functie:

1° het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, om het Rijksregister van de natuurlijke personen ingericht bij wet van 8 augustus 1983 of de Kruispuntbank van de sociale zekerheid ingericht bij wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid te raadplegen;

2° de kadastrale perceelidentificatie van het kadastraal patrimoniumperceel om de kadastrale documentatie te raadplegen die wordt georganiseerd door het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende het aanleggen en bijhouden van de kadastrale documentatie en tot vaststelling van de modaliteiten voor het afleveren van kadastrale uittreksels.

”.

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 2, worden twee leden, luidend als volgt, ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid:

”De aanvraag voor toestemming om een alternatieve berekeningsmethode te gebruiken moet ten minste de volgende informatie bevatten:

1° de naam, voornaam, adres, telefoonnummer en e-mailadres van de aanvrager, of;

2° indien de aanvrager een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer en het adres van zijn maatschappelijke zetel, de naam en voornaam van zijn wettelijke vertegenwoordigers, alsook hun telefoonnummer en e-mailadres;

3° de informatie die nodig is om na te gaan of aan de voorwaarden voor de toekenning van de toestemming is voldaan;

4° de handtekening van de aanvrager.

De Regering kan de inhoud van de toestemmingsaanvraag aanvullen of specificeren. ”;

2° paragraaf 3 wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

”De aanvraag voor toestemming om een alternatieve berekeningsmethode te gebruiken moet ten minste de volgende informatie bevatten:

1° het adres en de kadastrale referentie van het gebouw;

2° de naam, voornaam, adres, telefoonnummer en e-mailadres van de aanvrager, of;

3° indien de aanvrager een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer en het adres van zijn maatschappelijke zetel, de naam en voornaam van zijn wettelijke vertegenwoordigers, alsook hun telefoonnummer en e-mailadres;

4° de informatie die nodig is om na te gaan of aan de voorwaarden voor de toekenning van de toestemming is voldaan;

5° de handtekening van de aanvrager.

De Regering kan de inhoud van de toestemmingsaanvraag aanvullen of specificeren. ”;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

”§ 4. De informatie bedoeld in § 2, lid 3, en in § 3, lid 4, wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° de verwerking van de aanvraag om toestemming voor het gebruik van een alternatieve berekeningsmethode;

2° de uitoefening van de controles bedoeld in Titel 6;

3° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen;

4° de bijstand die aan de betrokken personen wordt verleend om ervoor te zorgen dat de EPB-eisen en -procedure worden nageleefd.

De Regering bewaart de in § 2, derde lid, en § 3, vierde lid, bedoelde informatie tot 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin het gebouw is vernietigd.

In afwijking van het tweede lid bedraagt de termijn gedurende dewelke de informatie bedoeld in § 2, derde lid, 1° en 2°, wordt bewaard, ten hoogste 31 december van het vijfde jaar dat volgt op het jaar waarin de geldigheid van de toestemming verstrijkt.

In afwijking van het tweede lid bedraagt de termijn gedurende dewelke de informatie bedoeld in § 3, vierde lid, 2° en 3°, wordt bewaard, ten hoogste 31 december van het vijfde jaar dat volgt op het jaar waarin EPB-procedure eindigt.

De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die voor de in lid 1 bedoelde doeleinden toegang hebben tot de in § 2, derde lid, en § 3, vierde lid, bedoelde informatie.

De Regering stelt de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie bedoeld in § 2, derde lid, en § 3, vierde lid, rekening houdend met de duur die nodig is voor de in het eerste lid bedoelde doeleinden.

Na het verstrijken van de in de leden 2, 3 en 4 bedoelde termijnen organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen, van de in § 2, derde lid, en § 3, vierde lid, bedoelde informatie. ”.

Art. 4. In artikel 10, lid 1, 2°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016, worden de punten a) en b) vervangen als volgt:

”a) in een goed dat beschermd is of op de beschermingslijst staat is als monument of architectonisch ensemble in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek;

b) in een goed opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed in de zin van artikel 11, tweede lid, van het Waalse Erfgoedwetboek;”.

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt lid 6 vervangen door hetgeen volgt:

”Tijdens een procedure als bedoeld in lid 5 worden de energieprestaties van het gewijzigde deel of, indien van toepassing, van het gehele systeem geëvalueerd en gedocumenteerd met het oog op de verificatie van de eisen en de afgifte van het EPB-certificaat. ”;

2° er worden de nieuwe paragrafen 1/1, 1/2, 1/3, 1/4 en 1/5 ingevoegd, luidend als volgt:

”§ 1/1. Aan het einde van een procedure als bedoeld in § 1, vijfde lid, ontvangt de houder van zakelijke rechten op het gebouw of de EPB-unit een evaluatieverslag.

Het evaluatieverslag vermeldt minstens de volgende gegevens:

1° het adres en de kadastrale referenties van het betrokken gebouw of van de EPB-unit;

2° de naam en voornaam van de houder van een zakelijk recht op het gebouw en van de opsteller van het document, of;

3° indien de personen bedoeld in 2° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, alsook de naam en de voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers;

4° een beoordeling van de energieprestaties van het gewijzigde deel of, indien van toepassing, van het gehele systeem;

5° de handtekening van de auteur van het document.

De Regering kan de inhoud van het evaluatieverslag aanvullen of specificeren.

§ 1/2. De Regering is bezig met het opzetten van een databank waarin de evaluatieverslagen door de auteur ervan worden geregistreerd.

De databank bevat bovendien de volgende elementen:

1° het woonadres, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de houder van een zakelijk recht op het gebouw en van de auteur van het evaluatieverslag, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen contact op te nemen, of;

2° indien de personen bedoeld in 1° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, de naam en de voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, de contactpersonen, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen in contact te treden.

De Regering kan de in het tweede lid bedoelde informatie specificeren.

De auteur van het evaluatieverslag verzamelt, verwerkt en bewaart de in § 1/1, tweede lid, en in het tweede lid bedoelde informatie uitsluitend ten behoeve van de opstelling en vastlegging van het verslag in de databank.

In afwijking van lid 4 bewaart de auteur van het verslag de in lid 2 bedoelde informatie niet langer dan de opname ervan in de databank.

Het is verboden de in § 1/1, lid 2 en lid 2 bedoelde informatie aan derden te verstrekken.

§ 1/3. De informatie bedoeld in § 1/2, lid 1 en lid 2, wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° het opstellen en de verbetering van procedurele documenten met betrekking tot de eisen die van toepassing zijn op de systemen;

2° het opstellen en bijwerken van EPB-certificaten; 3° het uitvoeren van de controles bedoeld in titel 6;

4° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen;

5° de bijstand die aan de betrokken personen wordt verleend om ervoor te zorgen dat de EPB-eisen worden nageleefd.

6° de informatie bedoeld in artikel 39, § 1;

§ 1/4. De auteurs van de evaluatierapporten hebben toegang tot de evaluatieverslagen voor de doeleinden bedoeld in § 1/3, 1°.

De EPB-certificeerders hebben toegang tot de evaluatieverslagen voor de doeleinden bedoeld in § 1/3, 2°.

De houders van een zakelijk recht op het gebouw of de EPB-unit en de door hen aangewezen personen hebben toegang tot de evaluatieverslagen met betrekking tot dit gebouw of deze unit met het oog op de verwezenlijking van de doeleinden bedoeld in § 1/3, 6°.

De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die toegang hebben tot de evaluatierapporten en tot de informatie, vermeld in paragraaf 1/2, eerste en tweede lid, met het oog op de verwezenlijking van de doeleinden bedoeld in § 1/3, eerste lid, 3°, 4° en 5°.

§ 1/5. De Regering bepaalt tot welke informatie de in § 1/4 bedoelde personen toegang hebben en volgens welke modaliteiten.

De Regering bepaalt voor elk van de in § 1/4 bedoelde personen de duur van de raadpleging en het gebruik van de informatie, rekening houdend met de duur die nodig is voor de in § 1/3 bedoelde doeleinden.

De Regering bewaart de in § 1/2, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie tot 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin het gebouw is vernietigd.

In afwijking van het derde lid mag de in lid 1/2, tweede lid, bedoelde informatie niet langer worden bewaard dan tot en met 31 december van het vijfde jaar volgend op het jaar waarin het evaluatieverslag in de databank is opgeslagen.

Na het verstrijken van de in de leden 3 en 4 bedoelde termijnen organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen, van de in § 1/2, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie. ”.

Art. 6. In Titel 3 van hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk III, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, vervangen door de woorden “Procedurele documenten en databank betreffende de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen”.

Art. 7. In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

”Art. 14. § 1. De Regering is bezig met het opzetten van een databank met procedurele documenten e EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen evenals de volgende gegevens:

1° de gegevens die nodig zijn voor de evaluatie van de energieprestatie van een gebouw of van een EPB-unit;

2° het woonadres, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de EPB-aangever en, indien hun tussenkomst vereist is, van de architect, de PEB-verantwoordelijke en de auteur van het technisch, ecologisch en economisch haalbaarheidsrapport, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen contact op te nemen, of;

3° indien de personen bedoeld in 2° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, de naam en de voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, de contactpersonen, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen in contact te treden.

De informatie bedoeld in het eerste lid wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° het opstellen of corrigeren van de procedurele documenten betreffende de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen en het vernieuwen van het EPB-certificaat opgesteld op basis van artikel 33;

2° de informatiedoelstellingen bedoeld in de artikelen 28, 34, § 4, en 39/1, § 1, tweede lid;

3° de uitoefening van de controles bedoeld in titel 5, hoofdstukken IV en V;

4° de uitoefening van de controles bedoeld in Titel 6;

5° de verificatie, in het kader van de analyse van de samenstelling van het vergunningsaanvraagdossier, dat het project zal kunnen voldoen aan de EPB-eisen en elektromobiliteitseisen, overeenkomstig artikel 16, § 1, eerste lid, 7°;

6° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen;

7° de bijstand die aan de betrokken personen wordt verleend om hen in staat te stellen hun verplichtingen na te komen, alsook de uitvoering van overheidsbeleid om het bewustzijn te verhogen en actie te mobiliseren met betrekking tot klimaatkwesties;

8° de verificatie van de energieprestatie van het gebouw of de EPB-unit met het oog op de financiering van de bouw, aankoop of energierenovatie ervan door middel van een krediet, alsook de naleving van de rapporteringsverplichtingen die van toepassing zijn op de kredietportefeuille van kredietgevers.

§ 2. De lijst van de informatie bedoeld in § 1, eerste lid kan aangevuld worden door de Regering.

De Regering bewaart de in § 1, eerste lid, bedoelde informatie tot 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin het gebouw is vernietigd.

In afwijking van het tweede lid bedraagt de termijn gedurende dewelke de informatie bedoeld in § 1, lid 1, 2° en 3°, wordt bewaard, ten hoogste 31 december van het vijfde jaar dat volgt op het jaar waarin EPB-procedure eindigt.

Na het verstrijken van de in de leden 2 en 3 bedoelde termijnen organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen, van de in § 1, lid 1, bedoelde gegevens.

§ 3. De EPB-verantwoordelijken hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen waarvoor zij worden aangewezen met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 1°, bedoelde doeleinden.

Wanneer de EPB-aangever een nieuwe EPB-verantwoordelijke aanwijst, mogen de in de databank opgeslagen gegevens opnieuw worden gebruikt voor de doeleinden bedoeld in § 1, alinea 2, 1°, mits voorafgaand akkoord van de oorspronkelijke EPB-verantwoordelijke.

Wanneer de nieuwe aangever in het in artikel 28, § 2, bedoelde geval een nieuwe EPB-verantwoordelijke aanwijst, mogen de in de databank opgeslagen gegevens opnieuw worden gebruikt voor de doeleinden bedoeld in § 1, alinea 2, 1°, mits voorafgaand akkoord van de oorspronkelijke EPB-verantwoordelijke en de EPB-aangever.

§ 4. De EPB-certificeerders hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen waarvoor zij worden aangewezen met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 1°, bedoelde doeleinden.

§ 5. De instrumenterende ambtenaren hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen die te koop of te huur worden aangeboden en waarvoor zij worden aangewezen met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 2°, bedoelde doeleinden.

§ 6. De vastgoedmakelaars hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen die te koop of te huur worden aangeboden en waarvoor zij worden aangewezen met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 2°, bedoelde doeleinden.

§ 7. De in artikel 61 bedoelde ambtenaren en personeelsleden hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die uitsluitend betrekking heeft op gebouwen die zich op hun grondgebied of onder hun rechtsbevoegdheid bevinden, met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 4° en 5°, bedoelde doeleinden.

§ 8. De houders van een zakelijk recht op het gebouw of de EPB-unit hebben toegang tot de in de databank opgenomen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen waarop zij een zakelijk recht hebben, met het oog op de verwezenlijking van de in paragraaf 1, tweede lid, 2°, bedoelde doeleinden.

§ 9. De kredietgevers hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen waarvoor zij tussenkomen met het oog op de verwezenlijking van de in paragraaf 1, tweede lid, 8°, bedoelde doeleinden.

§ 10. De Regering wijst de andere ambtenaren en personeelsleden aan die toegang hebben tot de in de databank opgenomen informatie met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 2°, 3°, 4°, 6° en 7° bedoelde doeleinden.

De Regering specificeert de informatie waartoe de in §§ 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 9 en in lid 1 bedoelde personen toegang hebben alsmede de modaliteiten voor toegang tot deze informatie.

De Regering stelt voor elk van de in §§ 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 9 en in lid 1 bedoelde personen de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie, rekening houdend met de duur die nodig is voor de in § 1 bedoelde doeleinden. ”.

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt er een artikel 14/1 in hetzelfde ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 14/1. § 1. Voor de toepassing van artikel 14, § 1, lid 2, 6° en 7°, wordt de verstrekking van persoonsgegevens op grond van artikel 6, lid 1, onder c) of e), van de AVG aan een andere overheidsinstantie of particuliere organisatie voor elk type verwerking geformaliseerd door een protocol tussen de oorspronkelijke verwerkingsverantwoordelijke en de ontvangende verwerkingsverantwoordelijke.

Dit protocol voorziet in :

1° de identificatie van de overheidsinstantie die de persoonsgegevens meedeelt en de identificatie van de ontvanger;

2° de identificatie van de verantwoordelijke voor de verwerking binnen de overheidsinstantie die de gegevens meedeelt en de identificatie van de verantwoordelijke voor de verwerking binnen de ontvanger;

3° de contactgegevens van de betrokken afgevaardigden voor de gegevensbescherming binnen de overheidsinstantie die de gegevens meedeelt en, in voorkomend geval, de contactgegevens van de ontvanger;

4° de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens worden meegedeeld;

5° de categorieën persoonsgegevens die worden meegedeeld en hun formaat;

6° de categorieën ontvangers;

7° de rechtsgrondslag voor het verstrekken van de gegevens;

8° de gebruikte communicatiemethoden om de gegevens door te geven;

9° elke specifieke maatregel die de verstrekking van gegevens regelt in overeenstemming met het evenredigheidsbeginsel en de vereisten van gegevensbescherming vanaf de ontwerpfase en bij verstek;

10° de wettelijke beperkingen die van toepassing zijn op de rechten van de persoon die betrokken is bij de mededeling van de gegevens;

11° de modaliteiten voor de uitoefening van de rechten van de betrokkene bij de ontvanger;

12° de frequentie van de gegevenscommunicatie; 13° de duur van het protocol;

14° de sancties als de voorschriften niet nageleefd worden.

§ 2. Het protocol wordt aangenomen na de respectievelijke adviezen van de afgevaardigde voor de gegevensbescherming van de overheidsinstantie die de persoonsgegevens bewaart en, indien van toepassing, van de ontvanger. Deze adviezen worden als bijlage bij het protocol gevoegd. Wanneer ten minste een van deze adviezen niet wordt opgevolgd door de voor de verwerking verantwoordelijken, wordt in de inleidende bepalingen van het protocol vermeld waarom het advies/de adviezen niet is/zijn opgevolgd.

De Regering publiceert het protocol op haar website. ”.

Art. 9. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 2, worden de leden 1 en 2 vervangen als volgt:

”De technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie bevat:

1° het EPB-dossiernummer;

2° het adres en de kadastrale referentie van het terrein, het gebouw of de betrokken EPB-unit;

3° de naam, de voornaam, het woonadres, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daarvan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, het telefoonnummer, het e-mailadres van de auteur van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie of, indien van toepassing, van de EPB-verantwoordelijke, of;

4° indien de personen bedoeld in 3° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, alsook de naam, de voornaam en het e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers;

5° het erkenningsnummer van de auteur van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie of, in voorkomend geval, van de EPB-verantwoordelijke;

6° de handtekening van de auteur van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie of, in voorkomend geval, van de EPB-verantwoordelijke;

7° de lijst van de energiebehoeften waaraan voldaan moet worden en de energieverbruiken;

8° een raming van de berekening van de technische dimensionering en de referentiegroottes alsook de werkhypothese die voor die berekening gebruikt worden;

9° in voorkomend geval, een evaluatie van de dwingende gebruiksvoorwaarden, meer bepaald in termen van onderhoud, beschikbaarheid en type overwogen brandstof;

10° een evaluatie van de energiebesparingen;

11° een schatting van de economische kosten en het rendement op investering.

De Regering kan de inhoud van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie aanvullen en de vorm en de toepassingsmodaliteiten ervan bepalen. Ze mag de inhoud, de vorm en de modaliteiten voor de toepassing van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie bepalen naar gelang van de bestemming of van de grootte van het gebouw. ”;

2° in paragraaf 3 wordt punt 2° vervangen door hetgeen volgt:

”2° voor soortgelijke soorten gebouwen;”.

Art. 10. In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de leden 1 en 2 vervangen als volgt:

”De aanvankelijke EPB-aangifte bevat:

1° het EPB-dossiernummer;

2° het adres en de kadastrale referentie van het terrein, het gebouw of de betrokken EPB-unit;

3° de naam en voornaam van de EPB-aangever, de architect en de EPB-verantwoordelijke en, in voorkomend geval, de auteur van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie, of;

4° indien de personen bedoeld in 3° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, alsook de naam en de voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers;

5° het erkenningsnummer van de EPB-verantwoordelijke;

6° een verklaring op erewoord van de EPB-aangever, de EPB-verantwoordelijke en de architect, indien zijn tussenkomst vereist wordt, waarbij zij bevestigen kennis te hebben genomen van de EPB-eisen en de elektromobilitateisen en van de toepasselijke sancties bij niet-inachtneming ervan;

7° een omschrijving van de te treffen maatregelen waaruit blijkt dat het ontwerp aan de EPB-eisen en de elektromobilitateisen zal kunnen voldoen;

8° een schatting van het verwachte resultaat van de berekening van de energieprestatie van het gebouw of de betrokken EPB-unit;

9° desgevallend, de toestemming om een alternatieve berekeningsmethode aan te wenden;

10° indien een technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie is verricht, de keuze van de technieken en voorzieningen overwogen naar gelang van de aanbevelingen vervat in die studie;

11° de handtekening van de EPB-aangever, de architect en de EPB-verantwoordelijke;

De Regering kan de inhoud van de aanvankelijke EPB-aangifte aanvullen. ”;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

”De vereenvoudigde EPB-aangifte bevat :

1° het adres en de kadastrale referentie van het terrein, het gebouw of de betrokken EPB-unit;

2° de naam, de voornaam, het woonadres, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, het telefoonnummer, het e-mailadres van de EPB-aangever en, wanneer zijn tussenkomst vereist is, van de architect, of;

3° indien de personen bedoeld in 2° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, alsook de naam, de voornaam en het e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers;

4° een verklaring op erewoord van de EPB-aangever en van de architect, indien zijn tussenkomst vereist wordt, waarbij zij bevestigen kennis te hebben genomen van de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen en van de toepasselijke sancties bij niet-inachtname ervan;

5° een omschrijving van de te treffen maatregelen waaruit blijkt dat het ontwerp aan de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen voldoet;

6° een schatting van het verwachte resultaat van de berekening van de energieprestatie van het gebouw of de betrokken EPB-unit;

7° desgevallend, de toestemming om een alternatieve berekeningsmethode aan te wenden;

8° de handtekening van de EPB-aangever en, in voorkomend geval, van de architect. ”;

b) 2° tussen de leden 1 en 2 worden drie leden ingevoegd die als volgt luiden:

”Wanneer de vereenvoudigde EPB-aangifte in de in artikel 14 bedoelde databank wordt ingeschreven, bevat zij ook de gegevens die nodig zijn om het EPB-procedure dossier te identificeren.

In afwijking van het eerste lid, 2°, worden bij de inschrijving van de vereenvoudigde EPB-aangifte in de databank bedoeld in artikel 14, het woonadres, het identificatienummer in het rijksregister van de natuurlijke personen of bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, het telefoonnummer en het e-mailadres van de EPB-aanvrager en de architect in de databank opgenomen en komen ze niet voor in de vereenvoudigde EPB-aangifte.

In afwijking van het eerste lid, 3°, worden bij de inschrijving van de vereenvoudigde EPB-aangifte in de databank bedoeld in artikel 14, het telefoonnummer en het e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers in de databank opgenomen en komen ze niet voor in de vereenvoudigde EPB-aangifte. ”;

c) 2° in het tweede lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden ”specificeren en” ingevoegd tussen de woorden ”De Regering kan de inhoud van de vereenvoudigde EPB-aangifte” en het woord ”aanvullen”; ”.

Art. 11. Artikel 17, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, wordt gewijzigd als volgt:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

”De tijdelijke EPB-aangifte bevat:

1° het EPB-dossiernummer;

2° het adres en de kadastrale gegevens van het gebouw of de betrokken EPB-unit;

3° de naam en voornaam van de EPB-aangever, de architect en de EPB-verantwoordelijke;

4° indien de personen bedoeld in 3° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, alsook de naam en de voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers;

5° het erkenningsnummer van de EPB-verantwoordelijke;

6° een omschrijving van de staat van het gebouw en van de getroffen maatregelen om aan de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen te voldoen;

7° een omschrijving van de werken die nog uitgevoerd moeten worden om aan de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen te voldoen;

8° een uiteenzetting van de wijze waarop de conclusies van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie in overweging genomen werden en, als ze niet gevolgd worden, de technische of sociaal-economische rechtvaardiging van dat besluit;

9° een schatting van het verwachte resultaat van de berekening van de energieprestatie van het gebouw of de betrokken EPB-unit;

10° de handtekening van de EPB-aangever en van de EPB-verantwoordelijke. ”;

2° in lid 2 worden de woorden ”specificeren en” ingevoegd tussen de woorden ”De Regering kan de inhoud van de definitieve EPB-aangifte” en het woord ”aanvullen”.

Art. 12. Artikel 18, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, wordt gewijzigd als volgt:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

”De definitieve EPB-aangifte bevat:

1° het EPB-dossiernummer;

2° het adres en de kadastrale referentie van het terrein, het gebouw of de betrokken EPB-unit;

3° de naam en voornaam van de EPB-aangever, de architect en de EPB-verantwoordelijke en, in voorkomend geval, de auteur van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie, of;

4° indien de personen bedoeld in 3° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, alsook de naam en de voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers;

5° het erkenningsnummer van de EPB-verantwoordelijke en, in voorkomend geval, van de auteur van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie

6° een omschrijving van de getroffen maatregelen om aan de EPB-eisen te voldoen;

7° een uiteenzetting van de wijze waarop de conclusies van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie in overweging genomen werden en, als ze niet gevolgd worden, de technische of sociaal-economische rechtvaardiging van dat besluit;

8° het resultaat van de berekening van de energieprestatie van het gebouw of van de betrokken EPB-unit;

9° de handtekening van de EPB-aangever de architect en de EPB-verantwoordelijke; ”;

2° in lid 2 worden de woorden “specificeren en” ingevoegd tussen de woorden “De Regering kan de inhoud van de definitieve EPB-aangifte” en het woord “aanvullen”.

Art. 13. In Titel 3, hoofdstuk III van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, wordt een artikel 18/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 18/1. De Regering stelt een informatieblad op over de rechten en plichten van de personen die betrokken zijn bij het verzamelen en verwerken van de gegevens bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, in het kader van de PEB- en elektromobiliteitsprocedures.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het informatieblad evenals de toepassingsmodaliteiten ervan. ”.

Art. 14. In artikel 19 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

“De kennisgeving bevat minstens volgende inlichtingen: 1° het referentienummer van het EPB-dossier;

2° het adres en de kadastrale referenties van het betrokken gebouw of van de EPB-unit;

3° de naam, de voornaam en het erkenningsnummer van de EPB-verantwoordelijke;

4° indien de personen bedoeld in 3° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, alsook de naam en voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers;

5° de naam, voornaam en woonplaats van de overdrager, samen met zijn identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, zijn identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, of;

6° indien de overdrager een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer, het adres van zijn maatschappelijke zetel, de naam en voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, van de contactpersonen, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen in contact te treden;

7° de naam, voornaam en woonplaats van de overdrager, samen met zijn identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, zijn identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, of;

8° indien de overdrager een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer, het adres van zijn maatschappelijke zetel, de naam en voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, van de contactpersonen, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen in contact te treden;

9° de handtekening van de overdrager en van de EPB-verantwoordelijke.

De Regering kan de inhoud van de kennisgeving aanvullen en de toepassingsmodaliteiten ervan specificeren. ”;

2° tussen de leden 2 en 3 wordt een lid 2/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

“§ 2/1. De in lid 2, vijfde lid, bedoelde informatie wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden

1° het verwerken van de kennisgeving van overdracht van de vergunning; 2° het uitvoeren van de controles bedoeld in Titel 6.

De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die voor de in lid 1 bedoelde doeleinden toegang hebben tot de in § 2, vijfde lid, bedoelde informatie.

De Regering bewaart de in § 2, vijfde lid, bedoelde informatie tot 31 december van het vijfde jaar volgend op het jaar waarin de EPB-procedure is beëindigd.

De Regering stelt de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie bedoeld in § 2, vijfde lid, rekening houdend met de duur die nodig is voor de in het eerste lid bedoelde doeleinden. ”.

Art. 15. In artikel 20, § 4, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

“In de uitoefening van zijn functies verzamelt en behandelt de EPB-verantwoordelijke de nodige gegevens bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, met behulp van de software verbonden aan de berekeningsmethode van de energieprestatie en de formulieren die hem ter beschikking worden gesteld.. ”;

2° de paragraaf wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt:

“Hij verzamelt, verwerkt en bewaart de in lid 1 bedoelde informatie uitsluitend met het oog op de uitvoering van zijn regelgevende taken.

Hij bewaart de informatie bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, niet langer dan de opname ervan in de EPB-databank.

Het is verboden de in lid 1 bedoelde informatie aan derden te verstrekken.

De modaliteiten voor de toepassing van dit artikel kunnen nader bepaald worden door de Regering. ”.

Art. 16. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “verzamelt de nodige informatie en” ingevoegd tussen de woorden “1° hij” en de woorden “werkt de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie uit”;

b) de paragraaf wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

“3° hij verzamelt en verwerkt de nodige gegevens bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid. ”;

c) 2° de paragraaf wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt:

"Hij verzamelt, verwerkt en bewaart de in lid 1 bedoelde informatie uitsluitend met het oog op de uitvoering van zijn regelgevende taken.

Hij bewaart de informatie bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, niet langer dan de opname ervan in de EPB-databank.

Het is verboden de in lid 1 bedoelde informatie aan derden te verstrekken.

De Regering bepaalt de modaliteiten tot toepassing van dit artikel. "

Art. 17. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Vooraleer de aanvraag wordt ingediend, wordt de aanvankelijke EPB-aangifte door de EPB-aangever, de architect en de EPB-verantwoordelijke door middel van een elektronische handtekening ondertekend en door de EPB-verantwoordelijke geregistreerd en wordt de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie door de erkende auteur door de erkende auteur geregistreerd in de databank bedoeld in artikel 14. Met de instemming van de erkende auteur kan de EPB-verantwoordelijke de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie registreren in dezelfde databank als de aanvankelijke EPB-aangifte. ";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Als de EPB-aangever acht dat zijn aanvraag geheel of gedeeltelijk in aanmerking kan komen voor één van de in artikel 10 bedoelde uitzonderingen op de EPB-eisen of voor één van de uitzonderingen op de elektromobiliteitseisen vastgesteld krachtens artikel 13/3, § 2, stelt hij een bewijsnota op waarin de toepasselijke uitzondering wordt vermeld.

Als de bewijsnota betrekking heeft op een deel van het project, wordt deze opgenomen in de aanvankelijke EPB-aangifte.

Als de bewijsnota betrekking heeft op het volledige project, wordt ze bij de vergunningsaanvraag gevoegd, in plaats van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie en de aanvankelijke EPB-aangifte.

De EPB-aangever die geen bewijsnota bij zijn aanvraag voegt ziet af van het voordeel van de uitzondering. ";

3° er worden de paragrafen 3, 4 en 5 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 3. De bewijsnota bevat op zijn minst de volgende gegevens:

1° het adres en de kadastrale referentie van het terrein, het gebouw of de betrokken EPB-unit;

2° de nauwkeurige identificatie van het deel van het project waarop de uitzondering betrekking heeft;

3° de informatie die nodig is om de toepasselijke uitzondering te verifiëren.

Wanneer de uitzondering voor alle werkzaamheden geldt, bevat de bewijsnota, naast de in lid 1 bedoelde informatie, de volgende informatie:

1° de naam, de voornaam, het woonadres, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de EPB-aangever en van de architect indien zijn tussenkomst vereist wordt, en hun telefoonnummer en hun e-mailadres of;

2° indien de personen bedoeld in 1° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, de naam en voornaam van hun wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, hun contactpersonen, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen in contact te treden.

De in lid 1 en lid 2 bedoelde informatie wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° het opstellen en de verbetering van proceduredocumenten met betrekking tot de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen voldoet;

2° de uitoefening van de controles bedoeld in Titel 6;

3° de verificatie, in het kader van de analyse van de samenstelling van het vergunningsaanvraagdossier, dat het project zal kunnen voldoen aan de EPB-eisen en elektromobiliteitseisen, overeenkomstig artikel 16, § 1, eerste lid, 7°;

4° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de energiestatistiek van gebouwen;

5° de bijstand die aan de betrokken personen wordt verleend om hen in staat te stellen hun verplichtingen na te komen.

§ 4. De Regering kan de inhoud van de bewijsnota aanvullen en de toepassingsmodaliteiten ervan specificeren.

De Regering bewaart de in § 3, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie tot 31 december van het vijfde jaar volgend op het jaar waarin de EPB-procedure is beëindigd.

Na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de energiestatistiek van gebouwen, van de in § 3, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie.

§ 5. De in artikel 61 bedoelde ambtenaren en personeelsleden hebben toegang tot de in § 3, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie die alleen betrekking heeft op gebouwen die op hun grondgebied gelegen zijn of onder hun rechtsbevoegdheid vallen, met het oog op de verwezenlijking van de in paragraaf 3, lid 3, 2° en 3°, bedoelde doeleinden.

De Regering wijst de andere ambtenaren en personeelsleden aan die toegang hebben tot de informatie, bedoeld in § 3, lid 1 en lid 2, met het oog op de verwezenlijking van de doeleinden, bedoeld in het § 3, derde lid, 2°, 3°, 4° en

5°

De Regering bepaalt tot welke informatie de in lid 1 en lid 2 bedoelde personen toegang hebben en volgens welke modaliteiten.

De Regering stelt de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie rekening houdend met de duur die nodig is voor de in § 3, lid 3, bedoelde doeleinden. "

Art. 18. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 24. De definitieve EPB-aangifte wordt ondertekend door de EPB-aangever, de architect en de EPB-verantwoordelijke door middel van een elektronische handtekening, en geregistreerd door de EPB-verantwoordelijke in de databank bedoeld in artikel 14 binnen twaalf maanden na ingebruikname van het gebouw of voltooiing van de werken en, in ieder geval, na afloop van de geldigheidsduur van de vergunning. "

Art. 19. In artikel 25 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

Vooraleer de aanvraag wordt ingediend, wordt deze ondertekend door de EPB-aangever, de architect en de EPB-verantwoordelijke door middel van een elektronische handtekening en door de EPB-verantwoordelijke geregistreerd in de databank bedoeld in artikel 14. "

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Als de EPB-aangever acht dat zijn aanvraag geheel of gedeeltelijk in aanmerking kan komen voor één van de in artikel 10 bedoelde uitzonderingen op de EPB-eisen of voor één van de uitzonderingen op de elektromobilitateisen vastgesteld krachtens artikel 13/3, § 2, stelt hij een bewijsnota op waarin de toepasselijke uitzondering wordt vermeld.

Als de bewijsnota betrekking heeft op een deel van het project, wordt deze opgenomen in de aanvankelijke EPB-aangifte.

Als de bewijsnota betrekking heeft op het volledige project, wordt ze bij de vergunningsaanvraag gevoegd, in plaats van de aanvankelijke EPB-aangifte.

De EPB-aangever die geen bewijsnota bij zijn aanvraag voegt ziet af van het voordeel van de uitzondering. "

3° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 3, 4 en 5, luidend als volgt:

"§ 3. De bewijsnota bevat op zijn minst de volgende gegevens:

1° het adres en de kadastrale referentie van het terrein, het gebouw of de betrokken EPB-unit;

2° de nauwkeurige identificatie van het deel van het project waarop de uitzondering betrekking heeft;

3° de informatie die nodig is om de toepasselijke uitzondering te verifiëren.

Wanneer de uitzondering voor alle werkzaamheden geldt, bevat de bewijsnota, naast de in lid 1 bedoelde informatie, de volgende informatie:

1° de naam, de voornaam, het woonadres, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de EPB-aangever en van de architect indien zijn tussenkomst vereist wordt, en hun telefoonnummer en hun e-mailadres of;

2° indien de personen bedoeld in 1° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, de naam en voornaam van hun wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, hun contactpersonen, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen in contact te treden.

De in lid 1 en lid 2 bedoelde informatie wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° het opstellen en de verbetering van proceduredocumenten met betrekking tot de EPB-eisen en de elektromobilitateisen voldoet;

2° de uitoefening van de controles bedoeld in Titel 6;

3° de verificatie, in het kader van de analyse van de samenstelling van het vergunningsaanvraagdossier, dat het project zal kunnen voldoen aan de EPB-eisen en elektromobilitateisen, overeenkomstig artikel 16, § 1, eerste lid, 7°;

4° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen;

5° de bijstand die aan de betrokken personen wordt verleend om hen in staat te stellen hun verplichtingen na te komen.

§ 4. De Regering kan de inhoud van de bewijsnota aanvullen en de toepassingsmodaliteiten ervan specificeren.

De Regering bewaart de in § 3, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie tot 31 december van het vijfde jaar volgend op het jaar waarin de EPB-procedure is beëindigd.

Na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen, van de in § 3, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie.

§ 5. De in artikel 61 bedoelde ambtenaren en personeelsleden hebben toegang tot de in § 3, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie die alleen betrekking heeft op gebouwen die op hun grondgebied gelegen zijn of onder hun rechtsbevoegdheid vallen, om de in paragraaf 3, lid 3, 2° en 3°, bedoelde doeleinden te vervullen.

De Regering wijst de andere ambtenaren en personeelsleden aan die toegang hebben tot de informatie, bedoeld in § 3, lid 1 en lid 2, met het oog op de verwezenlijking van de doeleinden, bedoeld in het § 3, derde lid, 2°, 3°, 4° en 5°

De Regering bepaalt tot welke informatie de in lid 1 en lid 2 bedoelde personen toegang hebben en volgens welke modaliteiten.

De Regering stelt de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie rekening houdend met de duur die nodig is voor de in § 3, lid 3, bedoelde doeleinden. "

Art. 20. Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 26. De definitieve EPB-aangifte wordt ondertekend door de EPB-aangever, de architect en de EPB-verantwoordelijke door middel van een elektronische handtekening en geregistreerd door de EPB-verantwoordelijke in de databank bedoeld in artikel 14 binnen twaalf maanden na voltooiing van de werken en, in ieder geval, na afloop van de geldigheidsduur van de vergunning. "

Art. 21. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 27. § 1. Als een vergunningsaanvraag gewone renovatiewerken of een bestemmingswijziging betreft, wordt de vereenvoudigde EPB-aangifte door de EPB-aangever bij het vergunningsaanvraagdossier gevoegd.

Vooraleer de aanvraag wordt ingediend, kan ze door de EPB-aangever ondertekend worden door middel van een elektronische handtekening en geregistreerd worden in de databank bedoeld in artikel 14.

§ 2. Als de EPB-aangever acht dat zijn aanvraag geheel of gedeeltelijk in aanmerking kan komen voor één van de in artikel 10 bedoelde uitzonderingen op de EPB-eisen of voor één van de uitzonderingen op de elektromobiliteitseisen vastgesteld krachtens artikel 13/3, § 2, stelt hij een bewijsnota op waarin de toepasselijke uitzondering wordt vermeld.

Als de bewijsnota betrekking heeft op een deel van het project, wordt deze opgenomen in de vereenvoudigde EPB-aangifte.

Wanneer de bewijsnota betrekking heeft op het volledige project, wordt in plaats van de vereenvoudigde EPB-aangifte een bewijsnota bijgevoegd waarin de toepasselijke uitzondering wordt vermeld.

De EPB-aangever die geen bewijsnota bij zijn aanvraag voegt ziet af van het voordeel van de uitzondering.

§ 3. De bewijsnota bevat op zijn minst de volgende gegevens: 1° het adres en de kadastrale referenties van het terrein, het gebouw of de betrokkenen;

EPB-unit;

2° de nauwkeurige identificatie van het deel van het project waarop de uitzondering betrekking heeft;

3° de informatie die nodig is om de toepasselijke uitzondering te verifiëren. Wanneer de uitzondering voor alle werkzaamheden geldt, bevat de bewijsnota, naast de in lid 1 bedoelde informatie, de volgende informatie:

1° de naam, de voornaam, het woonadres, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de EPB-aangever en van de architect indien zijn tussenkomst vereist wordt, en hun telefoonnummer en hun e-mailadres of;

2° indien de personen bedoeld in 1° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, de naam en voornaam van hun wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, hun contactpersonen, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen in contact te treden.

De in lid 1 en lid 2 bedoelde informatie wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° het opstellen en de verbetering van proceduredocumenten met betrekking tot de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen voldoet;

2° de uitoefening van de controles bedoeld in Titel 6;

3° de verificatie, in het kader van de analyse van de samenstelling van het vergunningsaanvraagdossier, dat het project zal kunnen voldoen aan de EPB-eisen en elektromobiliteitseisen, overeenkomstig artikel 16, § 1, eerste lid, 7°;

4° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen;

5° de bijstand die aan de betrokken personen wordt verleend om hen in staat te stellen hun verplichtingen na te komen.

§ 4. De Regering kan de inhoud van de bewijsnota aanvullen en de toepassingsmodaliteiten ervan specificeren.

De Regering bewaart de in § 3, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie tot 31 december van het vijfde jaar volgend op het jaar waarin de EPB-procedure is beëindigd.

Na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen, van de in § 3, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie.

§ 5. De in artikel 61 bedoelde ambtenaren en personeelsleden hebben toegang tot de in § 3, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie die alleen betrekking heeft op gebouwen die op hun grondgebied gelegen zijn of onder hun rechtsbevoegdheid vallen, om de in paragraaf 3, lid 3, 2° en 3°, bedoelde doeleinden te vervullen.

De Regering wijst de andere ambtenaren en personeelsleden aan die toegang hebben tot de informatie bedoeld in § 3, lid 1 en lid 2, met het oog op de verwezenlijking van de doeleinden, bedoeld in het § 3, derde lid, 2°, 3°, 4° en 5°.

De Regering bepaalt tot welke informatie de in lid 1 en lid 2 bedoelde personen toegang hebben en volgens welke modaliteiten.

De Regering stelt de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie rekening houdend met de duur die nodig is voor de in § 3, lid 3, bedoelde doeleinden. ”.

Art. 22. In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd,

luidend als volgt :

„Een kopie van de tijdelijke EPB-aangifte wordt gestuurd naar elke potentiële koper of huurder die daarom vraagt. ”;

2° in paragraaf 2 wordt lid 3 vervangen door hetgeen volgt:

„De kennisgeving bevat minstens volgende inlichtingen: 1° het referentienummer van het EPB-dossier;

2° het adres en de kadastrale referenties van het betrokken gebouw of van de EPB-unit;

3° de naam, voornaam en woonplaats van de verkoper, samen met zijn identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, zijn identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, of;

4° indien de verkoper een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer en het adres van zijn maatschappelijke zetel;

5° de naam, voornaam en woonplaats van de koper, samen met zijn identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, zijn identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, of;

6° indien de koper een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer en het adres van zijn maatschappelijke zetel;

7° de handtekening van de verkoper en van de koper.

De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die toegang hebben tot de in lid 3 bedoelde informatie met het oog op de uitvoering van de in titel 6 bedoelde controles.

De Regering stelt de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie bedoeld in § 2, derde lid, en § 3, vierde lid, rekening houdend met de duur die nodig is voor de in het eerste lid bedoelde doeleinden.

De Regering kan de inhoud van de kennisgeving aanvullen en de toepassingsmodaliteiten ervan specificeren.

De Regering bewaart de in lid 3 bedoelde informatie tot 31 december van het vijfde jaar volgend op het jaar waarin de EPB-procedure is beëindigd.

Na het verstrijken van de in lid 7 bedoelde termijn organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen, van de in lid 3 bedoelde informatie. ”.

Art. 23. In artikel 30 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

”§ 2. De EPB-certificaten bevatten:

- 1° de enige code van het certificaat;
- 2° het adres en de kadastrale referentie van het gebouw of de EPB-unit;
- 3° een buitenfoto van het gebouw ter identificatie van de betrokken EPB-unit;
- 4° de naam en de voornaam adres van EPB-certificeerder, of;
- 5° indien de EPB-certificeerder een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer en het adres van zijn maatschappelijke zetel, alsook de naam en de voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers;
- 6° het erkenningsnummer van de EPB-certificeerder;
- 7° de evaluatie van de energieprestatie van het gebouw of van een EPB-unit;
- 8° referentiewaarden zoals de minimumeisen inzake energieprestatie;
- 9° technisch haalbare aanbevelingen voor de kostenoptimale verbetering van een gebouw of EPB-unit die betrekking hebben op de gehele of gedeeltelijke renovatie van de bouwschil of van de technische systemen van het gebouw of van de EPB-unit, en de te treffen maatregelen om de aanbevelingen toe te passen;
- 10° de plaats waar de betrokken persoon aanvullende informatie kan verkrijgen over de elementen vervat in het EPB-certificaat
- 11° in het geval bedoeld in artikel 35, de identificatie van de overheidsinstantie die het gebouw in gebruik heeft;
- 12° de handtekening van de EPB-certificeerder;

De in het eerste lid, 9°, bedoelde aanbevelingen en maatregelen zijn gericht op het bereiken van de doelstellingen van het renovatietraject van het gebouw of de EPB-unit, bepaald in overeenstemming met de renovatiestrategie bedoeld in artikel 8/1.

De in lid 2 bedoelde aanbevelingen en maatregelen omvatten een raming van de kosten van de werken.

De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de leden 2 en.

3. ”.

Art. 24. In artikel 31, § 1, van hetzelfde decreet wordt het derde lid vervangen als volgt:

- ”Het gedeeltelijk verslag bevat op zijn minst de volgende gegevens: 1° de enige code van het gedeeltelijk verslag;
- 2° het adres en de kadastrale referenties van de gebouwen of eenheden waarop het gedeeltelijk verslag betrekking heeft;
 - 3° de naam en voornaam van de EPB-aangever of van EPB-verantwoordelijke, of;
 - 4° indien de in 3° bedoelde persoon een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer en het adres van zijn maatschappelijke zetel;
 - 5° het erkenningsnummer van de EPB-certificeerder of EPB-verantwoordelijke; 6° de handtekening van de EPB-certificeerder of EPB-verantwoordelijke;
 - 7° de omschrijving van de in lid 1 bedoelde gemeenschappelijke installaties. ”.

Art. 25. Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 32. § 1. De Regering organiseert en beheert een databank die alle EPB-certificaten en alle gedeeltelijke verslagen alsmede de volgende gegevens bevat:

- 1° de gegevens die nodig zijn voor de evaluatie van de energieprestatie van een gebouw of van een EPB-unit;
- 2° de naam, de voornaam, het woonadres, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de EPB-certificeerder en van de houder van een zakelijk recht op het gebouw, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen contact op te nemen, of;
- 3° indien de personen bedoeld in 2° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, de naam en voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, de contactpersonen, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen in contact te treden.
- 4° in het in artikel 31 bedoelde geval, de handelsnaam, het ondernemingsnummer, het adres van de maatschappelijke zetel van de vereniging van de mede-eigenaars, de naam en voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, van de contactpersonen, alsook alle andere informatie die nodig is om met hen in contact te treden;
- 5° in het geval bedoeld in artikel 35, de informatie die nodig is om de overheidsinstantie die het gebouw in gebruik heeft, te identificeren en er contact mee op te nemen.

De in lid 1 bedoelde informatie wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

- 1° het opstellen, verbeteren, bijwerken of vernieuwen van EPB-certificaten en gedeeltelijke verslagen;
- 2° de informatiedoeleinden bedoeld in de artikelen 28, 34, § 4, en 39/1, § 1, lid 2;
- 3° het uitvoeren van de controles bedoeld in de hoofdstukken IV en V van Titel 5;
- 4° de uitoefening van de controles bedoeld in Titel 6;
- 5° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen;

6° de bijstand die aan de betrokken personen wordt verleend om hen in staat te stellen hun verplichtingen na te komen, alsook de uitvoering van overheidsbeleid om het bewustzijn te verhogen en actie te mobiliseren met betrekking tot klimaatkwesities;

7° de verificatie van de energieprestatie van het gebouw of de EPB-unit met het oog op de financiering van de bouw, aankoop of energierenovatie ervan door middel van een krediet, alsook de naleving van de rapporteringsverplichtingen die van toepassing zijn op de kredietportefeuille van kredietgevers.

§ 2. De lijst van de informatie bedoeld in § 1, eerste lid, kan aangevuld worden door de Regering.

In afwijking van het tweede lid bedraagt de termijn gedurende dewelke de informatie bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, 3°, 4° en 5°, wordt bewaard, ten hoogste 31 december van het vijfde jaar dat volgt op het jaar waarin de geldigheid van het EPB-certificaat of het gedeeltelijk verslag verstrijkt.

Na het verstrijken van de in de leden 2 en 3 bedoelde termijnen organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen, van de in § 1, lid 1, bedoelde informatie.

§ 3. De EPB-certificeerders hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen waarvoor zij worden aangewezen met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 1°, bedoelde doeleinden.

§ 4. De instrumenterende ambtenaren hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen die te koop of te huur worden aangeboden en waarvoor zij worden aangewezen met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 2°, bedoelde doeleinden.

§ 5. De vastgoedmakelaars hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen die te koop of te huur worden aangeboden en waarvoor zij worden aangewezen met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 2°, bedoelde doeleinden.

§ 6. De kandidaat-kopers of -huurders hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen die te koop of te huur worden aangeboden met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 2°, bedoelde doeleinden.

§ 7. De houders van een zakelijk recht op het gebouw of de EPB-unit hebben toegang tot de in de databank opgenomen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen waarop zij een zakelijk recht hebben, met het oog op de verwezenlijking van de in paragraaf 1, tweede lid, 2°, bedoelde doeleinden.

§ 8. De kredietgevers hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die alleen betrekking heeft op de gebouwen waarvoor zij tussenkomen, met het oog op de verwezenlijking van de in paragraaf 1, tweede lid, 7°, bedoelde doeleinden.

§ 9. De Regering wijst de andere ambtenaren en personeelsleden aan die toegang hebben tot de in de databank opgenomen informatie met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 2°, 3°, 4°, 5° en 6° bedoelde doeleinden.

De Regering specificeert de informatie waartoe de in §§ 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 8 en in lid 1 bedoelde personen toegang hebben alsmede de modaliteiten voor toegang tot deze informatie.

De Regering stelt voor elk van de in §§ 2, 3, 4, 5, 6, 7 en 8 en in lid 1 bedoelde personen de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie, rekening houdend met de duur die nodig is voor de in § 1 bedoelde doeleinden. ”.

Art. 26. In Titel 4, hoofdstuk I van hetzelfde decreet worden de artikelen 32/1 en 32/2 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 32/1. § 1. Voor de toepassing van artikel 32, § 1, lid 2, 5° en 6°, wordt de verstrekking van persoonsgegevens op grond van artikel 6.1, *c*) of *e*), van de AVG aan een andere overheidsinstantie of particuliere organisatie voor elk type verwerking geformaliseerd door een protocol tussen de oorspronkelijke verwerkingsverantwoordelijke en de ontvangende verwerkingsverantwoordelijke.

Dit protocol bepaalt onder meer :

1° de identificatie van de overheidsinstantie die de persoonsgegevens meedeelt en de identificatie van de ontvanger;

2° de identificatie van de verantwoordelijke voor de verwerking binnen de overheidsinstantie die de gegevens meedeelt en de identificatie van de verantwoordelijke voor de verwerking binnen de ontvanger;

3° de contactgegevens van de betrokken afgevaardigden voor de gegevensbescherming binnen de overheidsinstantie die de gegevens meedeelt en, in voorkomend geval, de contactgegevens van de ontvanger;

4° de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens worden meegedeeld;

5° de categorieën persoonsgegevens die worden meegedeeld en hun formaat;

6° de categorieën ontvangers;

7° de rechtsgrondslag voor het verstrekken van de gegevens;

8° de gebruikte communicatiemethoden om de gegevens door te geven;

9° elke specifieke maatregel die de verstrekking van gegevens regelt in overeenstemming met het evenredigheidsbeginsel en de vereisten van gegevensbescherming vanaf de ontwerpfase en bij verstek;

10° de wettelijke beperkingen die van toepassing zijn op de rechten van de betrokkene; 11° de modaliteiten om de rechten van de betrokkene uit te oefenen bij de

ontvanger;

12° de frequentie van de gegevenscommunicatie; 13° de duur van het protocol;

14° de sancties als de voorschriften niet nageleefd worden.

§ 2. Het protocol wordt aangenomen na de respectievelijke adviezen van de afgevaardigde voor de gegevensbescherming van de overheidsinstantie die de persoonsgegevens bewaart en, indien van toepassing, van de ontvanger. Deze adviezen worden als bijlage bij het protocol gevoegd. Wanneer ten minste een van deze adviezen niet wordt opgevolgd door de voor de verwerking verantwoordelijken, wordt in de inleidende bepalingen van het protocol vermeld waarom het advies/de adviezen niet is/zijn opgevolgd.

De Regering publiceert het protocol op haar website.

Art. 27. 2. De Regering stelt een informatieblad op over de rechten en plichten van de personen die betrokken zijn bij het verzamelen en verwerken van de gegevens bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, in het kader van de EPB-certificering.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het informatieblad evenals de toepassingsmodaliteiten ervan. ”.

Art. 28. In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 1 wordt lid 1 vervangen door hetgeen volgt:

”Om de kandidaat-kopers en de kandidaat-huurders in staat te stellen informatie te verkrijgen over de energieprestatie van een gebouw of een EPB-unit, moet iedereen die een gebouw of een EPB-unit te koop of te huur aanbiedt een EPB-certificaat hebben voordat het te koop of te huur wordt aangeboden.

In het geval bedoeld in lid 1 wordt het EPB-certificaat toegezonden aan elke kandidaat-koper of -huurder die daarom verzoekt. ”;

2° In paragraaf 3, vijfde lid, worden de woorden ”een koper of” ingevoegd voor de woorden ”een huurder” en worden de woorden ”de koper of” ingevoegd voor de woorden ”de huurder”;

3° in paragraaf 4 wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt:

”De Regering bepaalt de energieprestatie-indicator(en) en de in artikel 30, § 2, bedoelde informatie, die worden vermeld in alle advertenties betreffende de verkoop of verhuur van het gebouw of de EPB-unit. ”.

Art. 29. In artikel 38 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

”In de uitoefening van hun functies en overeenkomstig het door de Regering opgemaakte protocol verzamelen en verwerken de EPB-certificeerders de in artikel 32, § 1, eerste lid, bedoelde gegevens die nodig zijn voor de toepassing van de software die gebruikt wordt bij de methode tot berekening van de energieprestatie, en die hen gratis ter beschikking wordt gesteld. ”;

2° het artikel wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt:

”De certificeerders verzamelen, verwerken en bewaren de in lid 1 bedoelde informatie uitsluitend met het oog op de uitvoering van hun regelgevende taken.

De certificeerders bewaren de in artikel 32;

§ 1, lid 1, 2°, bedoelde informatie niet langer dan het tijdstip waarop deze in de databank is geregistreerd.

Het is verboden de in lid 1 bedoelde informatie aan derden te verstrekken.

De modaliteiten voor de toepassing van dit artikel kunnen nader bepaald worden door de Regering. ”.

Art. 30. In artikel 39/1, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld door wat volgt:

”6° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen; ”;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

”Het gebouwenpaspoort bevat de volgende informatie: 1° het adres van het gebouw;

2° de kadastrale perceelsidentificatie van het kadastraal patrimoniumperceel bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende het aanleggen en bijhouden van de kadastrale documentatie en tot vaststelling van de modaliteiten voor het afleveren van kadastrale uittreksels;

3° de ligging, de aard en de beschrijving van het kadastraal perceel;

4° ten aanzien van de houders van zakelijke rechten op het gebouw:

a) hun naam, hun voornaam en hun identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, hun identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, of;

b) wanneer de houder van een zakelijk recht een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer en het adres van zijn maatschappelijke zetel, alsook de naam en voornaam van zijn wettelijke vertegenwoordigers, hun identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, hun identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

c) de aard van het (de) zakelijke recht(en);

5° ten aanzien van personen die door een houder van een zakelijk recht gemachtigd zijn om aan te sluiten op het gebouwenpaspoort:

a) hun naam, hun voornaam en hun identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, hun identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, of;

b) wanneer de personen die mogen aansluiten op het gebouwenpaspoort rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, alsook de naam en voornaam van de wettelijke vertegenwoordigers, hun identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daaraan, hun identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

6° EPB-proceduredocumenten, systeembeoordelingsrapporten, EPB-certificaten en gedeeltelijke verslagen;

7° de energieaudit of woningaudit met betrekking tot het gebouw.

De gegevens bedoeld in lid 1, 1°, 2°, 3° en 4° worden in het gebouwenpaspoort bewaard tot 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin het gebouw wordt vernietigd.

De gegevens bedoeld in lid 1, 5°, worden in het gebouwenpaspoort bewaard tot 31 december van het jaar waarin de houder van het zakelijk recht heeft aangesloten op het gebouwenpaspoort of, wanneer een houder van het zakelijk recht een persoon toegang verleent tot het gebouwenpaspoort, tot 31 december van het jaar waarin deze toelating wordt ingetrokken.

De gegevens bedoeld in lid 1, 6° en 7°, worden in het gebouwenpaspoort bewaard voor de duur van de aansluiting op het gebouwenpaspoort.

De Regering kan de inhoud van het gebouwenpaspoort aanvullen met alle andere informatie die nodig is om de in § 1, lid 2, bedoelde doeleinden te vervullen. ”;

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

”De Regering kan bepalen welke tools geïntegreerd kunnen worden in het gebouwenpaspoort om informatie, onderhoud en monitoring te bieden gedurende de levenscyclus van het gebouw. ”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

”§ 3. De inhoud van het gebouwenpaspoort is toegankelijk voor elke houder van een zakelijk recht op het gebouw, voor personen die hij aanwijst en voor de autoriteit of personen aangewezen door de Regering om het gebouwenpaspoort te beheren.

Elke houder van een zakelijk recht heeft toegang tot de in § 2, lid 1 en lid 5, bedoelde informatie.

In afwijking van lid 2 heeft de houder van een zakelijk recht geen toegang tot het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of tot het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de personen bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 4° en 5°.

De door een houder van een zakelijk recht gemachtigde personen hebben toegang tot de in § 2, lid 1 en lid 5, bedoelde informatie

In afwijking van lid 4 hebben de door een houder van een zakelijk recht gemachtigde personen geen toegang tot de volgende informatie:

1° het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de personen bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 4° en 5°;

2° de naam en voornaam van de andere houders van een zakelijk recht dan de houder van een zakelijk recht die hen de toegangsmachtiging heeft verleend;

3° de naam en de voornaam van de andere personen die gemachtigd zijn om het gebouwenpaspoort te raadplegen.

De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die toegang kunnen krijgen tot het gebouwenpaspoort, op uitdrukkelijk verzoek van een houder van een zakelijk recht, om hem een gedrukt exemplaar van de inhoud van het gebouwenpaspoort ter beschikking te stellen, of met het oog op het verlenen van technische bijstand.

De in lid 6 bedoelde ambtenaren en personeelsleden hebben uitsluitend met het oog op het technisch beheer van het gebouwenpaspoort toegang tot de in het gebouwenpaspoort opgenomen gegevens.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot het gebouwenpaspoort bij de verkoop van het gebouw of bij elke andere akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht. ”;

4° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

”§ 4. De Regering bepaalt de modaliteiten voor het opstellen, bewaren, uitwisselen en wijzigen van de gegevens van het gebouwpaspoort, alsmede de technische en organisatorische maatregelen die zijn getroffen om de veiligheid van de gegevens in het gebouwenpaspoort te waarborgen. ”;

5° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

”§ 5. Na het verstrijken van de in de § 2, lid 2, lid 3 en lid 4 bedoelde termijnen organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen, van de respectievelijk in § 2, lid 1, bedoelde informatie. ”.

Art. 31. In artikel 43 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

”§ 1. De Regering bepaalt de erkenningsprocedures met inachtneming van de volgende elementen:

1° de erkenningsaanvragen worden bij de Regering ingediend;

2° de aanvrager maakt gebruik van het formulier dat daartoe door de Regering is opgemaakt.

De erkenningsaanvraag bevat minstens de volgende gegevens: 1° de naam, de voornaam, het woonadres, het telefoonnummer en

het e-mailadres van de aanvrager samen met zijn identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daarvan, zijn identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, of;

2° indien de aanvrager een rechtspersoon is, zijn handelsnaam, zijn ondernemingsnummer, het adres van zijn maatschappelijke zetel, alsook de naam, de voornaam, het telefoonnummer en het e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, van de contactpersonen;

3° indien de aanvrager een rechtspersoon is, de naam, voornaam en het erkenningsnummer van de natuurlijke personen die deel uitmaken van het personeel, aangestelden of mandatarissen van de rechtspersoon overeenkomstig artikel 40, § 1, tweede lid, 41, § 1, tweede lid, of 42, § 1, tweede lid;

4° de informatie die nodig is om na te gaan of aan de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning is voldaan;

5° de handtekening van de aanvrager.

De aanvrager vermeldt in zijn aanvraag het adres, het telefoonnummer en het e-mailadres dat hij op de in artikel 45 bedoelde officiële lijst vermeld wil zien.

De Regering kan de inhoud van de erkenningsaanvraag aanvullen. ”.

Art. 32. Artikel 45 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

”De in lid 1 bedoelde lijst bevat de volgende informatie:

1° in het geval van natuurlijke personen, de naam, voornaam en erkenningsnummer van elke erkende persoon, of;

2° in het geval van rechtspersonen, de handelsnaam, het adres van de maatschappelijke zetel en het erkenningsnummer van elke erkende persoon;

3° de informatie bedoeld in artikel 43, § 1, derde lid.

De Regering kan de inhoud van de in lid 1 bedoelde lijst aanvullen en bepalen hoe deze wordt gepubliceerd. ”.

Art. 33. In Titel 5, Hoofdstuk II, van hetzelfde decreet wordt een artikel 45/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 45/1. De Regering stelt een informatieblad op over de rechten en plichten van de personen die betrokken zijn bij het verzamelen en verwerken van de gegevens bedoeld in artikel 49/1, § 1, eerste lid, in het kader van de erkenningsprocedures en de procedures voor de controle van de erkende personen.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het informatieblad evenals de toepassingsmodaliteiten ervan. "

Art. 34. In artikel 47 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

"§ 1. De Regering bepaalt de erkenningsprocedures met inachtneming van de volgende elementen:

1° de erkenningsaanvraag van de opleidingscentra wordt bij de Regering ingediend;

2° de aanvrager maakt gebruik van het formulier dat daartoe door de Regering is opgemaakt.

De erkenningsaanvraag bevat minstens de volgende gegevens: 1° de handelsnaam, het ondernemingsnummer en het adres van de maatschappelijke zetel van het opleidingscentrum, alsook de naam, de voornaam, het telefoonnummer en het e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers;

2° de naam, de voornaam, het telefoonnummer en het e-mailadres van de personen die verantwoordelijk zijn voor de opleidingen en examens;

3° de naam, de voornaam en het erkenningsnummer van de leden van het bevoegd onderwijzend personeel bedoeld in artikel 46, § 2, eerste lid, 3°;

4° de informatie die nodig is om na te gaan of aan de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning is voldaan;

5° de handtekening van de personen bedoeld in 1°, 2° en 3°.

De aanvrager vermeldt in zijn aanvraag het adres, het telefoonnummer en de e-mailadressen die hij op de in artikel 49 bedoelde officiële lijst vermeld wil zien.

De Regering kan de inhoud van de erkenningsaanvraag aanvullen. "

Art. 35. Artikel 49 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

"De in lid 1 bedoelde lijst bevat de volgende informatie:

1° de handelsnaam, het adres van de maatschappelijke zetel en het erkenningsnummer van het erkende opleidingscentrum;

2° de informatie bedoeld in artikel 47, § 1, derde lid.

De Regering kan de inhoud van de in lid 1 bedoelde lijst aanvullen en bepalen hoe deze wordt gepubliceerd. "

Art. 36. In Titel 5 van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III/1 ingevoegd, dat artikel 49/1 omvat, luidend als volgt:

"Hoofdstuk III/1 - Databank betreffende de erkenningen

Art. 37. 1. § 1. De Regering zet een databank op met de informatie die nodig is om kandidaten voor de erkenning en erkende personen te identificeren en met hen contact op te nemen, en met de informatie die nodig is om na te gaan of aan de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van een erkenning wordt voldaan.

De databank bevat de informatie die is verzameld door middel van de aanvraagformulieren voor een erkenning bedoeld in artikel 43, § 1, leden 2 en 3, en artikel 47, § 1, leden 2 en 3, alsmede de verleende erkenningsnummers.

De in lid 1 en lid 2 bedoelde informatie wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° de opvolging van de erkenningsaanvragen;

2° het publiceren en bijwerken van de in artikel 45 bedoelde lijst van erkende EPB-beheerders, opstellers van technische, milieutechnische en economische haalbaarheidsstudies en EPB-certificeerders en de in artikel 49 bedoelde lijst van erkende opleidingscentra;

3° het organiseren van de permanente opleidingen bedoeld in artikel 50; 4° het uitvoeren van de controles bedoeld in Titel 5, hoofdstukken IV, V en VI; 5° het uitvoeren van de controles bedoeld in Titel 6;

6° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de EPB-reglementering;

7° de bijstand die aan de betrokken personen wordt verleend om hen in staat te stellen hun verplichtingen na te komen.

§ 2. De lijst van de informatie bedoeld in § 1, lid 1 en lid 2 kan aangevuld worden door de Regering.

Indien de erkenningsaanvraag onvolledig is, bewaart de Regering de gegevens bedoeld in lid 1, eerste en tweede lid, en § 1, tweede lid, in de databank tot 31 december van het derde jaar dat volgt op het jaar waarin de lijst van ontbrekende documenten bedoeld in § 2, derde lid, van het decreet, werd meegedeeld.

Wanneer de erkenning wordt verleend, bewaart de Regering de in § 1, lid 1 en lid 2, en in § 1, lid 2, bedoelde informatie in de databank gedurende de geldigheidsduur van de erkenning en, in geval van beëindiging of intrekking van de erkenning, tot 31 december van het derde jaar dat volgt op het jaar waarin de erkenning werd beëindigd of waarin tegen de beslissing tot intrekking van de erkenning geen beroep meer mogelijk is.

In afwijking van lid 4 bewaart de Regering, wanneer de erkenning op verzoek van de erkende persoon wordt beëindigd, de in § 1, lid 1 en 2, en § 1, lid 2, bedoelde informatie in de databank tot uiterlijk 31 december van het jaar dat volgt op het jaar waarin de beslissing tot vrijwillige intrekking van de erkenning is ondertekend.

Na het verstrijken van de in de leden 3, 4 en 5 bedoelde termijnen organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de EPB-reglementering, van de in § 1, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie.

§ 3. De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die toegang hebben tot de in de databank opgenomen informatie met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, derde lid, bedoelde doeleinden.

De Regering stelt de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie bedoeld in § 1, lid 1 en lid 2, rekening houdend met de duur die nodig is voor de in het eerste lid bedoelde doeleinden. "

Art. 38. In artikel 53 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid aangevuld met de woorden:

„, de persoon die het document besteld heeft, in te lichten over de fout en hem de gecorrigeerde versie te verstrekken. ”.

Art. 39. In artikel 55, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt het getal "37" vervangen door het getal "38";

Art. 40. In artikel 59 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 3° worden de woorden „, het niet mee te delen aan de kandidaat-koper of -huurder” ingevoegd tussen de woorden "het niet aan te plakken" en de woorden

„of dat de indicator(en) niet vermeld”;

2° het artikel wordt aangevuld met de punten 5° en 6°, luidend als volgt:

„5° het feit dat een bewijskrachtig document in toepassing van artikel 51, lid 2, niet wordt verstrekt;

„6° het feit dat een document in toepassing van artikel 53, lid 1, niet wordt verbeterd; ”.

Art. 41. In hetzelfde decreet wordt een Titel 6/1 die de artikelen 65/1 en 65/2 bevat, ingevoegd, luidend als volgt:

„Titel 6/1 - Databank betreffende de controles

Art. 42. 1. § 1. De Regering is bezig met het opzetten van een databank die de documenten betreffende de controleprocedures evenals de volgende gegevens bevat:

1° de informatie waarmee het controledossier en de vastgestelde inbreuk kunnen worden geïdentificeerd en, in voorkomend geval, de informatie met betrekking tot reeds genomen sanctiebeslissingen en ingestelde beroepen;

2° de naam, voornaam en hoedanigheid van de ambtenaren van de administratie die betrokken zijn bij de controleprocedure;

3° de naam, voornaam, woonadres, telefoonnummer en e-mailadres van de vermeende dader(s), samen met hun identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij gebreke daarvan, zijn identificatienummer bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, of;

4° indien de personen bedoeld in 3° rechtspersonen zijn, hun handelsnaam, hun ondernemingsnummer en het adres van hun maatschappelijke zetel, alsook de naam, de voornaam, het telefoonnummer en het e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers;

5° de naam, voornaam, woonplaats, telefoonnummer en e-mailadres van de persoon of personen die de in 3° en 4° bedoelde personen vertegenwoordigen of bijstaan;

6° in voorkomend geval, de naam, voornaam, woonplaats, telefoonnummer en e-mailadres van de persoon of personen die een klacht over de geconstateerde inbreuk heeft/hebben ingediend;

7° in voorkomend geval, de naam, voornaam, woonplaats, telefoonnummer en e-mailadres van de persoon of personen die bij de controleprocedure betrokken is/zijn;

De in lid 1 bedoelde informatie wordt verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

de uitoefening van de controles bedoeld in Titel 5, hoofdstukken IV en V; 2° de uitoefening van de controles bedoeld in Titel 6;

3° het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de EPB-reglementering

§ 2. De lijst van de informatie bedoeld in § 1, eerste lid kan aangevuld worden door de Regering.

De Regering bewaart de in § 1, lid 1 en lid 2, bedoelde informatie tot 31 december van het derde jaar volgend op het jaar waarin tegen de beslissing inzake de sanctie geen beroep meer mogelijk is.

Na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijnen organiseert de Regering de vernietiging of anonimisering, ten behoeve van onderzoek, statistieken of analyses met betrekking tot de EPB-reglementering, van de in § 1, lid 1, bedoelde informatie.

§ 3. De in artikel 61 bedoelde ambtenaren en personeelsleden hebben toegang tot de in de databank opgeslagen informatie die uitsluitend betrekking heeft op gebouwen die zich op hun grondgebied of onder hun rechtsbevoegdheid bevinden met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 4° en 2°, bedoelde doeleinden.

De Regering wijst de andere ambtenaren en personeelsleden aan die toegang hebben tot de in de databank opgenomen informatie met het oog op de verwezenlijking van de in § 1, tweede lid, 1°, 2°, 4°, 5° en 3° bedoelde doeleinden.

De Regering bepaalt tot welke informatie de in lid 1 en lid 2 bedoelde personen toegang hebben en volgens welke modaliteiten.

De Regering stelt de duur vast van de raadpleging en het gebruik van de informatie bedoeld in § 1, lid 1, rekening houdend met de duur die nodig is voor de in § 1, lid 2, bedoelde doeleinden.

Art. 43. 2. De Regering stelt een informatieblad op over de rechten en plichten van de personen die betrokken zijn bij het verzamelen en verwerken van de gegevens bedoeld in artikel 65/1, § 1, eerste lid, in het kader van de controleprocedures bedoeld in de hoofdstukken IV en V van Titel 5 en in Titel 6, of in het kader van het uitvoeren van onderzoek, statistieken en analyses met betrekking tot de EPB-reglementering. ”.

Art. 44. Dit decreet treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 17, 1°, 18, 19, 1°, 20 en 21, voor zover zij betrekking hebben op het elektronische karakter van de handtekening, in werking op de door de Regering bepaalde datum.

Vóór de in lid 2 bedoelde datum worden de documenten met de hand ondertekend.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 maart 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waals Parlement, 1640 (2023-2024) Nrs. 1 tot 5

Volledig verslag, plenaire zitting van 27 maart 2024

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203650]

29 AVRIL 2024. — Décret modifiant l'article 27 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation et insérant un article 25/1 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, il est inséré un article 25/1 rédigé comme suit :

" Art. 25/1. Est réputée non écrite toute clause qui met à charge du preneur les frais d'intervention d'un tiers, quelle que soit la qualification donnée par ce dernier à ces frais, relatifs à la location d'un bien d'habitation, sauf si le preneur est le commanditaire de l'intervention. La présente disposition est impérative. "

Art. 2. Dans l'article 27 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

" § 1^{er}. Les parties dressent un état des lieux d'entrée détaillé contradictoire. En cas de désignation conjointe d'un expert, l'état des lieux s'établit à frais communs et à part égale. En cas de désignation d'un expert par une seule partie, celle-ci en assume les frais. Cet état des lieux est dressé, soit au cours de la période où les lieux sont inoccupés, soit au cours du premier mois d'occupation. Il est annexé au contrat de bail écrit et est également soumis à enregistrement.

Le Gouvernement arrête un modèle-type d'état des lieux d'entrée à valeur indicative.

En cas de désignation d'un expert commun, celui-ci est mandaté, soit par une clause écrite du bail, soit par les deux parties d'un commun accord.

À défaut d'accord entre les parties, le juge de paix, saisi par requête introduite dans les quinze jours suivants l'expiration du délai d'un mois, désigne un expert pour procéder à l'état des lieux. Le jugement est exécutoire nonobstant opposition et n'est pas susceptible d'appel. "

Art. 3. L'article 64 du même décret est abrogé.

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.